Vincent Guibert

1699 jours en Sarkozye

Chroniques de "la rupture"

7 mai 2007 – 31 décembre 2011

Le mot " rupture ", non seulement je le maintiens, mais je le revendique.

Nicolas Sarkozy, candidat à l'élection présidentielle de 2007

Le Figaro, 1er Septembre 2006

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

PREAMBULE

Le 6 mai 2007, La France a opté pour "la rupture". Il m'a fallu accepter et respecter ce choix pour un projet et pour un candidat qui n'étaient pas ceux que j'avais soutenus.

Pourtant, cette victoire paraissait improbable, presque impensable, quinze mois auparavant, en pleine crise des banlieues et du CPE (Contrat Première Embauche), symbole d'une droite chiraquienne et libérale à bout de souffle. Le " Kärcher " devait lui coller à la peau. C'était une élection que " nous " (PS) " ne pouvions pas perdre ".

La force de la communication, l'intelligence de la situation, une organisation sans faille, des promesses hardies, le talent oratoire ont pourtant réussi à faire oublier plusieurs années d'échecs et d'errements du pouvoir sortant, et à laisser espérer que " tout était possible ".

Mais j'avais du mal à y croire. Alors j'ai voulu, dès le 7 mai 2007, tenir au fil de l'eau sur mon blog www.observactions.com ces " Chroniques de la Rupture " afin de contribuer à ce que, le jour venu la mémoire collective ne soit pas une fois encore balayée par de nouveaux discours et d'improbables promesses clientélistes.

Les textes sont publiés tels qu'écrits à chaud, à l'exception de quelques retouches syntaxiques ou grammaticales. Il s'agit du témoignage d'un citoyen ordinaire, militant de base, ne disposant d'aucune autre source d'informations vérifiées que la presse écrite, en ligne ou audiovisuelle, pour découvrir ce qu'il se passe et se forger une opinion. Il n'est pas question d'y revendiquer une quelconque objectivité, j'accepte volontiers la contradiction et les contre-exemples, et tout au long de ces cinq années je suis resté tout à fait disposé à souligner des avancées ou à reconnaitre des résultats.

Pourquoi cette publication alors que la presse a largement relayé les péripéties du sarkozysme ? Parce qu'on oublie bien plus vite qu'on le pense. Parce que l'histoire s'est accélérée, parce que le monde s'est installé dès la première année du quinquennat dans une crise qui a sonné le glas du modèle libéral anglo-américain dont se réclamait le candidat Sarkozy, et qui inspira sa fameuse stratégie de rupture. Parce que le temps du bilan est venu.

Bien sûr, je me disais en démarrant qu'il y aurait d'inéluctables ratés et que les évènements me fourniraient un peu d'inspiration, mais franchement je dois avouer en toute humilité que je n'en attendais pas tant, avec une telle intensité et pendant l'intégralité du mandat …

L'échec est là, sous nos yeux, patent, dramatique, qui éclaire tristement et cruellement des prétendues réformes et des comportements qui symboliseront à jamais en l'enterrant cette " France d'Après " qui avait soulevé tant d'espoir et trompé jusqu'aux plus modestes.

Entre le 7 mai 2007 et le 31 décembre 2011, 1699 jours se sont écoulés. Il nous faut garder la trace de ces ***1699 jours en Sarkozye*** *pour ne plus retomber dans de tels errements, je vous invite à les revivre dans les pages qui suivent.*

Cet ouvrage est particulièrement dédié aux rédactions et aux journalistes qui sans relâche et parfois dans des environnements hostiles sont parvenus à mener à terme leurs travaux d'investigations et d'analyse, ainsi qu'à ceux de mes amis qui en 2007 ont voté Sarkozy pour ensuite rapidement déchanter, et avec qui je n'ai plus la cruauté de parler politique tant ils semblent eux aussi accablés.

Un grand merci également à celles et ceux qui ont eu la bonté de suivre au mois le mois ces chroniques sur mon blog, et dont les commentaires et encouragements m'ont été des plus précieux.

Enfin, il serait injuste d'omettre de ces remerciements l'inventeur de cette rupture, sans qui rien n'aurait été possible. Souhaitons à la France que ne nous soit pas donnée l'opportunité d'un second tome qui couvrirait les cinq années à venir, et souhaitons à cet inventeur une longue et belle carrière post-présidentielle.

Vincent Guibert,
Boulogne-Billancourt, IX° circonscription des Hauts-de-Seine,
Le 31 décembre 2011.

#1 – Mai 2007 : Bling-bling

Dimanche 6 mai 2007 : Dîner au Fouquet's en compagnie de Johnny Halliday, suivi d'un passage à la Concorde animé par Enrico Macias et Mireille Mathieu. La nuit se poursuit en boîte sur les Champs Elysées.

Lundi 7 mai 2007 : Départ en jet privé pour l'île de Malte, parait-il pour réparer un oubli diplomatique. Embarquement sur un yacht de 60 m à l'invitation de l'industriel Vincent Bolloré. 193 500 € la semaine.

Mardi 8 mai 2007 : Une énorme surprise déchire le silence de ce petit matin pluvieux : confiant dans les futures mesures fiscales du nouveau Président, Johnny Halliday annonce son retour en France. Ah que c'est nos amis suisses qui vont être déçus.

Mercredi 9 mai 2007 : "Bolloré ne travaille jamais avec l'état"

Ah bon ?

Appel d'offres pour la valise diplomatique du 10/8/2006 accordé à la société SDV filiale du groupe Bolloré.

Annonce N°368, publiée le 06/11/2006 dans le BOAMP 050 C, dépt. 75

…
http://www.france.diplomatie.gouv.fr.
Référence de la publication au B.O.A.M.P. : Parution n° 232 B, annonce n° 200 du 15 décembre 2005. Référence d'identification du marché qui figure dans l'appel d'offres : 05/243 du 30 novembre 2005.
Objet du marché : traitement de la valise diplomatique fret.

…
Valeur totale estimée (H.T.) :
montant minimum: 1400000 EURHt- Montant maximum: 5600000 EURHt
Nom du titulaire/organisme : **sdv**, à l'attention de Mme xxx
Date d'attribution du marché : 10 août 2006.
Nombre total d'offres reçues : 6.

A sa décharge, Vincent Bolloré a déclaré que les revenus de son groupe sont dus pour une faible part à la commande publique, ce qui parait bien plus en phase avec la réalité que la déclaration présidentielle "Bolloré ne travaille jamais avec l'état".

Vendredi 11 mai 2007 : Tentative de perquisition au Canard Enchaîné. Mais le Volatile sait se protéger et se défendre ...

Semaine du 14 au 20 mai 2007

Le président visite les logements de la république : consultations au Pavillon de la Lanterne (traditionnellement résidence du Premier Ministre, tout un symbole), puis WE à Brégançon où Cécilia est déjà partie en éclaireur.

Nomination d'un gouvernement sans surprise tant les fuites étaient savamment organisées depuis quelques jours. 15 ministres dont un vice Premier Ministre étaient promis.

15 ministres dont un ministre d'état, 4 secrétaires d'état et un haut-commissaire sont finalement nommés. Ainsi, le gouvernement de la rupture est composé de :

Premier Ministre : François Fillon, ministre depuis 1993.

Ministres :

- Alain Juppé, déjà ministre en 1986, premier d'entre eux de 1995 à la dissolution de 1997.
- Jean-Louis Borloo, ministre en continu depuis 2002.
- Michèle Alliot-Marie, déjà secrétaire d'état en 1986, ministre en continu depuis 2002.
- Bernard Kouchner, transfuge du PS, secrétaire d'état ou ministre chaque fois qu'il a pu depuis 1988.
- Brice Hortefeux, ministre depuis 2005.
- Rachida Dati, une nouvelle arrivante.
- Xavier Bertrand, secrétaire d'état ou ministre depuis 2004.
- Xavier Darcos, ministre de 2002 à 2005.
- Valérie Pécresse, une autre nouvelle arrivante.
- Hervé Morin, transfuge de l'UDF, nouvel arrivant.

- Roselyne Bachelot-Narquin, déjà ministre de 2002 à 2004.
- Christine Boutin, ministre pour la première fois, bien connue pour ses positions avant-gardistes sur le PACS.
- Christine Lagarde, ministre depuis 2005.
- Christine Albanel, une quatrième nouvelle arrivante.
- Eric Woerth, déjà secrétaire d'état de 2004 à 2005.

Soit **70 % des ministres** qui l'ont déjà été, et **62,5% de sortants** des gouvernements Raffarin ou Villepin**.**

Alors, est-ce bien un gouvernement " de rupture " ? En résistance des matériaux on distingue deux sortes de rupture : la rupture fragile et la rupture ductile.

La rupture fragile intervient à l'issue d'une déformation élastique d'amplitude plus ou moins longue. Tant que la déformation est élastique, elle est réversible. Par exemple, lorsque l'épouse d'un ministre de l'intérieur revient au bercail, il ne s'agissait que d'une déformation élastique. En revanche lorsqu'il y a rupture suite à dépassement de la limite d'élasticité, celle-ci est nette et franche. Par exemple lorsqu'un ex-ministre en préretraite passe des sacs de riz au bol de soupe.

La rupture ductile, quant à elle, intervient à l'issue d'une déformation qualifiée de "plastique", déformant le matériau de façon définitive. Par exemple, le jet d'un karcher dans une terre meuble provoque des déformations plastiques.

70% du nouveau gouvernement est composé de " matériaux recyclés ". A en croire l'ex-candidat UMP, ces 70% de ministres reconduits n'ont donc pas été en mesure de réaliser avec leurs précédents portefeuilles cette rupture tant attendue. Chaleureux message de bienvenue.

Considérons alors les nouveaux arrivants et examinons leur potentiel de plasticité ou d'élasticité :

Rachida Dati : sera aux ordres du Président, elle l'a dit partout. Voir par exemple cette vidéo :

http://www.dailymotion.com/relevance/search/rachida%2Bdati/video/x1n9gy_lhumour-karcher-de-rachida-dati

Valérie Pécresse et Christine Albanel : c'est Versailles qui débarque, et à Versailles on sait détecter les révolutions...

Christine Boutin : arrêtez de vous marrer chaque fois qu'on prononce son nom, elle a bien le droit d'être ministre un jour, mais franchement si la rupture devait passer par Christine Boutin, ce jour-là je veux bien faire un foutigne.

Hervé Morin : sa limite élastique est probablement proche de l'infini; quand il en aura marre Sarkozy tirera dessus et shlak, retour dans son pays à Pont-Audemer où il s'écrasera dans le Livarot qui lui, est bien connu pour sa plasticité et son aptitude à se déformer sans se rompre.

Donc ce gouvernement ne serait guère plus enclin à la rupture que le précédent. Nous parlerons donc d'un troisième type de rupture : la rupture docile.

Toutefois, il suffit parfois de modifier un tout petit peu la composition d'un matériau pour en changer les propriétés mécaniques. Mais soyons sans crainte pour ce gouvernement : ce n'est pas lui qui risque de rompre, c'est bien évidemment pour la société elle-même qu'il prône cette rupture. Et là, le risque est réel.

La société est fragilisée, le "chacun pour soi" prôné par Sarkozy ne va pas la renforcer. En effet les "dislocations" sont un facteur prépondérant dans la rupture ductile. De même, les changements brusques d'atmosphère fragilisent les matériaux.

Alors soyons vigilants, jusqu'aux législatives il ne se passera sans doute pas grand-chose, mais après ...

#2 – Juin 2007 : Atermoiements, improvisations et amateurisme

"Pause dans la réduction de la dette" alors qu'on accusait le programme socialiste d'aggraver les déficits publics.

Défiscalisations des heures supplémentaires "même pour les cadres et les employés à temps partiel" dixit le Premier Ministre. Quelle moquerie, quelle insulte.

Déduction des intérêts d'emprunts pour la résidence principale, achetée après le 6 mai pour l'un, quelle que soit la date d'achat pour l'autre, déduction des revenus pour l'un, de l'impôt sur l'autre, plafonnés à 20% (de quoi ?) pour un troisième.

A croire que ces gens viennent de se rendre compte qu'ils allaient devoir réaliser les promesses tenues pendant la campagne. Ils nous disaient être prêts, mais à quoi donc ont-ils réfléchi pendant tout ce temps-là ?

Ce sont des amateurs. Leur incompétence n'a d'égale que leur arrogance.

Mais ne feignons pas de les découvrir, souvenons-nous que ce sont les sortants. 70% des ministres du gouvernement Fillon l'ont déjà été au cours de ces cinq dernières années.

La suppression des emplois jeunes, la réduction des crédits pour la recherche, les sous-effectifs dans les hôpitaux, le CNE, le CPE, les réductions d'impôts pour les plus aisés : c'était déjà eux.

Dès ce 10 juin, nous pouvons stopper cela, au risque d'en prendre pour cinq années.

En ce dimanche où Ségolène annonce sa séparation, il est au moins une promesse de Sarkozy qui aura été tenue : la rupture, mais sans doute pas celle à laquelle le bon peuple s'attendait. A quand une deuxième mi-temps dans le camp d'en face ? Mais passons, cela ne nous regarde pas.

Ce que l'histoire retiendra de ces semaines de campagne électorale ?

Cafouillages et approximations : sur les heures supplémentaires, les allègements fiscaux, la TVA sociale. Ils ont eu des mois pour se préparer, y réfléchir, formuler des options, mais ils ne peuvent pas s'empêcher d'improviser. Pur amateurisme, mais qui sera sans conséquence puisqu'ils pourront n'en faire qu'à leur tête...

En attendant :

- non remplacement d'un fonctionnaire sur deux : économie annuelle = 1 milliards d'euros
- paquet fiscal concernant les successions, les intérêts d'emprunts etc. : manque à gagner annuel = plusieurs milliards d'euros.

#3 – Juillet 2007 : Superman ou Joe-la-Frime ?

14 juillet 2007, Polnareff sur le Champ de Mars.

En progrès ...Mieux que Mireille Mathieu.

En début de mois il fait croire à tout le monde, à la fureur de ses collègues, qu'il vient de sauver la construction européenne. Puis Il libère les infirmières bulgares, tant mieux pour elles. Puis d'un coup d'aile il espère changer cinquante ans de politique africaine à la française en trois discours.

De retour dans la capitale il se transforme en producteur et organise un grand concert de rock au Champ de Mars. Puis il se mue en journaliste pour nous commenter une étape du tour de France en direct.

Sans oublier la quasi permutation des rôles avec l'entraineur du XV de France, futur Secrétaire d'état aux sports.

Le tout copieusement relaté par des media en pamoison qui vont jusqu'à nous faire croire que 2/3 des Français aiment ça...

#4 – Août 2007 : Les vacances de Speeder-Man

Torse nu en jeans sur son bateau, portable collé à l'oreille, Rolex au poignet, Ray-Ban sur les yeux, bref toute la panoplie du parfait Directeur Commercial qui veut montrer à sa Mémé, photo à l'appui, qu'il est devenu quelqu'un. Manque toutefois la BM série 3 au premier plan qui sans conteste ajouterait une touche vintage façon années 80 à ces clichés ...

... et tel Bip bip le coyote, il passe si vite que Madame a attrapé une angine dans les courants d'air et en a raté le pique-nique présidentiel. Comme c'est ballot ! La presse locale en est restée Bush bée...

Tout cela ne parvient pas toutefois à masquer un furieux et quelque peu pathétique besoin de reconnaissance. Il serait temps maintenant (100 jours déjà) que quelqu'un lui dise :

"C'est bon l'ami ! Le job tu l'as, pour cinq ans, en toute légitimité puisque 53% des Français l'ont souhaité. Donc plus besoin de montrer que tu es digne et capable d'être sur tous les fronts. Il s'agit maintenant de prouver que tu sais non seulement le faire savoir, mais aussi réfléchir, évaluer, décider, faire faire et faire accepter. Bref : manager. Au boulot !"

La pré-rentrée

Lundi 20 août 2007 : où l'on réalise qu'une loi ne peut pas être rétroactive, ce que savent la plupart des enfants de sixième de nos jours.

Damned ! On se rend compte que les dispositions permettant de déduire les intérêts d'emprunts immobiliers de ses impôts ne pourront s'appliquer aux transactions conclues avant la promulgation de la loi. On va inventer je ne sais quelle manip pour permettre au bon peuple de bénéficier de cet avantage fiscal pour toute promesse signée entre le 6 mai (nouvelle fête nationale ?) et la date effective de la nouvelle loi.

Mardi 21 août 2007 : où l'on annonce à grands renforts de journaux-radio-tv les nouvelles mesures anti-récidive.

Résumons : un fait divers dramatique, en réaction une visite de la famille à l'Elysée et l'annonce de nouvelles mesures législatives pour les pédophiles récidivistes, dont au passage une forme de double peine à laquelle le ministre de l'intérieur du gouvernement précédent s'était déclaré opposé. Mais "il a changé".

On se doute que durant ces deux jours d'intense activité législative, ces nouvelles mesures ont toutes été soigneusement réfléchies, étudiées, que leur faisabilité et leur coût a été minutieusement évalué, et donc que l'on sait de quoi on parle. Et par exemple que cette fois-ci la justice disposera effectivement des moyens exigés par cet arsenal répressif. Tout comme on avait parfaitement fait le tour de la question il y a trois semaines lors de la promulgation de la "nouvelle" loi sur la récidive ...

Signalons enfin que cette fois-ci, on est contre la remise de peine annoncée à priori, alors qu'en 2004 on était pour.

Mercredi 22 août 2007 : où l'on découvre que la croissance ne vient pas comme par enchantement.

Comment ? La croissance, telle des articles flatteurs dans la presse à la botte, se permet de ne pas venir là et quand Speeder-Man l'attend ? Ah bon, le bouclier fiscal n'a pas suffi à relancer l'économie ? Mais qu'entends-je : ses heureux bénéficiaires ne se sont pas rués à Carrefour ou chez

Auchan pour tripler leur parc de chaines hifi ou d'écrans plats ? Ah mince alors, c'est dommage. Quoi ? Mettre le paquet (fiscal) dans les entreprises vous dites, les inciter à embaucher plus pour créer de la valeur ? Oh mais c'est compliqué ça, et puis ça peut passer pas en trente secondes sur TF1 ou dans Gala, alors comment on va faire ? (NB : le lecteur voudra bien me pardonner la familiarité du style. Il est des rhétoriques qui déteignent…)

Jeudi 23 août 2007 : où l'on apprend que d'ici la fin de l'année, on n'entendra plus parler du cyclone Dean. Gageons que TF1, Le Figaro, Le Point et Paris-Match, pour ne citer que ceux-là, sauront respecter cet engagement…

... et où l'on se "bidonne" surtout en apprenant que ce même Paris-Match aurait gommé des bourrelets à grands coups de Photoshop. A quand les photos du précédent gouvernement dans lesquelles n'apparaitront plus ni le prédécesseur ni les ex-rivaux ?

Dans la même série, en exclusivité et ne reculant devant aucune indiscrétion, notre blog vous présentera bientôt les photos d'un des foutignes de vacances de votre serviteur. Celles-ci sont actuellement en postproduction chez un grand hebdomadaire à sensations et nous ne manquerons pas de les publier dès leur retour.

Vendredi 24 août 2007 : où l'on est informé que Madame est au-dessus des lois et ne saurait être entendue par une commission d'enquête parlementaire parce que Monsieur l'a décidé ainsi.

Arrogance et incompétence seraient-elles les deux nouvelles mamelles de la France ?

La rentrée

Lundi 27 août 2007 : Travailler plus pour en ch... plus ? Pas évident.

A peine le temps de souffler et c'est un nouveau symbole de la rupture qui prend un coup.

Guy Roux, promu entraineur de RC Lens en juillet dernier, vient de démissionner. Souvenons-nous, c'était il n'y a que quelques semaines, le Président, sa Ministre des Sports et même sa Ministre des Finances s'indignaient, trémolos dans la voix à l'appui, qu'on puisse mettre à la retraite de force un homme qui voulait continuer à travailler. Eh bien ce week-end, ce même homme reconnait que ce n'est pas raisonnable et qu'il ne peut envisager de poursuivre sa nouvelle carrière notamment en raison de son traitement à base de bétabloquants. Si j'osais je parlerais volontiers de gros bêtas débloquant (à plein tubes) lorsque je me remémore les discours de ces thuriféraires du "travailler plus"...

Nos respects à Guy Roux, et nos meilleurs vœux de succès à son successeur JPP.

Mardi 28 août 2007 : Les dents de MAM errent.

On nous annonce une nouvelle série de lois concernant les chiens mordeurs, alors même que les spécialistes soulignent une fois encore que ce n'est pas une question de lois à promulguer mais de moyens à affecter afin que les lois déjà en vigueur puissent être appliquées. Bis repetita placent...

PS: Un grand hebdomadaire à sensations nous informe que ses spécialistes n'ont rien trouvé à retoucher sur les clichés que nous leur avions transmis la semaine dernière...

Mercredi 29 août 2007 : Calcul mental.

L'idée du jour : un plancher fiscal afin d'éviter que des contribuables aux revenus élevés se trouvent dispensés d'impôt par le truchement d'exonérations cumulées. Pourquoi pas ? Un point à surveiller toutefois : les media parlent de 3500 foyers fiscaux concernés, à mettre en balance avec les 35 Milliards d'euros de manque à gagner sur l'IRPP en raison des niches fiscales. Notre enfant de sixième déjà mentionné la semaine dernière aura tôt fait de calculer que cela représente rien moins qu'un million d'euros par foyer fiscal. Donc soit certains journalistes ne réfléchissent pas plus loin que le bout de leur nez et le gain supplémentaire sera bien inférieur à 35 MM€, soit on nous cache quelque chose et ces dispositions concerneront bien plus que 3500 foyers, soit vraisemblablement les deux.

Jeudi 30 août 2007 : Un jour historique (on est prié de s'accrocher une larme à l'œil)

Le président rend visite à sa copine de l'IFOP et du Medef : embrassades, congratulations, incantations, démagogie sur les 35 heures et sur les licenciements, réactions écrites d'avance ("ce fut un moment historique"). J'ai même entendu une brave dame, patronne de je ne sais quoi, s'exclamer à la radio : "Le Président a remis la France sur les rails..." puis, se reprenant après avoir réalisé qu'elle venait de dire une belle ânerie : "Euh non j'voulais dire, donne l'impression que ça va aller mieux et que les Français vont s'y remettre". Comme si 5 millions de personnes avaient décidé ces dernières années de ne plus se lever tôt pour aller travailler, et pour certains d'entre eux de déménager leur usine en Inde ou en Chine histoire de se donner de nouveaux challenges. Envoûtement, quand tu nous tiens...

Mais sur le concret, pas grand-chose. Sur la fusion UNEDIC-ANPE, clé de voute de la flexsécurité : rien. Sur l'extension du crédit d'impôt recherche et toute autre mesure d'ordre fiscale visant à encourager l'investissement : rien. Sur la protection sociale du dirigeant de PME : rien. Sur les retraites : rien. Comme si on avait réalisé en cette fin août qu'on avait tant promis, qu'on avait oublié de s'y atteler pendant l'été et qu'un peu pris de court, on ressortait le programme électoral. Comme si on réalisait également que le sujet est assez complexe, nécessite là encore réflexion, travail, concertation, approfondissement et que le retour médiatique via Paris-Match ou le 13h de TF1 n'est pas immédiat. Allez mesdames et messieurs : au boulot, vous êtes payés (par nous) pour cela.

Vendredi 31 août 2007 : Surprises, surprises

Il y a plus d'élèves en primaire et moins en maternelle que les autres années. Et ce, 6 ans après le boom de l'an 2000. ET c'est une découverte ! Les services de l'Education Nationale n'ont semble-t-il pas vu le coup venir, pas plus que ceux de l'Insee. Tiens, une devinette : qui fut le dernier ministre de l'Education dans la "France d'avant" ? ..... ok, trouvé ? (NDLR : François F.). Une chose est sûre en tout cas : cette fois-ci on ne peut pas blâmer les socialos, les 35 heures, le gouvernement Jospin et l'allegrissime suffisance du premier de ses ministres de l'Education.

Autre révélation : la fusion GdF-Suez a du plomb dans l'aile. Quel scoop ! Pas étonnant lorsqu'on se souvient que c'était l'un des projets fétiches de Villepin sous le couvert d'un patriotisme économique aussi ringard qu'inepte. Rappelons que son Ministre de l'Intérieur de l'époque n'en voulait pas. Franchement hilarant lorsqu'on entend que Suez serait prié de se débarrasser de sa branche "environnement" pour que la fusion devienne équilibrée. Un peu comme si on demandait à Renault ou à PSA de se débarrasser de sa branche "véhicules" en vue de fusionner son réseau de concession avec Feu-vert ou avec Norauto. On pensait avoir touché le fond en la matière lors de la raffarinienne fusion contre nature de Sagem et de la Snecma en un improbable Safran, on a failli faire pire.

Et pendant ce temps, à La Rochelle, la Calypso, bateau emblématique du Commandant Cousteau, sombre dans l'oubli et sous la rouille à deux pas de l'Espace Encan. Espace Encan dans lequel le PS, lui, tente de ne pas sombrer tout court.

#5 – Septembre 2007 : Le " LA " des Haines

Lundi 3 septembre 2007 : Silence dans les rangs ! Hier, Mme la Ministre des Finances a eu le courage et l'honnêteté de parler d'un plan de rigueur dans la fonction publique. Moins d'une demi-heure plus tard, des communiqués du Secrétariat Général de l'Elysée puis de Matignon corrigent sévèrement ses propos pour évoquer un "plan de valorisation". Passons sur l'absence de cohérence gouvernementale pour ne retenir que l'hypocrisie sémantique.

Mardi 4 septembre 2007 : Quand j'entends "culture"...Mme la Ministre de la Culture s'émeut d'un édito déplacé à l'encontre du Président. Voir détails dans le journal Libération daté de ce jour.

A quand la lettre de cachet à l'attention des impertinents ?

Mercredi 5 septembre 2007 : Si tu ne viens pas à (l'ami de) Lagardère, (l'ami de) Lagardère ira à toi ! L'OCDE se permet de revoir les prévisions de croissance pour la France à la baisse : 1,8% au lieu des 2,2% précédemment annoncés. Cette fois-ci, Mme la Ministre des Finances ne moufte pas et confirme sa prévision initiale.

Scrogneugneu, mais nous irons la chercher cette croissance si elle ne vient pas toute seule, dit une voix dans le lointain ! Top délire, trop drôle, depuis Don Quichotte on n'avait pas fait mieux.

Le réalisme, l'irrévérence, le pessimisme, seraient-ils en passe de devenir répréhensibles ?

Jeudi 6 septembre 2007 : Enfin du changement ? Le Ministre de l'Education Nationale remet en cause le collège unique. 32 ans après la réforme Haby, dans un monde qui a quelque peu changé, sans doute en est-il grand temps. Et ce ministre semble pouvoir s'affranchir des métaphores pachydermiques d'un de ses allègres prédécesseurs... Donnons-lui sa chance.

Vendredi 7 septembre 2007 : Ouverture de la Coupe du Monde de Rugby à Paris, grosse pression sur l'enjeu. A force de s'entendre dire par le Président-Entraineur et par le Sélectionneur-Ministre qu'ils devaient la gagner cette coupe et bla bla bla, les "petits" en ont oublié qu'ils devaient aussi et d'abord remporter le premier match, et que pour gagner ce

premier match il était nécessaire de rester concentrés sur les fondamentaux. Pour leur donner le moral, on leur lit 10 minutes avant le coup d'envoi la lettre que le jeune résistant Guy Moquait écrivit juste avant son exécution. Au même moment, l'entraineur argentin tient à ses joueurs un discours sur le thème " Vous vivez un instant magique, la moitié d'entre vous est dans son jardin, faites- vous plaisir ".

Résultat : dès la première minute les spectateurs médusés voient des bleus fébriles, tétanisés, malhabiles, et ce qui devait arriver arriva : victoire des Pumas !

Gravissime erreur de management : à force de penser à l'enjeu on en oublie le jeu.

Lundi 10 septembre 2007 : Le tournis. Flashback dans la "France d'avant" : En 2003, le Ministre des affaires sociales, un certain François F. fait adopter successivement deux lois. L'une porte sur la réforme des retraites, l'autre a pour objet de renforcer le dialogue social.

Quelques années plus tard, devenu ex-ministre, le père de ces deux lois se targuera d'être l'instigateur des seules réformes marquantes du quinquennat qui s'achève. Parlant des retraites, le Ministre assure que sa loi en assure le financement à long terme et qu'il n'est pas question de revenir sur les régimes spéciaux.

Retour dans la "France d'après" : En 2007, le Premier Ministre, un certain F. Fillon, déclare que la réforme des régimes spéciaux est "prête" et que "on attend le signal du Président de la république". Les syndicats, reçus la semaine précédente par le Ministre des affaires sociales, s'étaient entendus dire que rien n'était finalisé et que les négociations devaient démarrer en vue d'un accord pour la fin de l'année.

Mardi 11 septembre 2007 : coups de boule. Le Président réalise que son Premier Ministre est allé un peu vite en besogne et en appelle à la méthode.

PUBLICITE

Vous avez un problème de conduite du changement ?

Il existe de très bons cabinets de conseil pour vous accompagner !

La presse allemande laisse filtrer que le Président agace la Chancelière allemande.

L'OCDE en remet une couche en parlant de "choc négatif" à propos de l'impact du résultat de l'élection présidentielle sur la croissance française. La Ministre des Finances entame un virage sur l'aile en parlant non plus de 2,25 % mais d'une "fourchette de 2 à 2,5" et montre ainsi sa maîtrise de l'algèbre en faisant remarquer que la "borne basse de la fourchette" est proche des 1,9% prédits par l'OCDE. Remarquons seulement que l'OCDE parlait de 1,8% la semaine dernière. Allez, soyons fous : Il suffit de prétendre maintenant que la prévision de croissance se situait entre 0,1 et 10%, ce qui est mathématiquement vrai, pour que tout le monde ait raison.

Qui a dit : "Bande de clowns" ?

Mercredi 12 septembre 2007 : Diversion. Cafouillage sur les retraites, débats d'experts sur la croissance, cotes de popularité en baisse... et hop ! On sort son Hortefeux et on rappelle que le quota de 25 000 expulsions ne va pas être tenu. Quel abominable indicateur de performance. Convocation des Préfets et tout le tralala. Jusqu'où sont-ils allés ? Ont-ils remonté la chaine de (non)valeur pour déterminer combien d'opérations "coups de poing" sur les squats ou les écoles de banlieue devront être planifiées, puis combien de coups de matraque devront être distribués chaque semaine d'ici au 31 décembre pour tenir cet objectif ?

Jeudi 13 septembre 2007 : Un bien vil pain. L'ancien Premier Ministre tente d'exister en expliquant comment Sarkozy a "privatisé" l'affaire Clearstream. Sans doute voulait-il dire "personnalisé". Mais il devrait savoir qu'il est inutile de s'agiter lorsqu'on est pris dans les sables mouvants.

Vendredi 14 septembre 2007 : Hongrois ou hongrois pas tout ce qu'on lit dans les journaux. Le président en visite sur la terre de ses ancêtres, rien à signaler.

Lundi 17 septembre 2007 : Les papys s'en vont-en-guerre**.** Hier, le French Doctor s'est fait remarquer par ses déclarations bellicistes envers l'Iran. Aujourd'hui, fort de ses 16,8% en 2002, le retraité d'Ars en Ré nous montre une fois de plus qu'il sait où et comment focaliser son énergie en publiant un brûlot assassin à l'encontre de celle qui a fait 10 points de plus que lui en mai dernier. Bien vu camarade, quel combat constructif et valeureux !

Il est clair que la réforme des retraites et des régimes spéciaux, dont celui de certains politiques, doit être engagée d'urgence...

Mardi 18 septembre 2007 : Le Nouveau Contrat Social. Rien que cela, un discours prononcé au sous-sol du sénat, qui reprend sans aucun fil directeur un catalogue de promesses électorales, qui assure à son orateur le surplus de reconnaissance dont il a tant besoin de la part de ses amis grands patrons. Un discours qui prend bien soin de prôner le dialogue social cette fois-ci. Notons toutefois que ce dialogue social est prié de se tenir sous quinze jours et qu'il sera sans doute bienvenu qu'il débouche sur ce qui est d'ores et déjà décidé.

Tel un coucou, la patronne des patrons sort de sa boite pour beugler "Jour historique, jour historique".

Et bien évidemment en face, on rejette tout en bloc, histoire ne pas mettre en péril sa position qui à la tête d'un syndicat ou de sa cellule locale, qui à la tête de son parti, de sa section, ou de son investiture locale en cette période pré-électorale.

C'est dommage car certaines de ces nécessaires réformes ne peuvent plus attendre. Alors cessez de communiquer messieurs-dames, et mettez-vous au travail.

Pour mémoire, le contrat social tel qu'il est théorisé par Rousseau a pour but de rendre l'homme souverain, et de l'engager à abandonner son intérêt personnel pour suivre l'intérêt général.

L'intérêt général, ça existe encore ce truc-là ?

Mercredi 19 septembre 2007 : Hortefeux donne le "la" des haines. Le Pen en rêvait, Sarkozy l'a fait. Lamentable amalgame des tests génétiques à vocation médicale et de ceux à vocation juridique. Le bon peuple pétainiste applaudit en silence.

Jeudi 20 septembre 2007 : Arlette et le mâle Hibou. Frétillante Arlette se trémoussant sur son siège aux côtés d'un PPD plus zen que jamais...Tout ça pour cinquante minutes de démagogie et de flagornerie sirupeuses... jusqu'à la nausée. "Vous comprenez, la France n'est pas assez riche pour bla bla bla, les retraites bla bla bla, les fonctionnaires, bla bla bla". Au mieux, un gentil garçon qui veut faire plaisir à tout le monde et à sa maman. Au pire, un populiste hypocrite. Au passage, les 15 milliards

d'euros de manque à gagner suite au paquet fiscal, cela représente combien de salaires d'infirmières, de greffiers ou de professeurs ?

J'ai essayé d'écouter, j'ai zappé au bout de 10 minutes, écœuré. Sur Arte passait un nouvel et passionnant documentaire sur les volcans explosifs au Vanuatu.

Vendredi 21 septembre 2007 : And the winner is ... Oscar Perero, deuxième du Tour de France 2006, l'emporte sur tapis vert suite au déclassement pour de Floyd Landis (1er). On raconte que du côté de Melle, une certaine Ségolène R. se prend à rêver...

Lundi 24 septembre 2007 : Leçon de calcul (1). Trou de la sécu : 11 milliards d'euros. Manque à gagner dû au paquet fiscal : 15 milliards d'euros, " de l'argent qui repart à la consommation ", prétendent nos gouvernants, et c'est ça qui relance la croissance ! Pour combler le déficit social, le gouvernement de la rupture augmente les déremboursements et forfaits en tous genres. Pour les plus nécessiteux, c'est donc de l'argent en moins pour leur consommation courante, et donc pour la croissance.

Mardi 25 septembre 2007 : Leçon de calcul (2) à OK Corral. Dé-règlement de comptes : 5 millions d'euros s'envolent de la caisse du MEDEF. "C'était pour des associations caritatives !" déclare le suspect, par ailleurs pas vraiment copain avec la Patronne des patrons.

Ce même jour, notre Président s'exprime à la tribune de l'ONU et va sauver la planète. Grandes envolées lyriques, trémolos dans la voix. Tout le monde est d'accord, maintenant nous attendons des actions tangibles.

Mercredi 26 septembre 2007 : Pas de leçon le samedi à partir de 2009. Le Ministre de l'Education annonce la suppression dès 2009 des cours le samedi au collège, en les transférant au mercredi, donc sans réduction d'horaires. Ça passe plutôt bien. 2ème bon point pour ce ministre-là.

Jeudi 27 septembre 2007 : Le "Grenelle" de l'environnement. Lobbies contre lobbies, à suivre

Vendredi 28 septembre 2007 : Encore de l'arithmétique. Où il s'agit cette fois-ci de savoir si le CSA doit comptabiliser le temps de parole des conseillers de l'Elysée avec celui du gouvernement.

Tout semble bien calme. Tout juste un Premier Ministre et un de ses maintenant lointains prédécesseurs qui essaient d'exister...

#6 – Octobre 2007 : Premiers grondements dans la majorité

Lundi 1er octobre 2007 : ça gronde à Neuilly**.** Excédés de se voir imposer un parachuté aux élections municipales de 2008, les militants UMP de Neuilly manifestent bruyamment leur mécontentement, juste après le départ de l'ex-maire. Que réclament-ils, tout comme d'ailleurs leurs homologues boulonnais ? Tout simplement, que le candidat tête de liste aux élections municipales soit démocratiquement, je répète en articulant : dé-mo-cra-ti-que-ment élu par un vote interne.

Mardi 2 octobre 2007 : ça gronde au Sénat. Où l'on revoit comme par hasard un ex-ministre de l'intérieur, lui-même évincé en son temps de la course à cette même mairie de Neuilly, et un ex-Premier Ministre pourtant co-sous-je-ne-sais-plus-quoi de l'UMP s'insurger contre l'amendement Marini sur les tests ADN.

Dans le même temps, les sondages montrent une chute assez forte des cotes de popularité de Président et du Premier Ministre, avec un retour vers les 50%.

Mercredi 3 octobre 2007 : ça gronde à la bourse. Méga scandale, des centaines de dirigeants d'EADS soupçonnés de délits d'initiés. Parmi eux, un ami proche du Président. A suivre...

Coup de gueule du Président à l'encontre des cadres de l'UMP.

Jeudi 5 octobre 2007 : ça gronde à la Lanterne ? Le président, seul en Bulgarie, pour y être décoré pour avoir aidé à libérer les infirmières détenues en Lybie. Cécilia absente : pas contente ?

L'amendement Marini sur les tests ADN retoqué au Sénat, c'est un peu de dignité qui revient.

Vendredi 6 octobre 2007 : ça (ne) gronde (pas) à la gendarmerie

Fillon et Sarkozy au top du hit-parade des excès de vitesse, feux rouges grillés ou lignes continues franchies. Et tout le monde s'en fout.

En revanche, toujours pas de réaction ni de déclaration péremptoire à l'Elysée sur EADS et les soupçons de délits d'initiés.

Samedi 7 octobre 2007 : ça gronde à la mutualité

Histoire de continuer à tenter d'exister, le Premier Ministre se laisse aller à une nauséabonde qualification de "détail" à propos des tests ADN. Toute l'arrogance et tout le mépris d'un homme dans un seul mot. Et si c'était lui, le détail ?

Lundi 8 octobre 2007 : Un haut-commissaire, ça ne démissionne pas et ça ne ferme pas sa gueule

Faisant mentir notre "Che" national, Martin Hirsch s'insurge contre une disposition de la loi Hortefeux visant à interdire l'accès des centres d'hébergement d'urgence aux SdF sans papier.

Mardi 9 octobre 2007 : Une secrétaire d'état, ça ne démissionne pas et ça ne ferme pas sa gueule non plus

Dans la foulée, Fadela Amara s'élève à son tour contre cette même loi Hortefeux et son infâmant amendement Mariani. Un *"c'est dégueulasse"* qui tranche dans la politiquement correct ambiant.

Mercredi 10 octobre 2007 : Un ministre, ça ferait mieux parfois de la fermer ou de démissionner

"C'est pas négociable". C'est ainsi que notre Ministre de la Santé attaque les négociations sur les régimes spéciaux.

Jeudi 11 octobre 2007 : Une ministre, ça peut démissionner afin de pouvoir continuer à l'ouvrir

La réforme de la carte judiciaire démarre dans le même esprit de dialogue et de concertation. Des décisions prises et annoncées en guise d'entrée en matière, aucune concertation. Le fond est peut-être justifié mais quand comprendront-ils qu'il ne suffit pas de faire "joli" ou "juste" pour que cela soit accepté. C'est le b.a.-ba de la conduite du changement. Sont-ils naïfs, innocents, arrogants, aveugles, sourds, incompétents, ou tout cela à la fois ? Si la Ministre ne peut s'empêcher de parler pour montrer à tout le monde ce dont elle est capable, eh bien qu'elle parte et qu'elle devienne chroniqueuse à la radio ou à la télé.

Vendredi 12 octobre 2007 : vous avez dit "rupture"?

La rumeur enfle dans la presse genevoise, le secret suisse n’est plus ce qu’il était…

Espérons que pendant ce temps-là son futur secrétaire d'état au sports ne fait pas lire à son équipe les derniers mots de Jeanne d'Arc en guise de préparation du match de samedi contre l'Angleterre.

Une semaine de winners

Dimanche 14 octobre 2007 : La perfide Albion l'a emporté, la France de 2007 ne sera pas Championne du Monde, Laporte n'est pas Jacquet, Sarkozy n'est pas Chirac.

Lundi 15 octobre 2007 : EADS, Lagardère, soupçon de délits d'initiés : silence de l'Elysée

Mardi 16 octobre 2007 : UIMM, Medef : importants retraits d'argent liquide, silence de l'Elysée

Mercredi 17 octobre 2007 : Discours sur la pauvreté et la précarité. Comme souvent, un discours intéressant aux antipodes du programme présidentiel et des premiers actes de gouvernement.

12% des français qui vivent sous le seuil de pauvreté, c'est inadmissible, tout le monde en convient. Rappelons que dans un grand nombre de pays anglo-saxons loués pour leur faible taux de chômage, et souvent cités en modèle par le Président, ce taux est de l'ordre de 18%.

Mais tout est possible : Le directeur de l'INSEE avait critiqué au printemps le mode de calcul des chiffres du chômage. Il vient d'être remplacé.

Jeudi 18 octobre 2007 : Grèves et manifestations contre la réforme des régimes spéciaux de retraites. La réforme est sans doute fondée. Mais nos fins psychologues de Premier Ministre et de Ministre du Travail n'ont rien trouvé d'autre à dire que "c'est pas négociable" en ouverture des négociations. Champions.

La rupture n'est plus une rumeur. C'est du ressort de la vie privée et n'appelle aucun commentaire. Rappelons seulement que la vie du couple s'est étalée dans la presse people depuis des années.

On raconte que la future ex-première dame de France, après avoir logé dans un pavillon versaillais bien connu, se serait réfugiée en Suisse : aurait-elle pris l'Helvétie pour la Lanterne?

Vendredi 19 octobre 2007 : Les rugbymen français, coachés par le futur ministre des sports, ont fait de la pub pour du shampoing, des voitures, des assurances, pour une virgule aussi. L'entraineur se spécialise dans la lettre de Guy Môquet, le jambon, les campings, les restaurants. On apprend aujourd'hui qu'il est l'objet de poursuites judiciaires et fiscales. La fête est gâchée. Tout cela mérite qu'il s'entende dire : à la porte.

Pendant ce temps-là, les Argentins, les Africains du Sud et les Anglais jouent au Rugby, s'y amusent et gagnent leurs matchs. CQFD

Lundi 22 octobre 2007 : Entrée de Bernard Laporte au gouvernement, en tant que Secrétaire d'Etat aux Sports. Sa piètre prestation lors de la coupe du monde et des suspicions d'affairisme lui font perdre la jeunesse et la vie associative. Lecture de la lettre de Guy Môquet dans les lycées de France, même dans les classes où il n'y a pas rugby deux heures plus tard.

Lagardère botte en touche et demande piteusement s'il peut jouer son "joker" en réponse à une question de la commission d'enquête parlementaire sur les soupçons de délits d'initiés chez EADS.

Mardi 23 octobre 2007 : Vote de la loi Hortefeux et de son infâmant amendement Mariani sur les tests ADN. 20 députés UMP s'abstiennent et quelques-uns s'enhardissent à voter non.

Mercredi 24 octobre 2007 : Annonce d'un retard de quelques mois dans la mise en œuvre des réformes institutionnelles. Pour tenter de passer le cap des municipales ?

Le Parti Socialiste ne sait pas s'il doit être d'accord, tout comme il ne sait que penser du nouveau traité simplifié sur les institutions européennes. Le PS se sent soulagé d'un poids avec l'annonce de sa démission par Claude Allègre.

Jeudi 25 octobre 2007 : Grenelle de l'environnement : de belles annonces mais pas grand-chose de tangible sur le financement de ces mesures, sur les pesticides ou sur la taxe carbone. A suivre.

Vendredi 26 octobre 2007 : Sarkozy sur le terrain face aux syndicalistes de la SNCF en en présence bien évidemment de nombreux micros et caméras. Coups de menton "ce n'est pas la rue qui gouverne" et méconnaissance du dossier. A la surprise générale, Nicolas Sarkozy a indiqué aux cheminots :

" Les bonifications, les décotes, moi je pense que tout ceci ne peut s'appliquer que pour ceux que ne sont pas déjà rentrés à la SNCF ".

Surprise à la Direction de la SNCF et au Ministère des Transports qui n'avaient entendu parler de rien en la matière! Le soir même, le gouvernement démentira les propos du Président en confirmant l'applicabilité à tous les cheminots de ces dispositions.

Lundi 29 octobre 2007 : Ze rupture : Interviewé par la chaine américaine CBS, Sarkozy apostrophe son attachée de presse "Quelle imbécile !" et interrompt brutalement l'entretien alors que les questions sur Cécilia se font trop pressantes.

Dans l'actualité la bizarre affaire de l'Arche de Zoé voit le jour. Une association humanitaire entend faire accueillir par des familles françaises une centaine d'enfants prétendus orphelins du Darfour. Arche de zozos ou montage pas si bien attentionné que cela ? L'avenir le dira. Quoiqu'il en soit, blocage et inculpations en tous genres par les autorités tchadiennes. Garde à vue pour les responsables de l'association, l'équipage de l'avion et trois journalistes. Postures fermes et moralisatrices des autorités françaises.

Mardi 30 octobre 2007 : Doublement du salaire du Président de la République. Va-t-il travailler deux fois plus pour autant, quitte à promulguer une loi déclarant que les journées durent dorénavant 30 heures ? Pisteuses justifications de son entourage : "Ah oui mais maintenant c'est transparent car les émoluments du Président relèvent dorénavant de la Loi". Et la presse aux ordres relaye complaisamment.

Question sans aucun rapport avec le sujet précédente : combien coûte une pension alimentaire de nos jours ?

Interrogé à Bastia sur le sort des trois journalistes accompagnant l'Arche de Zoé, Sarkozy répond "Mais quoi pourquoi cette question, vous défendez votre corporation ?". Cette question en guise de réponse trahirait-elle ses motivations inconscientes : *"Défendre son clan d'abord"* ?

Mercredi 31 octobre 2007 : Conseil des ministres en Corse. Etat de siège à Ajaccio, un CRS tous les 5 mètres, déclarations à l'emporte- pièce sur les tarifs low costs. Coût économique et écologique de l'opération : affrètement de plusieurs Airbus, mobilisation de 1500 CRS etc.

#7 – Novembre 2007 : Silences au château

Semaine du 5 au 11 novembre

Lundi : Interpelée sur le prix des carburants, Mme la Ministre des Finances préconise de faire jouer la concurrence en choisissant de s'approvisionner dans les stations-services les moins chères. Rusé ! Et facile sur autoroute, par exemple.

Mardi : En route pour Washington en passant par Le Guilvinec pour écouter les pêcheurs bretons. Anathèmes et vulgarité au programme, *"t'aouar ta gueule à la récré"* en guise d'arguments. Et au milieu de tout cela comme d'habitude une évidence "Et si on intégrait le coût du carburant dans le prix du poisson" ? On a bien dit le coût, pas le goût.

Mercredi : Sarkozy et le congrès américain rivalisent d'amabilités à n'en plus finir. Le MEDEF se serait servi dans la caisse de la médecine du travail.

Ensemble, tout est possible.

Jeudi : Une grève bizarre éclate dans les universités. Une autre bien moins bizarre se profile à la SNCF et à la RATP. Le ministre persiste à ne pas vouloir de négociation tripartite Syndicats-Entreprise-Etat

Vendredi : Rachida ferme les Tribunaux d'instance et de Grande Instance à tour de bras, sans aucune concertation, surtout dans les villes d'opposition d'ailleurs. Voilà qui va booster les moyens de la justice et la rendre encore plus efficace. France 3 nous montre des policiers qui tapent sur des juristes. Une malheureuse avocate ensanglantée est trimbalée par les forces de l'ordre.

Les régimes spéciaux, la réforme de la justice, les universités : troisième semaine de bruits. Suspicions autour de l'UIMM ou d'EADS : troisième semaine de silence au château.

Semaine du 12 au 18 novembre 2007

Grèves à la RATP et à la SNCF. Quasiment tout le monde s'accorde à reconnaitre que la réforme des régimes spéciaux des retraites est justifiée dans ses objectifs : aligner tout le monde sur 40 ans de cotisations.

Ce que notre gouvernement peine à comprendre, c'est qu'il ne suffit pas d'avoir raison ni de prétendre tenir une promesse électorale pour que ces réformes se réalisent.

Il y a 10, 20, 30 ans, des jeunes sont entrés à la SNCF ou à la RATP, ont accepté ou recherché un certain type de carrière avec ses inconvénients, ses servitudes et ses avantages. Parmi ceux-ci, un départ à la retraite un peu plus tôt que les autres. Aujourd'hui, des facteurs incontestés font que le contrat moral auquel ils avaient souscrit à l'époque ne peut plus être honoré. Donc des compensations s'imposent. Les bases SUD/CGT et les "gros bras" du gouvernement Fillon, inaptes à mener cette réforme, font-ils exprès de ne rien y comprendre, histoire de continuer à justifier leur existence ? On serait tenté de le croire.

Et pendant ce temps-là : EADS, UIMM : 4° semaine de silence au château

... auxquels s'ajoutent à la surprise générale 3 jours de silence radio-tv de la part du Président.

Prélude au retour du Sauveur de la réforme ?

Semaine du 19 au 25 novembre 2007

Les grèves s'éternisent, le gouvernement feint de ne pas comprendre que les revendications portent principalement sur des compensations et non sur le fond de la réforme des retraites. C'est tellement plus facile en effet d'expliquer qu'il s'agit là de nantis s'arc-boutant sur des avantageuzakis… ça passe mieux au 20h de TF1 et dans le JDD.

Force est de constater qu'une poignée d'abrutis, apprentis saboteurs et pourtant cheminots, va finir par lui donner raison. Une pensée pour nos amis des Pôles Régionaux d'Ingénierie de la SNCF qui ont dû passer une bien mauvaise journée.

Coucou, LE revoilou. IL a parlé lors du Salon des Maires de France. Nous voilà rassurés par SA parole, IL nous montre le chemin de la négociation.

Petite délectation suprême en fin de semaine marquée par SON départ pour la Chine : JC (non, pas celui dont on prétendit qu'il marchait sur l'eau, l'autre) est mis en examen pour détournements de fonds. Pour lui aussi les pains se multiplient alors que se transforme (son gros) lot en (pot de) vin…

Et pendant ce temps-là : EADS, UIMM : 5° semaine de silence au château

Semaine du 26 au 30 novembre

Lundi : Emeutes en banlieue parisienne suite à la dramatique collision entre une mini-moto et une voiture de police ayant entraîné le décès de deux ados. Deux années déjà depuis les émeutes de la fin 2005, et quel bilan ?

Pékin. Le petit-monnier vend des Airbus et des centrales nucléaires à tour de bras. Il est entouré de nombreux chefs d'entreprises, de hauts fonctionnaires et d'une Ministre de la Justice dont on se demande bien ce qu'elle fait là (fascinée par la pâleur de la Chine peut-être ?). En revanche, il nous faudra trois jours pour remarquer que ni le Ministre des affaires étrangères, ni la Secrétaire d'Etat aux droits de l'homme ne font partie de la délégation. Transparence, quand tu nous tiens…

Mardi : Deuxième nuit d'émeutes. S'étant rendu compte que le Patron n'était pas là et qu'il risquait de se faire passer un savon, le Premier Ministre se décide à se rendre sur les lieux, flanqué de sa Ministre de l'Intérieur.

Grand numéro de politicards, poly-toquards, à l'Assemblée. Et à nouveau la ministre s'en prend à l'héritage de la gauche pour expliquer la déshérence des banlieues. La suppression de la police de proximité, *"les flics c'est pas fait pour jouer au foot en banlieue",* c'était la Gauche, peut-être ? Gauche qui, de toutes façon, ne dit plus rien : le haut du PS fait semblant de se réformer pendant que la base commence à souker (contraction volontaire de souk et de souquer) ferme en vue des municipales et des cantonales de 2008.

Mercredi : UIMM, 6° semaine de silence ? Eh bien non puisque son ancien délégué général est convoqué en garde à vue. A lire absolument : "Les dossiers noirs du patronat français" dans Marianne cette semaine

Jeudi : Le Président invite PPD et Arlette (l'autre) pour quarante-cinq minutes d'annonces floues et non financées. Vulgarité et café du commerce en prime. En guise de conclusion : "les caisses sont vides". Bien évidemment du#!§, serait-on tenté de dire, le peu de marges de manœuvre qui restait a été dilapidé en cadeaux fiscaux envers les plus aisés l'été dernier via la loi TEPA.

Vendredi : Pour notre santé à tous, une journée sans Sarkozy était prévue dans les media ce vendredi 30 novembre.

#8 – Décembre 2007 : D'une facette à l'autre, d'une face à l'autre.

"Le Darfour est un scandale inacceptable, la Tchétchénie une horreur, les infirmières bulgares en Lybie, une barbarie, Ingrid Betancourt dans la jungle colombienne une tragédie. Président de la République, je ne me tairai pas devant ces insultes aux droits de l'homme."

Nicolas S., candidat aux présidentielles, Discours au Zénith le 16 mars 2007

Semaine du 3 au 9 décembre

Lundi, Sarkozy appelle son ami Poutine pour le féliciter de sa brillante victoire aux élections législatives russes. Il est le seul chef d'état européen voire mondial à agir de la sorte.

Plus tard dans la semaine, appointé médiateur par le gouvernement colombien, il adresse un message au FARC pour leur demander de libérer Ingrid Bétancourt et les autres otages. Ainsi, si par bonheur ceux-ci sont relâchés avant la fin de l'année, au moment des fêtes par exemples, il pourra toujours prétendre que …

Semaine du 10 au 16 décembre

Khadafi en visite à Paris. Rama Yade, secrétaire d'état aux droits de l'homme, dans un entretien accordé au Parisien, ose :

"*Le colonel Kadhafi doit comprendre que notre pays n'est pas un paillasson, sur lequel un dirigeant, terroriste ou non, peut venir s'essuyer les pieds du sang de ses forfaits. La France ne doit pas recevoir ce baiser de la mort*"

"*Je serais encore plus gênée si la diplomatie française se contente de signer des contrats commerciaux, sans exiger de lui des garanties en matière de droits de l'homme. C'est un devoir : la France n'est pas qu'une balance commerciale*".

Le soir, l'émissaire de l'Elysée déclare sur TFI que "Elle n'est pas la voix de la France". Or elle est membre du gouvernement. Alors pourquoi ce déni ? Parce qu'elle est femme ? Parce qu'elle est jeune ? Parce qu'elle est noire ?

Le lendemain, Sarkozy glose sur ceux qui "du Café de Flore au Zénith… alors que moi …"

Vulgarité, dégoût.

Semaine du 17 au 23 décembre

Féérie Disney, miracle de la chirurgie esthétique ? A chacun de juger : la nouvelle ressemblerait trait pour traits, avec quelques années d'écart, à l'ancienne.

Le conte de faits de la semaine se poursuit par une visite papale en compagnie des intellectuels du régime, au premier rang desquels Jean-Marie Bigard. Vient-il puiser l'inspiration du "Lâcher de salopes 2" aux abords d'un couvent romain ?

Discours prônant la " Laïcité positive " à St Jean de Latran :

" Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur … "

" Celui qui ne croit pas ne peut soutenir en même temps qu'il ne s'interroge pas sur l'essentiel. "

Au début de cette année 2007 on prédisait tout et son contraire dans le cas, improbable selon nous puisque cette élection était imperdable, où Sarkozy l'emporterait. Mais personne n'aurait parié pour Disney et le Vatican en si bonne compagnie dans la même semaine.

Rappelons que dans le même temps les 197 employés de Charles Jourdan à Romans, Isère, perdent leur job par la faute d'un escroc qui a su jongler avec les délocalisations.

#9 – Janvier 2008 : L'histoire en marche

Tout d'abord un constat : ce ne sont plus amis Lagarde et Michard qui relateront l'Histoire dans le futur, mais bel et bien Voici, Gala et autres Closer. O tempora, ô mores...

Rappelons que le paquet fiscal voté dès l'été devait provoquer un choc de confiance, engendrant lui-même dans la foulée un choc de croissance. L'incompréhensible loi TEPA adoptée quelque temps plus tard devait quant à elle permettre la multiplication des heures supplémentaires défiscalisées dès octobre, engendrant une nette augmentation du pouvoir d'achat dès la fin de l'année. Il y avait aussi la croissance à 2,5% qu'il devait aller chercher avec les dents.

Interrogé au hasard en Egypte puis à Petra, un jeune couple désireux de conserver l'anonymat déclare off records :

"Oui, effectivement, le TEPA ça fonctionne, notre pouvoir d'achat a augmenté ce qui nous a permis de nous payer de chouettes vacances et une belle montre pour Noël". Tant mieux pour eux.

Vœux à la presse le 8 janvier : on y apprend que les caisses sont vides et que pour le pouvoir d'achat on repassera, que 2008 verra la fin des 35 heures et de la publicité sur France Télévisions. Bond immédiat des actions de TF1, M6 et des chaînes de la TNT, détenues par qui l'on sait.

Dès le lendemain, publication d'un démenti sur les 35 heures.

La semaine suivante, annonce la création d'Unités Territoriales (de police) de Quartier. Rien à voir bien sûr, avec la police de proximité supprimée il y a quelques années par un ministre de l'intérieur qui prétendait que les policiers n'étaient pas payés pour jouer au foot.

Renégociation du contrat de travail : durant la campagne présidentielle, on nous rebattait les oreilles avec les 38 contrats de travail différents, la nécessité de simplifier tout cela vers un contrat unique, dispositif dont même le MEDEF ne voulait pas. Quelques semaines de négociations plus tard, nous aboutissons à une évolution du CDI, mais je n'ai entendu parler ni du renforcement des conditions d'applications du CDD, ni de la simplification effective de la jungle des contrats aidés.

à suivre ...

Notre bonne ville de Boulogne-Billancourt fait irruption dans l'actualité. Le sortant renonce, l'ex-sortant (qui avait démissionné de son fauteuil de Maire en 2007) décide donc de repartir au combat histoire de sauver ce qui peut l'être, notamment pour l'Ile Seguin. Car en effet, depuis que le projet de l'ex-Premier Ministre Dominique de Villepin est passé aux oubliettes, on parle maintenant d'un parc de sculptures, de guinguettes et autres réjouissances fluviales en lieu et place des équipements déjà programmés.

Le candidat UMP, ex-UDF, ex-dauphin du Maire ex-sortant, répudié en 2001 par cet ex-sortant, a été intronisé directement par l'Elysée et va nous refaire le coup de "la rupture c'est moi". Rappelons seulement qu'il est élu de Boulogne-Billancourt, de l'un de ses cantons ou de sa circonscription quasiment en continu depuis 25 ans. Fort opportunément, l'opposition est là pour rappeler à certains néo-boulonnais qu'il ne s'agit pas d'un parachutage !

Les Municipales toujours : en novembre selon Sarkozy, elles devaient être une élection nationale. Aujourd'hui (comme tous les ans en Janvier ?) "j'ai changé !" : plus question de test national. La Photo du président a disparu des tracts de l'UMP locale, le nom de l'UMP a disparu du matériel électoral bordelais. Et la journée du Président en Aquitaine, chez MM Juppé à Bordeaux et Bayrou à Pau, devant à l'origine inaugurer une tournée de visites de soutien aux campagnes municipales locales, s'est résumée à ... mais à quoi au fait, quelqu'un peut-il le dire ?

Tout cela est assez piteux, convenons-en.

Publication du rapport Attali sur la croissance. Quelques éléments intéressants au premier abord.

"J'appliquerai toutes les recommandations" avait dit le Président.

Et ce premier mois de l'année s'achève au Taj Mahal, sans contrat ni Carla. Ni Carlos d'ailleurs. "Big bizoux"

#10 – Février 2008 : " Casse-toi, pauv' con "

Seulement 29 jours ce mois-ci, et pourtant, quel festival :

Dans mon fauteuil je regardai les news à la Télé
Un type du genre stressé-speedé poursuivait une belle enfuie
Il la coinça près d'Elysée et très rapid'ment lui dit
" Travailler plus pour gagner plus, Si tu reviens j'arrête tout "

Rapport Attali : " J'appliquerai toutes ses propositions " déclarait le Président à qui voulait l'entendre. Déjà 2 (taxi et coiffeurs) passées aux oubliettes. En fin de compte, où est le plus ridicule : dire " j'appliquerai toutes ses propositions ", ou ne pas le faire ?

Mariage Carla : no comment, si ce n'est quelques semaines plus tard une Carlita un peu effarouchée lors de sa première visite officielle en Afrique du Sud.

Deux aller/retour express dans des usines en province (Arcelor-Mittal et Alstom) histoire de faire diversion.

Opérette tragicomique à Neuilly où le fiston débarque le protégé de l'ex-première dame de France, et se sent pousser des ailes, à défaut de cornes.

Ridicule et compassée déclaration à la télé un Dimanche à 20h pour rappeler au bon peuple qu'il l'a bien eu en faisant ratifier le nouveau traité européen par le congrès.

Croissance de la France en 2007 : 1,9 % " Nous serons au-delà de 2,2 %, nous irons chercher la croissance avec les dents, les effets de la loi TEPA se feront sentir dès 2007 " entendait-on il y a encore quelques semaines. Guignols.

L'idée saugrenue de la semaine : Tollé soulevé lors du diner du CRIJF où le Président prétend imposer à chaque enfant de CM2 le parrainage posthume d'un enfant juif mort en camp de concentration. Puis le surlendemain c'est une classe entière qui parrainera l'enfant. Puis deux semaines après on crée une commission qui, ironie du sort, met fin au sujet dès sa séance inaugurale.

Encore une commission, cette fois-ci chargée d'étudier la question de la suppression de la publicité sur l'audiovisuel public, suite à l'annonce surprise faite par le Président lors de ses vœux en janvier. Interviewé sur France Inter, le Président de cette commission, l'inégalable JF Copé, sorti des huit mois de naphtaline et de purgatoire dans lesquels son arrogance l'avait relégué, se trouble en direct en réalisant que sa commission ne concerne que la TV et que la Radio en a été tout simplement oubliée.

Changements de cap, improvisations, amateurisme permanent, telle semble être leur seule façon de procéder. En entreprise, quiconque agissant ainsi ne passerait pas le cap de la période d'essai.

"Les sectes sont un non-problème", déclare la Directrice de Cabinet à l'hebdomadaire VSD. Le régime Sarkozy aurait-il atteint sa " Cruse Speed " ?

Loi Dati sur la rétention de sûreté, ni plus ni moins qu'une insulte à la déclaration des droits de l'homme et au principe constitutionnel de non-rétroactivité de la loi. Le conseil constitutionnel, présidé par le très loyal Jean-Louis Debré, dépouille la loi en ne la rendant applicable à partir de 2023. N'en déplaise au Président qui demande à la Cour de Cassation de trouver ni plus ni moins qu'un moyen de contourner cette loi. Après le maire de Neuilly hors-la-loi (loi SRU sur le logement social), bientôt un président hors-la-loi ?

Visite tonitruante au Salon de L'agriculture, marquée par un ***" Casse-toi, pauv' con "*** qui rejoint les autres " karcher " ou " descend le dire " au florilège des expressions historiques du Président.

Les sondages au plus bas : 34 à 37% d'opinions favorables pour le Président.

Alors, histoire de faire diversion bis, un aller-retour à Saint-Pourçain-sur-Sioule chez ses copains de LVMH et une déclaration café-du-commerce sur les *" patrons payés trop cher et qui prennent pas leur responsabilités, et pourtant j'chuis pas d'gauche hein, ça s'saurait ".*

Et pour finir le mois :

- hausses faramineuse des prix à la consommation *(" je serai le président du pouvoir d'achat après avoir été le Ministre des Finances qui a su faire baisser les prix dans la distribution ")*

- hausse du chômage de 0,7% en janvier : ralentissement économique, difficultés - ou vertueuse résistance - de l'INSEE à traficoter les chiffres, ou déjà les effets indirects de la défiscalisation des heures supplémentaires ?

Sur le terrain, la plupart des candidats de droite aux municipales ont depuis longtemps fait disparaître la photo de leur héros, voire le sigle de l'UMP, de leur matériel électoral. Subsistent toutefois ça et là des fonds de ciel bleu en souvenir d'une époque où "Tout [serait] possible" dans la "France d'après".

Effectivement, tout est possible :

SMS – ATTALI – NEUILLY – SHOAH – PUB TV – SECTES – PAUV'CON – OPINION à 35% – HAUSSE DES PRIX – CHOMAGE

Et alors, et alors ?

#11 – Mars 2008 : Dérouillées municipales

Selon le Président à l'automne 2007, les élections municipales devaient avoir valeur d'un test national.

Début Mars : " *Ce n'est pas le rôle du Président que de se mêler des élections locales ".*

C'est vrai qu'il a changé, qu'il s'est marié entre temps, qu'il aurait parait-il décidé de rentrer dans la fonction et de moins la ramener.

Deux semaines de calme donc, le temps que sa majorité UMP se prenne une dérouillée dans la plupart des grandes villes de France, sauf à Boulogne-Billancourt et dans quelques autres fiefs bien ancrés à droite.

Puis ça repart à fond !

Fin mars, Arcelor-Mittal annonce un plan social drastique à Gandrange. Rappelons ce que début Février le Président avait déclaré aux ouvriers : " *Vous n'êtes pas seuls. On ne vous laissera pas tomber. Parce qu'un pays qui n'a plus d'usines est un pays qui n'a plus d'économie* ".

Ignoble cynisme, touchante naïveté ou coupable incompétence ?

#12 – Avril 2008 : Les bœufs libéraux sont lâchés

Manifestations des lycéens contre les suppressions de postes annoncées à la rentrée 2009. *" La démographie et le nombre de lycées en baisse, donc on réduit le nombre de professeurs, c'est normal, non ? "* déclarent à qui veut l'entendre le Premier Ministre et le Ministre de l'Education (incapable au passage d'effectuer en direct sur Canal + une bête règle de trois, tétanisé même). Sauf que la baisse du nombre de lycées est telle que si le nombre de professeurs diminuait en proportion, ce sont 1500 postes qui seraient supprimés et non plusieurs milliers. Et sauf que déjà dans les lycées, depuis plusieurs années, la DHG (Dotation Horaire Globale, budget alloué par l'académie), ne permet déjà pas de suivre les instructions du Bulletin Officiel indiquant les ratios de professeurs/élève et de nombre d'heure par classe par matière.

Suppression de la carte " famille nombreuse ", et discours hypocrito-libéral de la brailleuse de service, Secrétaire d'Etat à je ne sais quoi : *" l'état n'est pas là pour sponsoriser la SNCF alors que celle-ci fait des bénéfices* (NDLR : bien sûr ma grande puisque ses dettes ont été soigneusement parquées dans RFF il y a quelques années), *et donc c'est à la SNCF de prendre des dispositions pour proposer des solutions commerciales aux familles nombreuses ".*

Le rapport du conseil de modernisation du 4 avril stipule : *" Prise en charge, en les maintenant, des tarifs sociaux de la SNCF par la politique commerciale de l'entreprise "*. Ce dernier terme, " par la politique commerciale " signifie bien que l'intention était de transformer la carte " famille nombreuse " en une carte payante type " fréquence ". Couac magistral, amateurisme total, ni le ministre des transports ni le Président de la SNCF n'étaient au courant de ces intentions.

Et bling ! Dès le lendemain, rétropédalage à toute vapeur, réhabilitation de la carte, avec même extension aux familles " semi-nombreuses ", par exemple monoparentales ou avec moins de trois enfants, sous condition de ressources. Tiens, existerait-il encore quelque part des socialistes, cachés dans les ministères ou à l'Elysée, préoccupés par autre chose que par le savonnage de la planche de leur camarade ou la préparation d'un congrès ?

Fermeture annoncée de casernes. Certes ce sont des militaires et ils sont payés pour faire ce qu'on leur dit, mais tout de même : et les femmes, et

les enfants, et l'aménagement du territoire, et les commerces qui vont fermer dans les villes de garnisons ? Une pensée émue pour tous ces braves gens de droite qui ont voté Sarkozy en 2007 et qui y croyaient… Aucune entreprise n'oserait, ne pourrait même se comporter ainsi. L'état sarkozyste, lui, le peut.

République exemplaire. Le candidat président nous avait promis une "République Exemplaire". Nous nous attacherons donc à ne pas passer à côté de toute Manifestation d'exemplarité. Par exemple celle-ci Le Canard Enchaîné puis Libération relatent que des agents de la Police Aux Frontières) seraient récompensés en miles par les compagnies aériennes, lorsqu'ils raccompagnent des expulsés hors de France. Le Ministère de l'Intérieur ne dément pas.

A propos de la loi sur les OGM, une jeune ministre ose traiter ses collègues de lâches et se voit humiliée, obligée de présenter des excuses.

Trois jours avant, la Secrétaire d'état aux droits de l'homme s'était permis d'évoquer dans le JDD des conditions de participation du Président à la cérémonie d'ouverture des JO de Pékin. Elle se voit rabrouée, obligée de publier un démenti.

Jamais pareille humiliation n'aurait été infligée à un politicard homme, vieux, blanc et gras.

Fermeture annoncée d'hôpitaux. Comme les tribunaux et les casernes, on fait des économies à coups de serpe, sans concertation, sans appréciation aucune des conséquences sur le tissu social et économique du pays, sur la vie des individus.

Le tout, rappelons-le, pour gagner des bouts de chandelle, bien moins en tout cas que le coût du paquet fiscal et de son cortège de baisses ou de remboursement d'impôts.

En résumé une bien belle première quinzaine ma foi, comme on en n'avait pas vue depuis bien longtemps…

"*Françaises, Français. Belges, Belges. Mon président-mon chien. Monsieur l'avocat le plus bas d'Inter. Mesdames et messieurs les jurés. Public chéri, mon amour !*",

"Bonjour, ma colère ! Salut, ma hargne ! Et mon courroux, coucou !"

Chronique de la rupture ordinaire…

La deuxième quinzaine de ce mois d'Avril démarre en fanfare, avec de nouveau un pataquès autour du remboursement des frais d'optique, immédiatement suivi, telle une boulette du PSG en défense, par une belle arnaque autour des allocations familiales.

La brailleuse en chef essaie de nous faire croire qu'en passant le seuil de majoration des " allocs " de 11 puis 16 à 14 ans, on va distribuer plus, tout en économisant 130 millions d'euros par an. Il est vrai que dans un gouvernement dont le Ministre de l'Education nationale ne maitrise pas là règle de trois, tout est possible ! En revanche il n'est toujours pas question de fiscaliser ces allocations, ce qui constituerait pourtant une vraie mesure d'équilibrage social.

S'ensuit une laborieuse interview télévisée, où le Président débutant confesse erreur sur erreur. J'ai tenu 10 minutes puis j'ai zappé sur le Bayern commenté par Thierry Roland. Eh bien chers lecteurs, il est même des soirs où ce bon Thierry semble des plus classieux. Question de contraste.

A noter lors de ces 10 minutes élyséennes une belle boulette sur " le gaz livré dans les cuves ", qui s'ajoute au barbarisme du mois dernier devant Elisabeth II et son *" magnifical dinner ".* En son temps, la bravitude de Ségolène avait fait bien plus de bruit.

Revenons à ces lucides confessions et déni de responsabilité *" pas ma faute, les subprimes, le prix des matières premières, des denrées alimentaires etc. "*. Absence de résultat, non tenu des promesses, sondages en baisse permanente, pathétique incompétence, nullissimes renoncements. Dans toute entreprise dans ces cas-là le Conseil d'Administration se réunit et hop, zou, dehors, circulez, dehors.

Au lieu de cela, la bonne France politico médiatique célèbre le premier anniversaire du règne du monarque.

Alors, en exclusivité, Les Chroniques de la Rupture vous proposent son nouveau programme d'entrainement cérébral et de lutte contre l'évaporation de la mémoire. Ci-dessous 12 évènements marquants de cette première année de la France d'Après. A vous de retrouver le mois qui va avec. (Réponses quelque part dans ce livre).

- Parrainage posthume par un élève de CM2 d'un enfant juif mort en camp de concentration
- Annonce par Arcelor Mittal d'un plan social drastique à Gandrange
- Augmentation personnelle du pouvoir d'achat : +200% sur le salaire
- Annonce pour 2008 de la fin des 35 heures et de la pub sur France Télévisions
- Suppression (avortée) de la carte " famille nombreuse ",
- Bling-bling à tout va sponsorisé par Rolex, Bolloré, Fouquet's, Ray Ban and c°, sur fond d'atteintes à la laïcité et de rapports ambigus avec les sectes.
- Grèves en rafale pour cause de réforme des retraites gérée n'importe comment
- Amendement Mariani sur les tests ADN
- Sauvetage d'infirmières bulgares et de la constitution européenne
- Séjour en vacances chez le collègue patron de la Business Unit " USA "
- Paquet Fiscal coûtant 15 milliard d'euros par an à l'état pour un très faible accroissement du pouvoir d'achat
- Visite de Kadhafi à Paris

Rappelons que dans les douze premiers mois des mandats de ses 4 prédécesseurs, dans cette France d'avant qu'il vomit tant, on a trouvé, en vrac :

- L'abolition de la peine de mort
- Le SMIC à 1000 Francs
- La majorité à 18 ans
- La 5è semaine de congés payés
- La CSG
- le RMI
- les 39 heures hebdomadaires
- la libération de la bande FM
- la fin du service militaire obligatoire
- (je cherche une autre réforme marquante de Chirac, autre chose que la reprise des essais nucléaires ou la réforme avortée de la Sécurité Sociale, au secours, à l'aide !)

- La loi sur l'interruption Volontaire de Grossesse (Certes il y eut aussi les causettes au coin du feu, les œufs brouillés et l'accordéon en prime, mais avec un VGE toujours classe, jamais vulgaire)
- La réforme de l'ORTF

Saisissant contraste, et sans doute cette liste est-elle loin d'être exhaustive.

Et dans ce mois qui s'ouvre, la célébration des 40 ans de Mais 68 : Mai pourquoi donc cette fixette présidentielle autour de mai 68 ?

Ouvrons une piste pour les historiens : Lorsque Sarkozy parle de liquider l'héritage de "Mai 68", cela doit s'interpréter phonétiquement, à savoir s'écrire en fait "mes 68". Il souhaiterait sans doute en effet oublier une bonne fois pour toutes… ses 68 cm au-dessus du mètre, tant cela semble lui peser à n'en plus finir ...

#13 – Mai 2008 : Un an déjà

Réforme des institutions : Grogne dans tous les rangs, de l'opposition à l'UMP. Manifestement personne ne semble pressé de voir le Président venir s'agiter à la tribune du Palais Bourbon. Pour les vraies réformes institutionnelles, le statut pénal du chef de l'état, le renforcement des pouvoirs du parlement, la suppression du 49-3, la mutation du sénat, la proportionnelle, la limitation du cumul des mandats, le statut de l'opposition, le statut de l'élu, bref la 6° république, il faudra attendre encore un peu.

Loi OGM : Un couac monumental avec le rejet de la loi par 136 voix contre 135 à l'assemblée nationale. Des députés UMP n'ont pas pris part au vote. Se sont-ils souvenus des engagements pris lors du Grenelle de l'environnement ou ont-ils plutôt craint pour leur prochaine réélection ? Loi finalement adoptée grâce à l'utilisation expéditive par le Premier Ministre d'une procédure de secours.

Pouvoir d'achat : La solution passerait par le renforcement de la concurrence entre les supermarchés. Naïveté, amateurisme, incompétence, idéologie de bazar ? Sans doute tout cela à la fois. Parce que bien évidemment, dans toute zone de chalandise il y a de la place pour une deuxième ou une troisième supérette, ou pour un hard discounter, et que cela va suffire à faire baisser les prix, ou à inciter Madame Michu à aller faire ses courses 300 mètres plus loin, à pied bien évidemment, et parce qu'elle n'a que ça à faire lorsqu'elle rentre du boulot. Mais qui peut penser un instant que cela pourra fonctionner ? En Allemagne les prix de la grande distribution sont de 20 à 30% inférieurs à ceux pratiqués en France, sait-on pourquoi ?

Lorsqu'il y aura des supérettes partout, le café ou l'éclair au chocolat, qui sont passés de 5 F. à 2,2 € vont baisser bien sûr. Mais comment se font les marges ? Où sont les abus ? Quand va-t-on s'attaquer à la racine du problème, qui va oser ? Faudrait-il en revenir à un certain contrôle des prix ?

Grogne dans l'enseignement autour de la réforme voulue par le ministre Darcos et sa désormais célèbre pièce : *" La Règle de Trois n'aura pas lieu ".* Lors de la grève du 15 mai, quelques municipalités UMP zélées tentent de mettre sur pied le fameux service minimum sensé assurer la garde des

enfants. Sarkozy n'attend même pas la fin de la journée pour annoncer que scrogneugneu, puisque c'est comme ça, une loi obligeant les municipalités à fournir ce service minimum sera votée avant l'été, non mais. Ça c'est un chef, un vrai.

Ainsi donc lorsqu'il y aura grève dans l'enseignement, ce sont les gardes champêtres et autres personnels municipaux qui vont assurer la garde des enfants. Louable intention certes. Ils y sont bien évidemment formés et n'ont rien d'autre à faire (puisque par définition ce sont des faignants de fonctionnaires qui à raison d'un sur deux n'ont pas besoin d'être remplacés), en dehors du mercredi où ils s'occupent du foot, des ateliers d'éveil musical, des cours de macramé et autres joyeusetés.

Eh bien, qu'est-ce qui empêcherait nos amis de la FEN ou du SNESSUP de programmer la prochaine grève dans le secondaire … un mercredi. Enfin de la rupture !

En septembre, il s'agissait de faire lire la lettre de Guy Môquet, en Janvier, il décide du parrainage d'un enfant juif victime de l'holocauste, ce mois-ci, il inscrit l'esclavage à l'ordre du jour des programmes du primaire. Peut-il ainsi décider à sa guise de ce que l'on enseigne ? Qui décide des programmes ? Rappelons qu'il y a deux ans, il soutenait une loi quasi-révisionniste sur les bienfaits de la colonisation.

Et donc comme à chaque fois que cela tangue, le Président repart visiter des usines pour y aller de ses petits couplets populistes sur la hausse des prix, le travailler plus et la protection de l'emploi.

A Orléans, il s'en prend à la Région Ile de France, responsable selon lui de *" tous ces pov'gens entassés dans le RER A "*. Précision utile, le STIF, organisme de tutelle de la RATP, n'est passé sous l'autorité de la région qu'en 2006. Le retard d'investissement dans le RER date de bien plus longtemps, d'une époque où le Président fut ministre du budget, de l'intérieur, de l'économie, dans des gouvernements que rien n'empêchait de penser à ces " pov'gens ".

A peine si l'on se souvient du dernier couac trois jours après : Devedjian veut la peau des 35 heures, le Ministre du Travail (élégamment surnommé " Bienvenue chez lèch'cul " par le Canard Enchainé) et Sarkozy disent le contraire. Puis soudainement en fin de mois, à la faveur de l'adoption de la loi sur la représentativité des syndicats, on vote en catimini un

amendement stipulant que la durée du travail relève dorénavant d'une négociation dans l'entreprise.

Tout cela sonne de plus en plus creux, de plus en plus faux. Le cynisme se mêle à l'amateurisme qui n'a plus qu'à laisser s'exprimer et s'épanouir les incompétences naturelles.

Ils auraient bien tort de faire différemment d'ailleurs puisque ce temps-là au PS, on se regarde libéralement le nombril, on fait voter une réforme bidon des statuts histoire de faire rentrer quelques cotisations (Ndlr1 : pour voter, il faut être à jour de ta cotisation, camarade. Ndlr2 : c'est ça le truc pour faire rentrer les sous : un vote par an), sans se soucier le moins du monde de revoir la façon dont fonctionnent les sections. Et après, on s'étonnera.

Combien de temps cela va-t-il encore durer ?

Ça va mal finir, dit l'un (François Léotard, Editions Grasset)

Il faut qu'il parte, rétorque un autre (Sébastien Lapaque, Editions Stock)

Allez, chiche, on commence à y croire ?

#14 – Juin 2008 : A mini Président, mini traité

La Réforme des institutions bat de l'aile, impossible pour le Président de trouver au congrès une majorité prête à voter ses propositions. Quelque temps plus tard, le Sénat commence à tailler en pièces le projet de réforme.

Pendant ce temps-là, le " gentil " mi-nistre mi-sinistre Xavier Bertrand continue à détricoter les 35 heures. Le mois dernier, on apprenait que dorénavant la durée du travail relèverait de la négociation en entreprise. Ce mois- ci, c'est au tour du taux de rémunération des heures supplémentaires. Bref, on va tout doit vers " travailler plus pour gagner moins que plus ".

A quand le smic indexé sur la cote de popularité du Président ? Même Franco, Mao ou Berlusconi n'y ont pas pensé à celle-là !

Mercredi 11 juin : La claque de Kadhafi, qui refuse projet d'Union pour la Méditerranée voulu par Sarkozy, avertissant que celui-ci porterait atteinte à l'unité arabe et africaine. C'était bien la peine d'envoyer Cécilia là-bas et de le recevoir en grande pompe en décembre dernier !

Euro : Dans la France d'après, Foot = zéro sur le plan international, même pas besoin de la lettre de Guy Môquet pour tétaniser nos bleus.

Vendredi 13 : Fiasco du mini-traité. Mini-président, mini-compétence, mini-traité, maxi-intox, maxi-ballade irlandaise, " *Un mini traité, sur le sol irlandais, on ne le verra jamais…* ". Que l'on nous sorte enfin un vrai projet de constitution, clair, lisible voté le même jour par tous les européens.

Fiasco confirmé pour la proposition de parrainage d'un enfant déporté. Après 4 mois d'intenses réflexions, la commission créée en urgence fin janvier conclut que cette proposition n'est pas réalisable.

Une autre commission, dite Copé, sur la pub télévisuelle, fait des étincelles et tente de rendre ses conclusions, mais le Président lui coupe l'herbe sous le pied et annonce des mesures qui ne sont même pas dans le rapport final, comme par exemple la nomination en conseil des ministres du Président de France Télévisions. Général, nous revoilà ! Le bon temps de l'ORTF et du sommaire du 20h dicté depuis l'Elysée. Avec en prime, la tête de PPDA qui tombe.

Un haut fonctionnaire en service commandé, ou en mal de notoriété, tente de faire croire qu'il a eu une idée pour sauver la sécu : ne plus rembourser certains médicaments aux patients atteints d'une Affection Longue Durée. Dégout, tollé général, et Dame Roselyne vient au secours du bon peuple pour annoncer que meu non meu non, il n'en sera rien.

Longue durée ? P…. 4 ans, c'est long !

Et ce premier semestre se termine sur de lyriques et triomphalistes célébrations marquant le début de la présidence française dans l'Union Européenne. Kouchner a repeint la Tour Eiffel en bleu. Accrochez-vous les amis, le bling-bling s'internationalise ! Rappelons que cet évènement, si toutefois c'en est un, est automatique en vertu du calendrier tournant et n'est en rien dû au Président de la République Française. Le faste des célébrations de ce soir nous le ferait presque oublier.

Tiens, en voyant Delanoë et Kouchner à la tribune, j'ai pensé un instant qu'il y avait eu une déchirure dans l'espace-temps, que l'un était Président et l'autre son Ministre …

Retour brutal à la réalité, le JT relayant les propos du Chef de l'Etat qui était intervenu sur France 3 ce même soir pour évoquer la TVA sur la restauration " promis par d'autres ", le prix des voitures sales et du prix des voitures propres, " *c'est pas normal… que ça vous coute plus cher…".*

Fin du rêve, mais l'image d'avant était plutôt plaisante à regarder.

4 ans moins un mois. Bertrand, Ségolène, François, Dominique, Arnaud, Martine ou qui vous voulez : on y croit.

#15 – Juillet 2008 : Quand t'y'a un' grève, on l'remarqu' mem' plus

Le mois commence bien mal, avec les suites disciplinaires du dramatique accident dans la caserne de Carcassonne, où un soldat a accidentellement blessé un spectateur. Déclarations à l'emporte-pièce du Président, qui entraînent illico la démission du chef d'état-major de l'armée de terre, démission qui révèle un malaise bien plus profond dans l'armée. La grande muette ne l'est plus.

Café du commerce dans la foulée sur France 3. Le YAKA tient lieu de succédané à la rupture. Si le changement était aussi simple que cela, ça se saurait. Le président de France TV menace de démissionner après avoir qualifié de " stupides " les propos de Sarkozy. Sarkozy qui au passage, amalgame dans des propos des plus populistes Services publiques et prétendue prérogative du Président de la République à nommer celui de France TV. Même Poutine n'y aurait pas pensé.

Armées, Hôpitaux, Tribunaux, Ecoles en complet désarroi.

Démarrage chaotique pour la Présidence française de l'Union Européenne. Le Président polonais renie sa signature du traité de Lisbonne. Le Commissaire européen Peter Mendelshon affiche son mépris pour Sarkozy en séchant la réunion parisienne du conseil des ministres.

Et puis d'un coup, le mercredi 2 juillet au soir, en plein Ushuaia au cœur de l'Amazonie, un bandeau défile au bas de l'écran : " Ingrid Betancourt est libérée ". Deux heures plus tard à la Télé, en différé, le Président remercie sobrement " Tous ceux qui nous ont aidés ". Mais qui est ce " nous " ? Toutes les autres sources reportent qu'il s'agit d'une opération montée par les services secrets colombiens. Le Président le reconnaitra lui-même quelque temps plus tard.

Il déclare également que la France est prête à accueillir les membres de FARC qui rendraient les armes. Paraitrait qu'Hortefeux, voyant d'un coup faiblir son indicateur de performance, a manqué d'en avaler sa zapette devant sa TV.

Le surlendemain, accueil de l'ex-otage à l'Elysée, par un Président-Présentateur TV d'une vulgarité sidérante.

"Votre famille est exceptionnelle. Ils se battaient avec leurs petits bras. Ils en ont connu des déceptions, c'est à eux que nous avons apporté notre contribution" a redit le chef de l'Etat. "Il y a ceux qui ont chanté" a lancé le président qui s'est tourné vers sa femme avant de plaisanter "même avant d'être mariés!"

Sarkozy présentateur d'un " Perdus de Vus " nouvelle version en prime time sur TF1, dont l'objectif serait de libérer les otages politiques du monde entier, du Soldat Shalit à Aung San Suu Kyi, en passant par Bernard Kouchner et Martin Hirsch ? Et pourquoi pas ? Ce serait une belle promotion n'est-ce pas ?

Pendant ce temps-là, au PS, revient le temps des contributions, où chaque militant s'exprime en espérant voir tout ou partie de ses suggestions reprises dans une contribution nationale. C'est bien, tout le monde se fait plaisir. Le résultat de tout ce travail, si les media étaient capables d'en parler correctement, montrerait s'il en était besoin que les militants et dirigeants du PS ne sont pas en mal d'idées.

On y trouvera de tout, du mollasson à l'hérétique en passant par le réformisme et le réchauffé. Je vous conseille par exemple celle de La Nouvelle Gauche / Urgence sociale (Pierre Larrouturou), ou bien encore Combattre et proposer (Ségolène Royal).

Globalement, il y a de quoi là-dedans promouvoir en Europe et créer en France les conditions d'un développement économique qui ne laisse personne sur le bord de la route. On y trouve des termes aussi bizarres que "création de valeur" par exemple !

Mais malheureusement, ce ne sont que des faux-nez destinés une fois de plus à mettre en avant tel ou telle personne, tel ou tel ego, à faire parler de soi au JT, à se positionner pour 2012, au mépris perpétuel du militant de base.

Toujours plus dans la provocation et dans le café du Commerce, Sarkozy déclare à des militants UMP repus et goguenards que ça change parce que ***" Maint'nant, en France, quand t'y'a un' grève, on l'remarqu' mem' plus "***

Le Rapport Mazeau sur l'immigration choisie conclut à l'inefficacité des méthodes proposées…

Disparition des RTT pour les cadres, avec le plafonnement de Forfait à 235 jours par an. La plupart d'entre eux avaient voté Sarkozy, souvent au deuxième tour, certes, pas au premier. Eh bien les amis, comptez-vous ! Le cadre n'est plus qu'un salarié, un prolétaire, comme les autres.

Nous se sommes encore qu'une minorité de cadres et de dirigeants à voter à gauche, mais pour combien de temps encore?

Sarkozy roi de l'Europe, Sarkozy roi de la Méditerranée en un 14 juillet des plus surréalistes. Manquait toutefois la transformation du bas des Champs-Elysées en voie navigable pour y faire défiler le Porte-Avions-Nucléaire Charles de Gaulle… les 3 armes en parallèle, comme aux Emirats !

Pendant ce temps-là, on râle dans les villes de garnison situées dans l'Est de la France. Le fait est que les risques d'invasion allemande tendant vers zéro, il est sans doute normal d'y réduire les effectifs. (ndla : vous soyez bien que je ne suis pas systématiquement contre tout ce qu'il propose). Mais à cette occasion, Sarkozy et sa bande démontrent une fois de plus une totale incompétence dans la conduite du changement. Même avec des militaires, par construction loyaux et obéissants, l'arrogance et la brutalité ne sauraient être de mise.

La réforme des institutions se résume à un sordide marchandage de temps de parole télévisuelle de l'opposition en retour de celui du Président. Comme si seule comptait la parole dans les media. Sur le cumul des mandats, sur la proportionnelle, sur le droit de vote des étrangers : rien.

Vote au congrès demain : suspense !

Réforme de la constitution votée par le parlement réuni en congrès, avec deux voix d'avance : celles de Jack Lang et des députés du PRG. Celle du Président de l'assemblé qui traditionnellement ne prenait auparavant pas part au vote. Sans compter les néo-convertis de l'UMP : Debré (le Docteur) et quelques autres fugaces et dégonflés hérauts de l'anti sarkozysme de droite. Pressions, promesses, palabres ont semble-t-il marqué les heures et les jours qui ont précédé le vote, comme le dénonce un autre Nicolas, Dupont-Aignan, dans l'hebdomadaire Marianne.

Et dans la foulée, pour bien montrer combien il était nécessaire d'étendre les pouvoirs du parlement : adoption d'un projet de loi sur la réforme du

Code de la Mutualité, par voie d'ordonnance, excluant les discussions parlementaires.

Dans le même temps, la Ministre de la Santé et le Ministre du Budget, annoncent de nouvelles mesures visant à redresser les comptes de l'Assurance maladie. On y prévoit de taxer compagnies d'assurances et mutuelles à hauteur d'1 milliard d'euros en 2009.

Bien évidemment, soucieux du pouvoir d'achat de ses concitoyens, le gouvernement se fend d'un communiqué indiquant qu'il *"attend des organismes complémentaires santé qu'ils fassent leurs meilleurs efforts pour ne pas répercuter cette contribution dans les cotisations de leurs adhérents".*

Mais pour qui les prend-on, les concitoyens ?

#16 – Août 2008 : Le poids de la Chine

Censure de sites internet " subversifs " en Chine, avec la complicité du CIO-collabo. Silence total au château, pas même un coup de menton histoire de montrer qu'on fait encore semblant de tenter de faire croire qu'on pourrait s'organiser en vue de créer une commission visant réfléchir à savoir s'il devient opportun de faire pression sur la Chine au sujets des droits de l'homme.

Nous verrons bien ce qui se passera le 8/8/8 à 8h08 lors de l'ouverture des Jeux Olympiques à Pékin.

Rendez-vous à la rentrée, avec un sujet de réflexion à méditer pendant les vacances : Serait-il temps de réfléchir à une forme nouvelle de contrôle des prix ? Aussi rétrograde que cela puisse paraître, il n'y a peut-être pas d'alternative pour ramener les commerçants à la raison.

#17 – Septembre 2008 : La Crise

Pour mémoire, que restera-t-il de cette fin d'été 2008 ?

La pseudo mesure de gauche de Sarkozy à propos du financement du RSA : une taxe sur les revenus du capital. Bien, serait-on tenté de penser. Mais caramba, cette taxe s'inscrit dans l'assiette du bouclier fiscal ! Ce sont donc les 300 000 contribuables les plus fortunés qui y échappent …

La république des copains : Un haut fonctionnaire muté d'un coup de fil parce que le gazon de Jacquouille a été un peu malmené. Et si ça se trouve, ce bon Jacquouille n'avait rien demandé.

La privatisation annoncée de la Poste. En douceur, bla bla bla. Si cela réduit l'attente au guichet et si cela permet l'acheminement du courrier à J+1 sans surtaxe de type " lettre prioritaire ", personne ne s'en plaindra. Que La Poste fonctionne comme une entreprise avec une exigence de performance opérationnelle à tous les niveaux, cela parait aller de soi. Mais dans les limites et avec les exigences, tout aussi strictes, du service public, avec égalité de traitement sur tout le territoire, et mission de vigilance sociale dans les zones les moins accessibles ou les moins favorisées. A nous de rester en alerte, fermes, mais sans obscurantisme.

En enfin, une nouvelle définition, empirique, du mot " concertation " : *" actions décidées dans l'urgence, destinées à faire croire que l'on va maintenant consulter l'ensemble des parties prenantes concernées par un sujet, et qui consistent à reprendre un zéro un dossier, après en avoir lamentablement loupé le traitement initial, pour cause de déni démocratique, de mépris, d'arrogance, d'incompétence, d'immaturité ou (non exclusif) d'amateurisme "*

Exemples :

Soit une ministre qui tente de faire du zèle de l'intérieur sous la forme d'un fichier envisageant de répertorier bon nombre de caractéristiques personnelles voire intimes de toute personne plus ou moins engagée dans la vie publique, associative, économique, religieuse ou politique.

Soit un décret " Edvige " promulgué en douce début juillet.

Soient une pétition, une pression populaire et médiatique qui monte en puissance, un Ministre de la Défense qui se souvient qu'il fut naguère dans un parti démocratique, une médaille de bronze à la présidentielle de 2007 qui réalise qu'il peut prendre la tête de la révolte, un ou deux socialistes qui se souviennent qu'ils sont dans l'opposition et qui ne cherchent pas à devenir premier secrétaire (il y en aurait).

Soit un Président de la République qui voit matière à affaiblir encore plus deux de ses ex-rivaux internes…..

Eh bien le tour est joué : la ministre déclare qu'elle va engager un processus de *concertation*.

Un autre exemple : Des casernes se vident, des étudiants cherchent des logements : logeons les étudiants dans des casernes. Pas sot, sur le fond. Et hop, communiqué de presse, décision qui tombe d'en haut etc. Puis on réalise qu'il aurait peut-être fallu écouter d'abord les collectivités locales, prendre leur avis, voir comment cette initiative pouvait s'inscrire dans les projets déjà lancés, bref : réfléchir avant d'agir. Alors on engage un processus de *concertation*.

Deux nouveaux exemples de mépris ou d'amateurisme, on ne sait qu'en dire.

Si Darcos n'existait pas, il faudrait l'inventer !

Fernandel n'est plus de ce monde, Pasqua prend de l'âge, mais heureusement la relève est assurée.

La bonne bouille et l'accent sont là, et sur le fond … Nul n'a oublié son mémorable bredouillage au printemps dernier sur Canal+ à propos de la règle de trois. Des lacunes en arithmétique immédiatement mises en pratiques pour le calcul du nombre de postes à supprimer en fonction de la démographie scolaire à la baisse.

Lundi dernier, on ressort de la naphtaline les bons points et les images. Dans la foulée on parle de décerner des médailles façon sport aux bacheliers. Ne nous dites pas que les fabricants français ont des surstocks et avaient mal calculé leur coup avant les JO !

A peine le temps de souffler et on enchaîne sur cette incroyable déclaration concernant les écoles maternelles, vidéo internet à l'appui :

" Est-ce qu'il est vraiment logique, alors que nous sommes si soucieux de la bonne utilisation des crédits délégués par l'Etat, que nous fassions passer des concours bac +5 à des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches ? "

On comparera à ce propos l'écho donné à cette vidéo et celui qu'avait reçue la déclaration de Ségolène sur les " 35h au collège ". Mais il est vrai que les dirigeants du PS sont occupés à autre chose ces temps-ci et n'ont pas le temps de relayer ces liens bienveillants.

Borloo prend l'eau (qui a ajouté : " non, pas possible ? ")

L'année dernière nous écrivions " Grenelle de l'environnement : de belles annonces mais pas grand-chose de tangible sur le financement … "

A l'époque on m'a dit : " tu fais du procès d'intention ", " laisse lui une chance à Sarkozy ", " tu ne vas pas éternellement rejouer la campagne présidentielle ".

Maintenant, nous voyons bien que c'était une imposture.

Le Ministre d'Etat et sa Secrétaire d'Etat, dans quel état sont-ils ce matin, dans quel Etat sommes-nous ? Ils ont voulu mettre en place les premiers éléments d'une fiscalité moderne et intelligente. Les lobbys bien relayés par l'UMP on fait capoter leur initiative. Ils ont eu raison d'en parler avant sinon nous n'en aurions jamais rien su. Ce n'était pas de l'amateurisme dans la communication comme tente de le faire croire le pouvoir, c'était leur seule issue. Alors, pourquoi ne démissionnent-ils pas avec fracas ?

Comment commenter un silence ?

Quand on a entendu du Sarkozy, le silence qui suit est encore du Sarkozy. Mais là, on ne l'a même pas entendu. Le capitalisme néo-libéral, son modèle, s'écroule, la pseudo-modernité des as de l'ingénierie financière se

révèle n'être que sordides turpitudes et spéculations. Et le Président est silencieux. Les croyances des thuriféraires d'Adam Smith s'effondrent autant que le cours de leurs actions. En l'occurrence, la main invisible est celle de Deubeuliou renflouant Fannie, Freddie, AIG etc. Et le Président est silencieux.

Mais rassure-toi bon peuple, le Président va parler, à Toulon, le jeudi 25 septembre prochain. Il parait aussi qu'il y évoquerait un deuxième mandat. F. Fillon, JF Copé et X. Bertrand sont aux anges.

Mais pourquoi ce délai ? Le temps de relire Keynes ? Non, le temps d'un voyage à New-York en compagnie de ... son Ministre de l'Education. The boulettes of Darcos in English ? Watch this space !

Mais que va-t-il faire là-bas ? La promo de Carla ? Il n'irait pas aux ordres chez Deubeuliou tout de même ? Ze little telegraphist, ze return ?

27 septembre 2008

Ce ne fut même pas the little telegraphist, tout juste le Petit Nicolas, et dans une version bien moins réjouissante que celle de Sempé et Goscinny.

Le capitalisme financier a fait long feu, miné qu'il était à la base par d'illusoires théories néo-libérales, mal servies par des risque-tout, des incompétents et des âpres-aux-gains qui depuis vingt ans ont tenté de nous faire croire qu'ils avaient tout compris et que nous étions des ringards. Circulez !

N'oublions pas que cette crise est celle du modèle économique ultra-libéral, basé sur le moindre-état et l'endettement, que le candidat soutenait bec et ongles, qu'il voulait importer en France pour la "moderniser", et sur lequel il a bâti son programme et ses slogans à la noix "travailler plus pour gagner plus", "la France de propriétaires" etc.

Rappelons aussi que de nombreux socialistes (Ségolène Royal, Arnaud Montebourg, Pierre Larrouturou) voire des centristes (Jean Peyrelevade) avaient tenté à maintes reprises d'attirer l'attention sur cette question. Mais en vain. "Naïfs, utopistes, gentils" disait-on...

Et maintenant ?

A New York comme à Toulon, des mots convenus, des évidences, des paroles en contradiction totale avec les actes passés. Tout juste s'il n'a pas

ajouté " pour la fin de toutes les guerres et de toutes les famines dans le monde ", " pour qu'il fasse beau tout le temps " etc.

Alors Chiche, M. Le Président :

" La moralisation du capitalisme financier est une priorité. "

" Leur rémunération doit être indexée sur les performances réelles de l'entreprise. Ils ne doivent pas pouvoir prétendre à un parachute doré lorsqu'ils ont commis des fautes "

OK, réglementer les intéressements et interdire les parachutes dorés : souhaitable mais illusoire. Il suffira de les interdire en France pour qu'un dirigeant émarge au Luxembourg. Les interdire dans toute l'UE ? Ce serait déjà un progrès, mais avec la règle de l'unanimité, c'est perdu d'avance.

Une fiscalité conservatoire alors ? (100 % au-dessus de x Centaines de milliers d'Euros par exemple)

Mais pas de chance : " Notre objectif, c'est de rendre du pouvoir d'achat aux Français, non de leur en prendre. " adieu donc toute nouvelle taxe ?

Chiche, M. Le Président !

" L'économie de marché, c'est un marché régulé ""

"Le marché mis au service du développement, du marché, de tous. Notre objectif, c'est de rendre du pouvoir d'achat aux Français "

Est-ce que cela irait jusqu'à rétablir une forme de contrôle des prix à la consommation ?

Chiche, M. Le Président !

" Il n'existe aucune solution miracle "

Rappelons qu'il n'a pas été élu pour faire des miracles, mais pour réduire le déficit public, relancer l'économie, investir dans la recherche et dans l'enseignement. A défaut de solution miracle, il a commis une sottise lamentable nommée " paquet fiscal ". Défiscaliser les heures supplémentaires alors que la demande diminue, ajoutant à l'accroissement du chômage, rendre des milliers d'euros aux contribuables les plus fortunés : il est clair aujourd'hui que ça n'a rien relancé du tout, quoiqu'il en dise. Qu'il en parle à la belle-famille de son fils et il sera fixé sur l'état de sa relance, dans la consommation en électroménager en l'occurrence.

Alors à défaut de solution miracle, ayez le courage de revenir sur cette mesure inepte.

Chiche, M. Le Président !

" Il faut remettre l'esprit d'entreprise au cœur du système "

Faciliter le développement des PME, mais sans flexibiliser à outrance et sans précariser les salariés, appliquer le principe du pollueur payeur, ok allons-y, avec lucidité et courage.

Mais qu'a-t-il fait, lui et son gentil mi-nistre mi-sinistre du travail depuis 18 mois, pour faciliter le développement des PME : mais rien, tout simplement. Qu'on ne vienne pas me dire que 'la rupture négociée', ça aide. Faudra-t-il le répéter, le Monsieur te dit " ce n'est pas la possibilité de pouvoir virer quelqu'un qui fait qu'on l'embauche " ! Ce sont le business, les commandes, les plans de charges, le BFR, la trésorerie qui font qu'on embauche ou pas.

Alors sans tomber dans les revendications catégorielles, pour dégager des marges de manœuvres sans que les PME soient pieds et poings liés aux banques :

- que l'on en vienne enfin par exemple, à cette modulation de l'IS en fonction de critères sociaux, de critères de réinvestissement ;
- que l'on simplifie réellement le code du travail et le nombre de contrats possibles ;
- que l'on réforme la Formation Professionnelle, non pour en réduire les budgets mais pour rendre les Organismes Collecteurs plus efficaces ;
- que l'on transfère certaines charges sociales, l'assurance santé pour ne citer qu'elle, sur un financement universel (c'est-à-dire l'impôt, et surtout pas au privé comme on en prend tout droit le chemin).

Alors peut-être, les actes commenceront à refléter les paroles.

Chiche, M. Le Président !

#18 – Octobre 2008 : Petits cafouillages entre amis

Devrait-on dorénavant parler de " Chroniques de la récession " et non plus de " chroniques de la rupture " ?

Ce devait être la rupture : " Le Président du pouvoir d'achat ", " Une France de Propriétaires ", " Travailler plus pour gagner plus ", " J'irai chercher la croissance avec les dents ".

17 mois plus tard…

" Le Président du pouvoir d'achat " : Retour de l'inflation, chute de la consommation et pouvoir d'achat en berne,

" Une France de Propriétaires " : faillites bancaires, resserrement du crédit et crise de l'immobilier

" Travailler plus pour gagner plus " : 40 000 chômeurs de plus en août

" J'irai chercher la croissance avec les dents " : Troisième trimestre consécutif de décroissance, et non de " croissance négative " ou de " récession technique " comme l'a dit le clown du jour.

Ça s'appelle la récession, d'où ce malvenu changement de titre.

Sarkozy et sa bande se sont plantés, de A à Z. Alors sortons-les, vite, sans tarder.

Ils ne peuvent décemment plus incriminer les 35 heures et le gouvernement Jospin (6 ans déjà…). Alors ils prônent l'union nationale, bon prétexte pour " titriser " à leur manière leurs erreurs et leurs incompétences.

Eh bien allez jusqu'au bout, osez-la cette union nationale, et tiens, mieux que l'union nationale, disons " la demi-union-nationale-technique " : Partez, zou, à la porte, restez à Antibes. Laissez les socialistes gouverner !

1 / ça ne pourra pas être pire

2 / Ils arrêteront de se regarder le nombril

et

3/ vous pourrez ainsi entonner votre couplet préféré " c'est la faute des socialistes ".

Pendant la crise, le cynisme et l'amateurisme continuent :

Madame Boutin tente de modifier la loi SRU en proposant de comptabiliser l'accession sociale à la propriété dans les 20% de logements sociaux : désavouée par la majorité et l'opposition au sénat.

Les députés tentent de faire passer une taxe écologique de 0,15€ sur les sacs plastiques dans les supermarchés. Le Ministre Borloo est obligé de rappeler que ça ne figure pas dans le Grenelle de l'environnement.

Des députées UMP votent en douce, lors d'une réunion de la commission sociale, la suppression de la prime transport ; Le Premier Ministre est obligé de les rappeler à l'ordre.

Grands discours et petits effets

Entre deux voyages, le Président-de-l-Europe-intronisé-Roi-du-Monde-par-une-presse-béate-et-inféodée se fend d'un discours économique dans une usine d'Annecy. Comme toujours dans ces cas-là, grandes envolées lyriques, keynésianisme de bon aloi, il cite Alstom où il est intervenu en tant que Ministre des Finances en 2004/2005.

Mesure phare : Exonération de taxe professionnelle sur les nouveaux investissements " à partir de ce jour et jusqu'au premier janvier 2010 ". Frissonnement dans l'assistance medefisée.

A y regarder de plus près, qu'est-ce que cela signifie :

1/ Seuls les investissements matériels (machines-outils, ordinateurs, bâtiments) comptent. Pour les sociétés de service quelles qu'elles soient, qui investissent dans le capital humain en recrutement, formation, accompagnement de leur personnel : rien, si ce n'est epsilon lié à l'achat de quelques ordinateurs portables. Pour une PME de services de 50 personnes, cela représente quelques centaines d'euros par an, tout au plus un ou deux milliers ! La belle affaire.

2/ Les conséquences de cette exonération ne se manifesteront à plein régime qu'à partir de 2011. Combien de PME se seront effondrées d'ici là ?

3/ Ce sont les collectivités territoriales, destinatrices de la taxe professionnelle, qui vont souffrir du manque à gagner correspondant.

C'est de la poudre aux yeux.

Autre mesure à la limite du ridicule de la Grenouille qui veut se faire aussi grosse que le Bœuf : des fonds souverains qui fleurent bon le patriotisme ringard.

Mais sur les vrais facteurs de régulation, sur les niches fiscales, sur l'imposition des parachutes dorés, sur le bouclier fiscal, sur la modulation de L'Impôt sur les sociétés, sur des allègements de charges à court terme qui permettraient de soutenir l'emploi : rien.

#19 – Novembre 2008 : Des mots d'un côté, des actes de l'autre

2007 : " Mais on ne peut tout de même pas empêcher quelqu'un de travailler plus si ça lui permet de gagner plus ! " dit le gentil mi-nistre mi-sinistre du travail.

Et c'est ainsi que l'on vota l'abolition des 35 heures

2008 : " Mais on ne peut tout de même pas empêcher quelqu'un de travailler le dimanche si ça lui permet de gagner plus ! " dit le gentil mi-nistre mi-sinistre du travail.

Et c'est ainsi que l'on vota l'abolition du jour hebdomadaire de congés

2008 : " Mais on ne peut tout de même pas empêcher quelqu'un de travailler au-delà de 65 ans si ça lui permet de gagner plus ! " dit le gentil mi-nistre mi-sinistre du travail.

Et c'est ainsi que l'on vota l'abolition de l'âge de la retraite

2009 : " Mais on ne peut tout de même pas empêcher quelqu'un de travailler et juillet et en août si ça lui permet de gagner plus ! " dit le gentil mi-nistre mi-sinistre du travail.

Et c'est ainsi que l'on vota l'abolition des congés payés

2010 : " Mais on ne peut tout de même pas empêcher un enfant de travailler avant ou après la classe si ça lui permet de gagner plus ! " dit le gentil ex-mi-nistre mi-sinistre du travail, devenu Premier Ministre

Et c'est ainsi que l'on vota l'abolition de l'âge légal du travail

2011 : " Mais on ne peut tout de même pas empêcher quelqu'un de travailler le premier mai, le 14 juillet ou le 25 décembre si ça lui permet de gagner plus ! " dit le gentil ex-mi-nistre mi-sinistre du travail, devenu Premier Ministre.

Et c'est ainsi que l'on vota l'abolition des derniers jours chômés fériés

2012 : " Mais on ne peut tout de même pas empêcher les travailleurs de virer avec pertes et fracas un système qui ne pense qu'à faire gagner son clan ! " dit le gentil ex-mi-nistre mi-sinistre du travail, devenu Premier Ministre.

Et c'est ainsi que l'on vota l'abolition du sarkozysme !

Des mots : ***Discours de Sarkozy devant l'Association des Maires de France le 27 novembre 2008***

" Je comprends le sentiment d'injustice que peut avoir un maire traîné devant un tribunal administratif par son préfet parce qu'il a peu de moyens, qu'il a fait son possible et n'y est pas arrivé, je suis prêt à revoir cela. "

Des actes : Réfléchir avant d'agir et de pondre une loi dogmatique dictée par l'obsession de briser les grèves, ça peut aider.

Des mots : ***" Ce que je n'accepte pas, c'est qu'un élu de la République décide qu'il n'appliquera pas la loi. "***

Des faits : 2,6 % de logements sociaux à Neuilly, soit un huitième de la cible fixée à l'horizon 2020 par la loi SRU ; son ex Maire, un certain Nicolas S., délibérément hors-la loi

Des mots : ***Discours de Sarkozy à Charleville-Mézières le 22 décembre 2006***

Le candidat s'adresse à la " France qui souffre " et promet que d'ici 2 ans, s'il est élu Président de la République, *"plus personne ne soit obligé de dormir sur les trottoirs et d'y mourir de froid (...) parce que le droit à l'hébergement, je vais vous le dire, c'est une obligation humaine"...*

Des faits : Nous ne les connaissons que trop, plusieurs SDF décèdent chaque jour en période de grand froid. Comble du cynisme boutinesque : des rafles seraient organisées afin de forcer les SDF à intégrer un centre d'hébergement d'urgence, histoire de faire baisser les statistiques. Comble du cynisme tout court : Droit Au Logement condamné à d'amende pour avoir *"à plus de 300 reprises"* (un procès-verbal a été dressé pour chaque tente) commis une infraction de quatrième catégorie en ayant *"embarrassé la voie publique en y laissant des objets"*, à savoir des tentes.

Des mots : ***Discours de Sarkozy au Futuroscope à Poitiers le 26 janvier 2007***

" Je propose que l'augmentation du pouvoir d'achat soit la priorité de la politique économique après 25 ans de sacrifices, après 25 ans de stagnation du pouvoir d'achat des salaires, après 25 ans de baisse du niveau de vie pour les jeunes générations que les 35 heures ont aggravé.

Je propose de supprimer les charges et les impôts sur les heures supplémentaires pour que ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus soient encouragés à le faire, sans que personne n'y soit obligé.

Je propose d'alléger la fiscalité du travail en taxant plus la pollution et la consommation, les importations des pays qui pratiquent le dumping écologique et le dumping social, et en taxant moins le travail. "

Des faits : Sur ce vient la loi TEPA six mois plus tard, qui effectivement détaxe les heures supplémentaires.

Et ça marche !

Heures supplémentaires : mois après mois, 60, 61, 62, 63 millions : 2% de croissance mensuelle.

Chômage : + 40 000 par mois, 2% de croissance mensuelle ... c'était donc celle-là, la croissance qu'il irait chercher avec les dents ?

Sans compter plusieurs milliards de manque à gagner en cotisations sociales et de coûts d'indemnisation supplémentaires pour l'état.

Réussites idéologiques, échecs cinglants.

28 novembre 2008 : Interpellation musclée d'un journaliste de Libération vendredi au petit matin. Emoi dans les media et à l'assemblée. Lundi 1er décembre, les ministres de l'Intérieur et de la Justice trouvent que tout s'est passé correctement, selon les procédures en usage. Le soir même Sarkozy annonce la création d'une mission chargée de "travailler à la définition d'une procédure pénale modernisée et plus respectueuse des droits et de la dignité des personnes". On croit rêver.

Ce sont des clowns tristes, des incompétents majeurs.

#20 – Décembre 2008 : l'hiver de la démocratie ?

Mardi 2 décembre : une démonstration gendarmesque de lutte contre la drogue tourne au fiasco dans une classe de Marciac (Gers). Enfants terrorisés par les chiens et les attitudes brutales des pandores qui devaient se croire tout permis.

Mercredi 3 décembre : Boutin déboutée : la loi SRU ne sera finalement pas modifiée, son projet de comptabiliser l'accession sociale à la propriété dans le quota d'habitat social est retoqué au sénat.

Jeudi 4 décembre : on achève de mettre l'audio-visuel en coupe réglée avec le vote par l'assemblée de la nomination des Présidents de France-Télévision et de Radio-France par le Président de la République.

SALE TEMPS POUR LA DEMOCRATIE ET POUR LES LIBERTES PUBLIQUES

APPEL POUR UN SERVICE PUBLIC DE L'INFORMATION INDEPENDANT

Nous ne sommes ni journalistes, ni acteurs des médias. Nous sommes des citoyens engagés ou non, et nous nous sentons plus que jamais concernés par la nécessité de préserver un service public de l'information, de qualité et indépendant du pouvoir politique. Le climat exécrable qui règne depuis plusieurs mois…

Signez et faites signer la pétition " *Libre Ecran " Collectif citoyen de défense du service public de l'information*

24 décembre 2008 : Fin d'année, 18 mois de sarkozysme, l'heure du bilan et des premiers reculs.

Lycée, travail du Dimanche, mise sous tutelle de l'audio-visuel public : le gouvernement recule, même certains député et sénateurs de droite refusent de voter ces " réformes "

31 décembre 2008 :

Terminons l'année avec cette tirade qui circule sur le web :

- Quand ***Nicolas Sarkozy*** pisse face au vent, le vent change de direction.
- ***Nicolas Sarkozy*** ne porte pas de montre. Il décide de l'heure qu'il est.
- Dieu a dit : que la lumière soit ! Et ***Nicolas Sarkozy*** répondit : On dit s'il vous plaît.

- La seule chose qui arrive à la cheville de ***Nicolas Sarkozy*** ... C'est sa chaussette.
- Quand Google ne trouve pas quelque chose, il demande à ***Nicolas Sarkozy.***
- ***Nicolas Sarkozy*** sait parler Le Braille.
- Il n'y a pas de théorie de l'évolution. Juste une liste d'espèces que ***Nicolas Sarkozy*** autorise à survivre.
- Un jour, au restaurant, ***Nicolas Sarkozy*** a commandé un steak. Et le steak a obéi.
- ***Nicolas Sarkozy*** a un jour avalé un paquet entier de somnifères. Il a cligné des yeux.
- ***Nicolas Sarkozy*** peut nettoyer le mur du son. Au Karcher
- Quand la tartine de ***Nicolas Sarkozy*** tombe, la confiture change de côté.
- Dieu voulait créer l'univers en 10 jours. ***Nicolas Sarkozy*** lui en a donné 6.
- ***Nicolas Sarkozy*** est capable de laisser un message avant le bip sonore.
- Quand ***Nicolas Sarkozy*** passe devant un miroir, il n'y a pas de reflet : il n'y a qu'un seul ***Nicolas Sarkozy***.

Allez, fini de rire !

Chômage en hausse, impasse sociale, inquiétude dans les hôpitaux, désarroi dans l'enseignement, justice arbitraire, mainmise sur l'audio-visuel public, allègements d'impôts pour les plus aisés, impuissance économique, dette publique en vrille, grands discours, relance bidon etc...

C'était donc bien cela, tout était possible avec ce président du pouvoir d'achat, sa rupture et sa "FRANCE D'APRES".

#21 – Janvier 2009 : les vœux brouillés

Un mois placé sous le signe des vœux à tout vat et d'un mouvement social qui va en s'amplifiant.

Report sine die de la loi liberant-les-énergies-creatrices-de-la-France-en-permettant-à-chacun-de-travailler-le-dimanche, ou à peu près. Deuxième recul du gouvernement, après celui de décembre sur la réforme des lycées

Vent de fronde au Sénat (Yes, than can !), qui n'admet pas de devoir voter la loi sur l'audio-visuel public alors que la suppression de la pub est déjà effective. A suivre …

Discours d'enfer du chef de l'état devant Angela Merkel et Tony Blair : *"On doit moraliser le capitalisme et pas le détruire (...) il ne faut pas rompre avec le capitalisme, il faut le refonder", a insisté le chef de l'Etat, accusant ceux qui refusent cette "refondation" de "faire le lit de ceux qui veulent détruire le capitalisme". Le président de la République s'est prononcé une nouvelle fois pour un capitalisme "d'entrepreneurs" que l'Etat devrait "animer, entraîner". "Il faut rééquilibrer les rôles respectifs de l'Etat et du marché".* Une fois de plus on a envie de dire " Chiche ! ". Mais pendant ce temps-là, aucune pression réelle sur les banques pour qu'elles desserrent le crédit, aucun retour en arrière sur la loi TEPA, aucun budget supplémentaire pour les lycées ou les hôpitaux.

Première diversion de l'année, avec l'annonce surprise par Sarkozy de la suppression des juges d'instruction alors que, rappelons-le, la réforme post-Outreau qui institue une forme collégiale d'instruction est tout juste en voie d'application.

12 janvier : "Vœux au personnel enseignant" indiquait l'écriteau placé sur le pupitre lors du déplacement à Saint-Lô. A regarder les reportages aux JT du soir on avait plutôt l'impression que le personnel enseignant, manifestant, avait été soigneusement tenu à l'écart du Président, au-delà des barrières. Cela vaudra au Préfet et au Commissaire de Police locaux d'être déplacés dans les jours qui suivront. Fait du prince, indigne, mais finalement sans aucune autre conséquence qu'une égratignure de plus à la démocratie.

Quant aux représentants du "personnel enseignant", bien mis, BCBG propres sur eux, béats d'admiration à l'écoute des vœux présidentiels, qui étaient-ils ?

Qui a dit "des militants UMP rameutés pour l'occasion" ?

13 janvier : Annonce par Nicolas Sarkozy de la création d'un " Conseil pour la création artistique ". Il sera présidé par lui-même ainsi que par la ministre de la Culture et de la Communication. On se demande quel en sera la mission, au-delà du point de chute fourni à Martin Karmitz. " Euh = MK2 ? "

22 janvier : Discours devant un parterre de chercheurs à l'occasion du "lancement de la réflexion pour une Stratégie Nationale de Recherche et d'Innovation".

On y stigmatise le personnel universitaire, on insulte, on humilie :

" Plus de chercheurs statutaires, moins de publications et pardon, je ne veux pas être désagréable, à budget comparable, un chercheur français publie de 30 à 50% en moins qu'un chercheur britannique dans certains secteurs. Évidemment, si l'on ne veut pas voir cela, je vous remercie d'être venu, il y a de la lumière, c'est chauffé… "

Il tentera quelques jours plus tard de prendre à témoin le généticien Axel Kahn et de le faire passer pour un supporter de sa réforme. Axel Kahn démentira.

Mais le discours a remis le feu aux poudres et alimente la fronde contre la réforme proposée par Valérie Pécresse. S'en suivent grèves et manifestations dans toutes les universités du pays.

#22 – Février 2009 : Illusions et mensonges

Il a parlé. Devant des journalistes triés sur le volet, bien peignés, transparents ou sur le retour, tous bien élevés...

Ses propos : du vent, du bluff, de l'esbroufe.

Côté pile, une volte-face sidérante à l'égard du modèle libéral anglo-saxon tant adulé hier, un discours social-démocrate totalement assumé. Cher lecteur, relisez entre autres la motion 5 " NPS Montebourg-Peillon-Emmanuelli-Hamon " du congrès PS du Mans en 2005; à cette époque où on nous traitait, à droite, d'archaïques, d'ânes bâtés qui n'avaient rien compris au monde qui change; à cette époque où l'on nous traitait, dans notre propre parti, de trublions ou de complices de la droite parce que nous osions parler de réguler la mondialisation au lieu de l'interdire par la loi, parce que nous écrivions ou soutenions des propos tels que ceux-ci:

Libre échange et baisse de la rémunération du travail.

La faiblesse de la demande mondiale est largement provoquée par le développement du libre échange qui fait du salaire, non un élément de la valeur ajoutée propre à générer une demande, mais un simple coût à minimiser par tous les moyens. On assiste à une rupture complète du lien entre la productivité du travail et sa rémunération. La traduction française en est la stagnation du pouvoir d'achat des salariés français et la frilosité des investisseurs, faute de débouchés. Seuls les consommateurs américains, euphorisés par un crédit à la consommation exponentiel appuyé sur la hausse des prix de l'immobilier à travers le mécanisme du crédit hypothécaire, ont une demande dynamique. Leur faible épargne est compensée, à travers le mécanisme de déficits jumeaux (déficit budgétaire et déficit des paiements courants américains), par les créanciers asiatiques de l'économie américaine. Cela nous conduit à une situation de dépendance de l'économie mondiale envers la seule demande américaine qui, reposant sur l'endettement des ménages et les déficits, est chargée de fait d'assurer des marchés à tous les producteurs de la planète. Ce mécanisme ne saurait indéfiniment perdurer sans danger pour l'économie mondiale.

Sans commentaire.

Côté face, une politique inepte qui perdure :

- Le chômage en hausse, et un encouragement continu à la défiscalisation des heures supplémentaires.
- Un manque de moyens dans l'éducation, à l'hôpital, et le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux afin de financer entre autres la limitation d'impôts des classes les plus aisées.

- La suppression de la Taxe Professionnelle annoncée pour 2010 (sous-évaluée de façon mensongère à 8 Milliards d'euros par an), sans contrepartie demandée aux entreprises, sans financement alternatif pour les collectivités territoriales (histoire de pouvoir mettre les hausses d'impôts locaux sur le dos de la gauche qui gère la majorité des villes, des départements et des régions).
- Rien sur la régulation des revenus des dirigeants des entreprises soutenues par l'état.
- Rien pour inciter à court terme les entreprises à préserver voire à créer de l'emploi.
- Rien sur une plus juste répartition de la Valeur Ajoutée entre Salaires et Profit (rappelons que la part de VA consacrée aux salaires diminue régulièrement et est passé en dix ans de 75% à moins de 65%)
- Rien dans les faits ou dans les annonces sur une répartition plus équilibrée des profits entre salariés et actionnaires, juste une vague allusion à la règle des trois tiers.

Rien, des paroles, du vent, du bluff.

Détail amusant :

Sondage La Pravda, pardon, Le Figaro - Opinionway : 53 % de Français satisfaits des propos du Président (des fans de voile sans doute)

Sondage Le Parisien - CSA : 36% de satisfaits

4 février 2009 : une plaque de Granite est dévoilée à la porte de l'aciérie :

"Ici reposent les promesses de N. Sarkozy, faites le 4 février 2008 à Gandrange : Avec ou sans Mittal, l'Etat investira dans Gandrange."

Visite du Président au Salon de l'Agriculture

Badauds en liesse tendant leurs mains vers le Président, pas de pov' con à l'horizon, une bien belle visite en somme. Et pour cause puisque de nombreux reportages, notamment sur Canal +, montrent que ce public ébaubi est composé... de militants UMP dépêchés sur place en autocar pour l'occasion. Encore un, pardon, "En Corée, hein ?" peu et les enfants de écoles auront doit à un jour de congé chaque fois que le Président se déplace...

Nominations à la tête du nouveau groupe Caisse d'Epargne - Banque Populaire

Sarkozy déclare à qui veut l'entendre que la nomination de l'un de ses proches à la tête de la future grande banque était approuvée par la commission de déontologie. Selon Yahoo, Il semble que le Président de la République prenne ses rêves pour la réalité. Car la Commission n'a pas été saisie du cas Pérol. Et ne s'est pas réunie pour en discuter. "On n'a jamais évoqué le cas de François Pérol, assure un membre de la Commission interrogé par Libération, puisque notre prochaine réunion est prévue pour le 11 mars".

Mouvement universitaire

La colère qui a succédé au discours du 22 janvier ne diminue pas et rejoint la fronde contre une réforme Pécresse qui ne passe pas. On lui adjoint une médiatrice chargée de la *concertation* (terme technique déjà évoqué dans un chapitre précédent).

Sa mission consistera à *" retravailler le décret avec l'ensemble de la communauté universitaire, pour lever tous les malentendus qui s'expriment" et " aussi les préoccupations, discipline par discipline",* précise la ministre.

#23 – Mars 2009 : Coups de mentons et yeux fermés

Voyage officiel au Mexique : Trois jours bling-bling (bing-bling prend-il un s au pluriel ?) dans une villa de luxe aux frais d'on ne sait qui, suivis de quelques heures de visite officielle; ça me rappelle ces histoires de commerciaux qui s'inventent un rendez-vous le vendredi soir ou le lundi matin à l'autre bout du pays histoire de financer leur week-end. Gagne petit, indigne, minable.

Fissures à l'UMP où ce bon Pierre Méhaignerie suggère l'abrogation du paquet fiscal. Suivi d'un silence dans les rangs seulement brisé par les éructations morveuses du porte-flingue de service. A ce propos, signez la pétition " Heures supplémentaires, il faut arrêter les frais " soutenue par le mensuel Alternatives Economiques.

http://www.alternatives-economiques.fr/petition

Autre fissure, à l'initiative de la bruyante et pétulante Nadine Morano. Ce gouvernement a failli réussir une avancée sociétale avec l'adoption du statut du beau-parent, reconnaissant ainsi implicitement l'homo-parentalité, 10 ans après l'avènement du PACS. Mais hélas, sitôt publié, sitôt vilipendé par la mule du Pape qui n'en rate pas une, sitôt retiré. Pardon : reporté à la rentrée.

Le gouvernement cède sur la TVA dans la restauration. Trois milliards d'Euros de manque à gagner annuel, sans contrepartie autre que d'invérifiables et vagues promesses d'embauche ou de baisse des prix.

L'affaire du mois : Le comportement des dirigeants des entreprises cotées. Grands discours, réunion de réflexion, indignations officielles et coups de menton autour de rémunérations de certains grands patrons banquiers ou industriels. Tout cela pour en arriver peut-être à un décret minimaliste concernant les bonus, stock-options et autres parachutes dorés d'une demi-douzaine de dirigeants de sociétés aidées par l'état.

Et pourtant :

Discours de Sarkozy à Toulon le 7 février 2007 *"Ça ne peut plus durer les parachutes en or pour celui qui échoue, les stock-options réservées à quelques-uns."*

Discours de Sarkozy à Marseille le 19 avril 2007 "*Si je suis élu président de la République, je ferai voter dès l'été 2007 une loi qui interdira la pratique détestable des golden parachutes parce que c'est contraire aux valeurs qui sont les miennes.[...] De la même façon, je n'accepte pas, et j'assume mes responsabilités, que dans une entreprise de milliers de salariés on puisse à quelques-uns se distribuer un plan de stock-options, alors que la valeur de l'entreprise existe parce que chacun des salariés y a apporté sa part, y compris la dernière collaboratrice et elle aussi a droit d'être propriétaire d'une partie de cette entreprise. Ça, ce sont nos valeurs*"

Rappelons que "dès l'été 2007", c'est la loi TEPA qui fut votée.

Quant au MEDEF, il prône l'auto régulation. Vont-ils nous refaire le coup de la main invisible du marché ?

Pendant ce temps-là : Sony à Pontonx-sur-Adour, 3M à Pithiviers, Continental à Compiègne, Caterpillar à Grenoble : le personnel en passe d'être licencié occupe les locaux, séquestre les dirigeants pour négocier des conditions de départ décentes.

La rumeur enfle autour d'une "reprise en main" possible de Radio France à l'occasion du renouvellement du mandat de son Président en mai prochain. Restons vigilants.

Silence total au Château autour des prises de position du Pape ou de l'évêque d'Orléans sur le préservatif. Saint-Jean de Latran, c'était il y a moins de dix-huit mois pourtant, mais à l'heure où le sarkozysme capote, les liens entre le pouvoir, ses grands intellos cathos type Bigard et le Vatican resteront-ils aussi serrés qu'ils l'étaient ? Invivable suspense...

Et pour terminer ce mois-ci, signalons et soutenons ce nouveau mouvement des universitaires et des chercheurs, la "Ronde Infinie des Obstinés" http://rondeinfinie.canalblog.com/ qui se tient depuis une semaine à Paris sur le Parvis de l'Hôtel de Ville, ex Place de Grève...

31 mars : Fermeture définitive par Arcelor-Mittal de l'aciérie de Gandrange. "Sarkozy nous a trahis", accuse l'un des dirigeants de la CGT.

#24 – Avril 2009 : Dans l'ombre de la Star

Sommet du G20 puis sommet de l'OTAN

Sarkozy cherche désespérément à exister face à un Obama en pleine gloire.

Ridicule menace de "quitter la table" à la veille du sommet, qui fait à peine ciller Gordon Brown.

Satisfecit général à la sortie du G20, mais concrètement qu'en ressort-il ?

- une liste grise en guise de réglementation sur les paradis fiscaux
- rien sur les agences de notation
- rien sur les ventes à découvert ou sur les appels de marge
- rien sur la fixation des cours de bourse ou sur les stock-options
- et bien évidemment, aucune condamnation du crédit hypothécaire aveugle, dont Sarkozy faisait encore l'apologie durant sa campagne électorale.

Sursaut de dignité

... à mettre au crédit du Conseil d'Etat qui retoque un CSA à la botte en décidant que le temps de parole du Président doit être comptabilisé avec celui du gouvernement.

Loi HADOPI sur le téléchargement : ça (karout)chi dans le ventilo…

Détournement de la vieille et imagée expression américaine "the shit hits the fan" à l'assemblée, où une poignée de députés socialistes rusés surgissent de derrière le rideau pour faire surnombre et mettre la majorité en échec. A refaire le jour d'une motion de censure, camarades !

Loi " Hôpitaux, Patients, Santé, Territoires "

La contestation monte dans les régions et dans le monde hospitalier. 25 grands professeurs de médecine signent un texte publié dans le Nouvel Observateur. Le maître-mot n'est plus la santé mais la rentabilité. Ils y dénoncent les risques de " suppressions massives et injustifiées d'emploi d'infirmiers et d'aides-soignants ".

République exemplaire

Et PAF sur le bec ! Le Canard enchaîné révèle une drôle d'histoire de corruption présumée, à la Direction de la Police de l'Air et des Frontières à l'Aéroport d' Orly. Déjà l'année dernière, la PAF s'était distinguée par ses comportements vertueux à l'égard des expulsés.

Ségolène n'en finit pas de s'excuser…

À Dakar en début de mois, en référence au discours prononcé par Sarkozy en juillet 2007

À Paris cette semaine, suite aux propos café-du-commerce visant le premier Ministre de l'Espagne, propos tenus par le Président lors d'un déjeuner rassemblant la semaine dernière une vingtaine de députés pour un débriefing des sommets G2 et OTAN. Cette seconde salve d'excuses, envers Zapatero, aura au moins eu le mérite d'attirer l'attention sur ce déjeuner, passé jusqu'alors totalement inaperçu.

A l'heure même où se termine ce chapitre, le personnel de Caterpillar, au plus profond du désespoir, vient de mettre à sac la sous-préfecture de Compiègne.

#25 – Mai 2009 : Esbroufe, an II

Premier mai : Syndicats unis, environ un million de manifestants dans les rues de toutes les grandes villes françaises, annonce d'une nouvelle journée de mobilisation en juin, tout cela n'empêche pas le pouvoir en place, Pécresse en tête, de persévérer en ânonnant qu'il faut " continuer les réformes "…

4 mai : Visite du Ministre des affaires étrangères Israélien en Italie puis en France et en Allemagne. Dans le même temps est publié par l'ONU un rapport montrant l'implication d'Israël dans 6 incidents à Gaza ayant causé des victimes parmi le personnel de l'ONU, en décembre et janvier derniers. Accueil poli de l'ex-French Doctor, qui en bon collaborateur zélé, n'en dit rien.

6 mai : A l' occasion du deuxième anniversaire de son élection, Sarkozy entre en campagne électorale européenne à Nîmes. Son temps de parole sera-t-il décompté de celui de l'UMP ? Les sondages sont à 65 % de mécontents. 65, c'est aussi la fourchette basse de l'amplitude d'âges du public nîmois ce soir-là, à en croire les images du JT. Une preuve de plus que Sarkozy est avant tout le candidat des papys boomers et de leurs ainés. Et il assure le coup de barre à droite en y a allant de son couplet anti-Turquie via une allusion à l'Europe prétendue " Terre Chrétienne ".

7 mai : On apprend que le parquet de Paris a réussi à faire annuler en appel la mise en examen de trois chefs d'états africains. Cette mise en examen concernait l'origine de leurs patrimoines français (comptes en banque, propriétés, voitures)

Rappelons que durant la campagne électorale le 1er mai 2007, il déclarait :

"Il nous faut nous débarrasser des réseaux d'un autre temps, des émissaires mafieux qui n'ont d'autres mandats que celui qu'ils s'inventent. Le fonctionnement normal des institutions politiques et diplomatiques doit prévaloir sur les circuits officieux qui ont fait tant de mal par le passé".

Comme l'écrit l'hebdomadaire Courrier International, " l'Afrique attend toujours la rupture ", et il y a fort à parier qu'elle l'attendre encore longtemps, comme bien d'autres.

Notons au passage l'indépendance de la justice française…

8 mai : Somptueuse parade patriotique et militaire à Ste Maxime, couplet démagogique à l'égard des troupes coloniales à l'appui, à l'occasion du 64° anniversaire de la capitulation de l'Allemagne. On appréciera la double délicatesse de l'évènement :

- Envers nos amis allemands à l'heure de l'Europe
- Envers les plus modestes qui sont ravis de voir à quoi sert le peu qu'il reste dans les caisses de l'état.

Une troisième année qui démarre en fanfare !

En supposant que le deuxième tour de la prochaine élection présidentielle se tienne le 6 mai 2012 nous en sommes à J - 1094

9 mai : Pour la première fois depuis bien longtemps, le Président a bien failli ne pas à la Finale de la Coupe de France de football. A noter que celle-ci oppose deux clubs bretons. Alors, irrépressible envie de passer le WE chez Belle-Maman au Cap Nègre, au lendemain de la cérémonie de Ste Maxime, ou peur de l'accueil d'un public solidaire des marins-pêcheurs, M. le Président ?

15 mai : La France en récession, cette fois-ci c'est officiel, plus moyen de trafiquer les chiffres comme à la fin de la semaine dernière. Recul du PIB de 1,2 % au premier trimestre 2009 : Le mot est lâché, on ne parle plus de croissance négative ou de repli technique mais bien malheureusement de récession.

Le 14 novembre dernier, en déplacement à Montauban suite à la publication d'un mirifique 0,14% de croissance pour le troisième trimestre 2008 (nous savons maintenant qu'il s'agissait d'un chiffre trafiqué et que la vérité était de -0,2%), le Premier Ministre fanfaronnait avec son arrogance habituelle en ces termes :

"Toutes ces critiques que j'entends toute la journée venant de ces hommes et ces femmes de gauche qui sont extrêmement allants s'agissant de la critique mais assez peu s'agissant des propositions, eh bien ils ont là aujourd'hui le démenti cinglant des discours qu'ils tiennent. Les mesures que nous avons prises au mois de juillet, elles ont permis au troisième trimestre

2008 d'éviter à notre pays une diminution de sa croissance que beaucoup d'autres pays ont connue en Europe."

Pour combien les méfaits de la loi TEPA, de ses heures supplémentaires défiscalisées, du chômage et de la précarité qu'elles engendrent indirectement en privant les chômeurs de pouvoir d'achat, contribuent-ils à cette " performance " ?

Pour combien le laxisme des autorités face aux délocalisations et aux fermetures sauvages, malgré les beaux discours et les coups de menton, contribue-t-il à cette " performance " ?

Pour combien l'attitude bornée du gouvernement dans la réforme des hôpitaux, des universités, pour combien le mépris affiché envers les chercheurs ou la magistrature, pour combien les faits du prince dans les nominations audio-visuelles affectent-ils le moral des gens, avec un impact forcément négatif sur leur productivité et sur la compétitivité des entreprise ?

Plus besoin de s'échiner à aller jusqu'au deuxième chiffre après la virgule. Si 0,14% de croissance signifie un " démenti cinglant ", que valent et que méritent -1,2 %, ajoutés aux -1,5 % du dernier trimestre 2008 ?

Mathématiquement, un démenti 19,29 fois plus cinglant. Soit au minimum : un bon coup de pied où je pense, assorti d'un " la porte ! " et a minima d'une dissolution, a maxima d'une démission, afin qu'une nouvelle politique économique et sociale puisse voir le jour.

15 mai toujours : Opération éclair des Enfants de Don Quichotte sur les rives de la Seine et du Rhône, en vue d'attirer l'attention sur les problèmes de non-logement qui s'éternisent. Rappelons la promesse du Président lors de son Discours de Sarkozy à Charleville-Mézières le 22 décembre 2006 où il promettait que d'ici à 2 ans : *"plus personne ne soit obligé de dormir sur les trottoirs et d'y mourir de froid "*

Eh bien promesse tenue : débarquement des CRS pour évacuer les quais dans la demi-heure qui suit l'installation des tentes.

23 mai : L'inimitable Darcos, se sentant sans doute menacé par le retour annoncé de Son Allegrissime Suffisance, décide de mettre en place des procédures quasiment aéroportuaires pour endiguer les violences à l'école. Vidéo, portiques, fouilles à l'entrée du Lycée, etc. Même pas besoin d'être

au collège pour calculer le temps que cela nécessiterait (lever à 3h45 du matin pour les premiers arrivants, selon Libé !). Bref, du ridiculissime, à moins que ce soit une performance arithmétique du ministre qui, rappelons-le, panique à la vue d'une règle de trois. Quant au rétablissement possible des emplois-jeunes, des RESO, de la police de proximité, des postes supprimés, on ne l'évoque même pas.

25 mai : Jamais avare d'une bonne idée lorsqu'il s'agit de détourner l'attention, le porte-parole de l'UMP propose un amendement visant à autoriser le télétravail durant les congés de maladie ou de maternité. Mépris aux multiples facettes du porte-flingue de service, qui semble ignorer que pas mal de travailleurs en repos forcé ne sont pas les faignants que la droite se complait à décrire, et n'ont pas attendu son autorisation pour rester en contact avec le bureau ou avec l'usine. Quoiqu'il en soit, même l'UMP et le gouvernement trouvent la chose indigne et l'enterrent vite fait. Petit plaisir pour NKM qui, forte de ses quelques mois de grossesse, se permet de le moucher du haut de la tribune de l'assemblée.

27 mai : Après plus de six mois de détention non justifiée, soupçonné de dégradations de caténaires de la SNCF, Julien Coupat retrouva la liberté. Son crime ? Il tient une épicerie bio en Corrèze.

#26 – Juin 2009 : Droits " d'hauteur "

1er juin : Rapport de Richard Descoings sur la réforme des lycées, qui envoie définitivement aux oubliettes le Projet Darcos. En attendant que le futur-ex-ministre l'y rejoigne ?

6 juin : Raté ! Notre Président voulait poser seul sur la photo avec Obama le 6 juin prochain, et pour se faire il avait oublié d'inviter Sa Très Gracieuse Majesté La Reine d'Angleterre. Eh bien ils seront 3 sur la photo puisque par chance, le Prince Charles est disponible ce jour-là. Du coup, Sarkozy perd sur toute la ligne puisque ce n'est même pas lui qui aura les plus grandes oreilles. Faites chauffer les talonnettes !

7 juin : Elections Européennes : 28% pour l'UMP, 72% pour les autres listes, toutes antisakozystes, de droite, de centre comme de gauche. Il parait que c'est une défaite de l'anti-sarkozysme.

10 juin : Le pouvoir se prend une seconde claque à propos de la loi HADOPI, après censure par le Conseil constitutionnel. Arrogance et incompétences de ceux qui pensaient qu'ils suffisaient de débaucher deux ou trois artistes sur le retour pour légitimer un passage en force au méprise de la loi européenne et de la loi française.

11 et 12 juin : les agriculteurs manifestent contre les prix d'achat abusifs pratiqués par la Grande Distribution.

Pour mémoire, Mesure 15 de la loi du 4 aout 2008, dite " de modernisation de l'économie " :

Permettre la négociabilité des tarifs entre distributeurs et fournisseurs. Cette mesure vise à augmenter le pouvoir d'achat des consommateurs par l'introduction de la liberté tarifaire entre les fournisseurs et les distributeurs et rendre les relations commerciales plus efficaces en supprimant le système des marges arrières.

Lundi 15 Juin : 98ème session de la Conférence Internationale du Travail à Genève

" *N'avons-nous pas assez attendu pour réguler une mondialisation qui, à côté de l'abondance de richesses qu'elle contribuait à créer, faisait grandir des poches de misères et de frustration ?*

La régulation de la mondialisation, c'est la question centrale. ***Le monde ne peut pas être gouverné que par la loi de l'offre et de la demande…*** *Nous avons besoin de règles qui deviennent des normes et qui s'imposent à tous. " Et bla bla bla*

Pendant ce temps-là, on laisse les prix à la dérive, on prépare en douce une nouvelle loi sur le travail du dimanche, etc.

Lundi 22 juin : Discours du Trône à Versailles ; notons-le pour la chronique, mais sur le fond c'est un non-évènement total, il serait question d'un grand emprunt public, le " Sarkozy " allant rejoindre les " Pinay " et autres " Giscard " dans le musée des dispositifs qui rapportent aux rentiers et font perdre à la collectivité.

Dès le lendemain, c'est déjà un emprunt pour partie public, et pour partie qui fera appel au marché, dixit Mme Lagarde.

Mardi 23 juin : Beusouaaaar ! Frédéric Mitterrand, homme de droite, entre au gouvernement. Pour les jeunes, c'est un vieux, comme l'était Malraux pour notre génération. Comme quoi tout arrive.

Pour le reste, on a déjà tout dit sur les chaises musicales, sur Estrosi qui revient un an après être parti s'occuper de sa mairie niçoise, sur Laporte qui enfin la prend, sur Boutin boutée hors de son ministère, sur Rachida Dati dotée d'une mairie, sur Santini qui va pouvoir s'en revenir contrepèter à l'envi du côté d'Issy-les-Moulineaux.

Là, nous avons tout à y gagner : soit il reprend son siège de député et c'est le charmant Frédéric Lefèvre, son suppléant, porte-flingue chevelu et distingué de l'UMP, qui doit céder la place, soit nous avons une législative partielle. Nous sommes prêts !

Une mention pour ce pauvre Yves Jégo, victime expiatoire d'un gouvernement UMP-RPR à la solde du Medef local. Le Secrétaire d'Etat aux DOM TOM avait en fait trop vite compris ce qui se passait là-bas, il avait d'emblée identifié la lourde responsabilité de quelques familles et proposé une augmentation significative des salaires, ce qui lui valut un rappel illico, que des esprits bien intentionnés firent passer pour une désertion.

Comment disait Rama Yade : " Lâches ? "

Mercredi 24 juin

Une sombre affaire a refait surface, celle de l'attentat de Karachi dont furent victimes des ingénieurs de la DCN en mai 2002. Nullement lié à la mouvance islamiste, cet attentat serait lié à un contrat de vente d'armes et de bon vieux pots de vins remontant à 1994.

" *Une fable* " dit Sarkozy, blême, alors Ministre du Budget et directeur de campagne du candidat Balladur.

" Oui j'ai mis fin au versement des commissions qui pouvaient donner lieu à des rétro-commissions", déclare Charles Million, alors Ministre de la Défense de Jacques Chirac.

Jeudi 25 et Vendredi 26 juin : Voyage aux Antilles

Annonce d'un referendum portant sur l'autonomie de la Martinique. Pour le reste, un voyage méprisable par sa brièveté, et totalement éclipsé par le décès brutal de Michael Jackson.

Samedi 27 juin

Fillon et Sarkozy commencent à lâcher ici et là des ballons sondes sur les retraites, dans le style " pas d'autre solution pour sauver nos régimes de retraite que de travailler plus longtemps alors même que la vie s'allonge ".

Rappelons que " travailler plus longtemps " signifiera dans le contexte actuel " Chômer " ou " Ramer " plus longtemps pour la grande majorité des plus de 55 ans qui se trouvent de fait exclus du marché du travail.

C'est donc une vaste hypocrisie tant que rien ne sera entrepris de manière drastique pour :

- Protéger l'emploi, par exemple par l'interdiction ou la forte taxation des licenciements économiques des séniors dans des groupes bénéficiaires
- Rationaliser les financements et combler tous les manques à gagner, par exemple par l'abrogation de la loi TEPA

Mardi 30 juin

Sarkozy s'offre une double opération de communication et de positionnement à ce qu'il croit être la gauche par le truchement d'une interview au Nouvel Obs. En substance, le nouveau nouveau Sarkozy est arrivé, et vous savez quoi ? Il a changé ☺

" Il faut un temps pour entrer dans une fonction comme celle que j'occupe, pour comprendre comment cela marche, pour se hisser à la hauteur d'une charge qui est, croyez-moi, proprement inhumaine. "

" Se hisser à la hauteur? " Tout dépend d'où l'on part…

#27 – Juillet 2009 : Vagale âme

Un sommet du G8 pour la frime, pendant ce temps-là les banques américaines recommencent à se goinfrer. Henri Guaino a des mots justes sur France 2 mais ensuite, rien. Alors ? Sincérité, naïveté de celui qui n'en peut mais… ou suprême cynisme ? L'un comme l'autre est indigne d'un gouvernant.

On peut maintenant dans certaines zones touristiques travailler plus, le dimanche, sans gagner plus, sur la base du " volontariat ". La loi de 1906 avait réussi à établir un équilibre juste entre les nécessités légitimes d'ouverture le dimanche (les services de santé, les commerces alimentaires, les marchés, etc.) et l'organisation de la société.

Plus de 100 000 signataires de la pétition :

http://www.travaildimanche.com

La loi HADOPI V N+1 tente de passer subrepticement à l'assemblée, mais le PS ne désarme pas, espère une censure du conseil constitutionnel et parvient à repousser le vote à septembre.

Un 14 juillet d'opérette sur fond de Bollélyséewood, ponctué par un concert géant de l'exilé fiscal officiel au champ de mars.

Gaulé par la patrouille, en l'occurrence la cour des comptes, Sarkozy rembourse à l'Elysée 14 000 Euros de dépenses personnelles. " Je savais pas… "

Dès le lendemain, WE pour 2 à New York car Madame chante à l'occasion de l'anniversaire Nelson Mandela. Nelson, heureusement toujours vaillant, se demande toutefois si son sonotone est en panne ou si tout est normal...

23 juillet : La Cour des Comptes avait fait part dans un rapport de ses interrogations sur le contrat signé entre l'Elysée et OpinionWay. En gros, l'Elysée aurait commandité des sondages à l'institut indépendant OpinionWay, sondages dont les résultats seraient repris en toute indépendance par le Figaro et par LCI (Groupe Bouygues). Comme disait Coluche : " C'est ça, et moi j'suis Brigitte Bardot et mon cousin c'est les Beatles "

Voir article dans Marianne :

http://www.marianne2.fr/Sondages-Opinion-Way-cette-fois,-la-com-de-l-Elysee-cafouille_a181571.html

Emoi le 26 juillet : Malaise du Président pendant son foutigne. N'avait qu'à pas travailler le dimanche. Cafouillages en série, Balkany parle da malaise vagal, Lefèvre évoque un accident cardiaque, (histoire de saborder définitivement ses chances d'entrer au gouvernement ?). Lundi soir, on nous sort le malaise lipothymique.

Ce malaise serait dû à une sous-alimentation et un excès de sport, double phénomène que votre serviteur est heureux de ne pas risquer…

#28 – Août 2009 : Repos chez Belle-Maman

Allez Mr Le Président, de bonnes vacances chez Belle-Maman pour se requinquer à grand coups de pasta et de tiramisu, sinon comment allons-nous boucler cet ouvrage ?

#29 – Septembre 2009 : bidonnages, enfumages et cafouillages

Ouh j'ai peur ! s'exclame un banquier anonyme à la vue des gros yeux du Président, qui lui demande plus de fermeté dans l'allocation des bonus et plus de risque dans le crédit aux entreprises.

Ouh j'ai peur ! lui répond en écho un anonyme détenteur de compte en Suisse, ayant entendu que le gouvernement français disposait d'une liste de 3000 évadés fiscaux…

Qui vivra verra.

Hausse de 4,3 % des atteintes aux personnes et de 12 % des cambriolages chez les particuliers… j'ai la mémoire qui flanche : comment s'appelait ce Ministre de l'Intérieur qui prétendait s'occuper de la racaille au karcher, et qui affirmait que la police de proximité n'était pas là pour jouer au foot avec les jeunes des banlieues ?

Baliserait-on en haut lieu à l'approche des élections régionales ? Villiers, Chasseurs, tous se rallient petit à petit à la majorité présidentielle. Mais si l'on s'en réfère à la récente prétendue victoire de l'UMP aux Européennes : 28 + les 5% de Libertas = 33%.

Comme aurait pu dire l'ex : " Chelà fait deux Fanchais chur trois " … de l'autre côté !

" Mon espoir est que l'opinion française choisisse d'entrer dans son histoire future, lorsque la parenthèse actuelle sera refermée, à partir d'une vision située dans son avenir, et non à partir de ses affrontements ou de ses frustrations du présent. C'est l'objet de ce livre : concevoir un dessein national conciliant la générosité et l'efficacité et répondant aux aspirations de deux Français sur trois. "

Lors de la visite du nouveau Ministre de l'Education dans un supermarché, de braves ménagères qui se trouvent là " par hasard " témoignent à la télévision que les prix sont plutôt en baisse. Il s'avèrera quelque temps plus tard que ce sont des militantes UMP. Allez, soyons positifs, ça leur aura au moins appris à pousser un caddie.

La semaine suivante, lors d'une visite d'usine, les bons travailleurs qui meublent le décor ont été choisis en fonction de leur taille. En finir avec l'héritage de mes 68 (cm). Pathétique. Ce reportage de la RTBF est édifiant :

http://www.dailymotion.com/video/xae507_sarkozy-le-bidonnage-de-la-visite-d_news

Festival de cafouillages autour de la taxe carbone et du forfait hospitalier.

Le premier Ministre, grand fan de sports auto, l'annonce à 14€ la tonne de CO2, le Président répond aussitôt que rien n'est arbitré.

La Pétulante Roselyne annonce une augmentation du forfait hospitalier de 20% pour boucher le trou de la sécu. Rien n'est décidé, lui répond l'écho.

10 septembre 2009. Jour historique

A nouveau, l'Histoire est en marche. Enfin, l'histoire, pour la majuscule, nous aviserons plus tard. Façonnée par les communicants de l'Elysée, relayée par le Figaro et par TF1, une nouvelle page de l'histoire de la Sarkozye s'écrit sous nos yeux béats. Il y avait eu la création de la Sécu en 1946, l'abolition de la peine de mort en 1981, l'avènement de la CSG puis du RMI au début des années 1990. Dans la même lignée, dorénavant, j'ai nommée : " la taxe carbone ", pardon la " contribution climat-énergie ".

Au bout de 10 jours d'un insoutenable suspense, après avoir enfumé tout le monde y compris les Verts, le Président a arbitré : 17 € la tonne, juste ce qu'il faut pour ne rien faire, en prétendant agir, tout en humiliant un peu plus son Premier Ministre actuel, en déjugeant d'autant son possible successeur, actuel ministre de l'écologie, en ridiculisant la commission Rocard, en bafouant la défunte pantomime du Grenelle de l'environnement et en renvoyant Monsieur Hulot à ses vacances.

Et au passage, de souvenant qu'il avait si classieusement déclaré le 17 mars 2009 *" j'ai pas été élu pour augmenter les impôts moi, si on veut augmenter les impôts dans notre pays, hein, y'a tellement de candidats pour les augmenter, qu'vous aurez l'embarras du choix aux prochaines élections … alors si y'en a qu'ça les démange d'augmenter les impôts, i z'oublient qu'on est dans une compétition … ",*

http://www.wat.tv/video/sarkozy-ai-pas-ete-elu-pour-1bx2o_14e2h_.html

… le président du pouvoir d'achat décide de rembourser le produit de la taxe sous diverses formes passant par un crédit d'impôt sur le revenu.

Ce qu'il faudrait faire ? En premier, avoir le courage de réhabiliter l'impôt en vue d'une vaste réforme fiscale, incluant une composante écologique qui se ne se baserait pas uniquement sur la consommation de carburant mais qui intègrerait l'usage effectif d'équipements pollueurs et l'ensemble des combustibles fossiles… mais ceci est une autre Histoire.

10 septembre 2009. Jour hystérique

N'en pouvant plus après 4 jours de lutte acharnée contre sa direction, la rédaction de la Chaine " Public Sénat " laisse fuiter au monde.fr une vidéo accablante pour le ministre de l'intérieur.

http://www.lemonde.fr/politique/article/2009/09/11/qu-a-vraiment-dit-brice-hortefeux_1238863_823448.html

Accablante de bêtise, de beauferie et de cynisme, autant que de racisme. Festival de langue de bois umpesque dans les heures qui suivent pour couvrir le dérapeur. Circulez, y'a plus rien à voir.

La bravitude et les 35h au collège de Ségolène avaient fait bien plus de bruit… mais il est vrai que tout le monde s'y était mis, y compris les "camarades" de son camp.

Secte, mon amie.

On découvre soudainement qu'une loi est passée en mai 2009, interdisant la dissolution d'associations condamnées pour escroquerie. Emoi de façade dans la majorité présidentielle, la Ministre de la justice, le Président de l'assemblée, chacun y va de son couplet mêlant étonnement et détermination à ce que tout rendre dans l'ordre au plus vite.

Entretemps, l'Eglise de Scientologie, dont est membre rappelons-le l'ami Tom Cruise, est sauvée.

Rapport Stiglitz : le bonheur est dans l'après ?

Même si les propositions avancées sont jugées timides, le rapport de la commission Stiglitz, grandiloquent discours sarkozyen à l'appui, pose pleinement la question des vrais indicateurs de développement. Mais il n'y

a plus que les nouveau-nés, les naïfs, les porte-parole de l'UMP, ou les hypothétiques revenants d'un voyage sur Mars pour y voir un quelconque tournant.

Le sort réservé au Grenelle de l'environnement, au rapport Attali, à la commission Rocard sur la taxe carbone, a appris aux autres, espérons-le, à être moins crédules.

Beçonneries à la chaîne

Loi sur les tests ADN inapplicable, démantèlement fort médiatisé de la " jungle " de Calais (sans aucune alternative proposée aux migrants) : le Ministre de l'Immigration multiplie les sorties plus ou moins hasardeuses en ce début d'automne. Mais la Voix de son Maître ne dit rien, voire approuve, n'hésitant pas en l'occurrence à tourner une fois de plus sa veste. Tout juste se contente-t-il de râler et de déclarer que la loi était mal faite. Pour un peu comme tout mauvais manager, il va se sentir obligé de tout faire lui-même.

G20 = Gesticulations en Vain

Beaucoup de bruit autour des bonus, un peu autour des normes comptables et des agences de notation, bien peu sur les faits générateurs et sur les principaux facteurs de la crise, tels que les paradis fiscaux, les hedge funds, les ventes à terme, la titrisation, les produits dérivés, les stock-options, les normes sociales et environnementales. On s'attaque à grand bruit à l'effet ultime du système, en prenant bien soin d'épargner les vraies causes de la crise.

Clearstream : Coupable ?

Le principal prévenu, ex Premier Ministre UMP, se lâche dans les média et déclare à qui veut *l'entendre " Je suis ici par la volonté d'un homme, je suis ici par l'acharnement d'un homme, Nicolas Sarkozy, qui est aussi Président de la République Française. "*

Les aboyeurs UMP attaquent Villepin sur son physique en répondant sur le ton " un procès n'est pas le Club Med ".

Impitoyable Dame Nature : mieux vaut être dans la vie grand, mince, élancé, calme, élégant, capable de faire un footing sans flancher que petit,

laid, agité, vulgaire et fragile. NDLA : ceci est une généralité, je ne vise personne, pas même les auvergnats.

Lors d'un entretien télévisé mené par deux ectoplasmes accrédités, le Président déclare, à propos de cette même affaire " *"au bout d'une longue enquête, deux juges indépendants ont estimé que les coupables devaient être traduits devant le tribunal correctionnel…Eh bien moi, je vais vous dire une chose : je fais totalement confiance à la justice. "*

Nonobstant le fait, par ailleurs dramatique, que la justice est plus ou moins à sa botte, il commet ainsi un délit d'atteinte à la présomption d'innocence.

La majorité présidentielle est aujourd'hui nettement plus déchirée que le PS, ce déchirement est public et d'une violence jamais vue.

#30 – Octobre 2009 : Surprises et rebondissements

"*Il a pas free, il a rien compris " :* Le Président se déclare à nouveau *" assez sceptique et réservé sur le choix d'un quatrième opérateur mobile. "* Sa proximité avec le troisième d'entre eux, Bouygues, n'y est évidemment pour rien. C'est beau, le sens de l'amitié.

" On se fout du monde " déclare Alain Juppé au sujet des modalités de suppression de la Taxe Professionnelle.

Votation citoyenne pour la Poste : Dans toute la France, chacun peut aller s'exprimer pour ou contre le changement de statut de la poste. Plus de 2 millions de votants, et plus de 98% de NON. Echaudés par les promesses non tenues sur GdF, les Français ne croient plus leurs gouvernants lorsqu'ils déclarent que La Poste ne sera pas privatisée.

La réforme des lycées est annoncée, il ne reste presque plus rien de l'ex-réforme Darcos, c'est une reculade qui ne dit pas son nom.

Puis viennent coup sur coup deux affaires qui vont déstabiliser assez profondément la majorité. Les déclarations de Frédéric Mitterrand, rapidement éclipsées par la pseudo-élection de Jean Sarkozy, 23 ans, ex-apprenti acteur, étudiant en droit, fils de, à la tête de l'Etablissement Public d'Aménagement de La Défense.

Le même jour, Sarkozy déclare : *"Cela voulait dire désormais, que ce qui compte en France, pour réussir, ce n'est plus d'être bien né, pour réussir c'est travailler dur, et avoir fait la preuve par ses études, par son travail, de sa valeur. "*

Deux semaines d'agitation sur fond de népotisme, Lefèvre n'en peut plus d'allumer des contrefeux, il s'en prend aux média soupçonnés d'être partisans, alors que même Le Figaro, LCI et Europe1 se laissent aller à commenter sur un ton presque critique cette nomination.

Sarkozy nous concocte une visite éclair à Gandrange histoire de détourner un instant les projecteurs de son rejeton, et de rattraper sa boulette de la semaine précédente (il était passé tout près sans même faire le détour).

Déficit abyssal, " grand emprunt " aux contours assez flous : la grogne monte au sein des députés UMP.

Fin du procès Clearstream, où il apparait que le chef d'inculpation de Villepin est plus ou moins fondé : " absence de réaction ", et qu'il n'aurait pas été le seul à agir de la sorte. MAM par exemple aurait également "oublié" de réagir, mais en revanche elle n'a pas été inquiétée par ce procès.

La commission des finances de l'assemblée propose une taxe de 10% sur les profits bancaires. JF Lamour (ex champion olympique d'escrime, roi de la précision) se trompe de touche et du coup l'amendement est voté. Mais Madame Lagarde ne l'entend pas de cette oreille et dès le surlendemain, un nouveau vote met fin à cette taxe.

Dommage, pour un fois que ce gouvernement avait la possibilité de mettre ses actes en cohérence avec les discours grandiloquents de son Président…

Au détour d'une communication de la Cour des Comptes, on apprend que la " PFE ", l'inoubliable Présidence Française de l'Europe, a couté la bagatelle de 172 Millions d'Euros, soit deux fois plus que la moyenne des autres présidences tournantes, dont plus de 16 millions pour la journée consacrée au sommet de l'Union pour la Méditerranée.

Afin sans doute de reconquérir l'électorat de droite extrême à l'approche des régionales, Besson en remet deux couches :

- Une première par le retour au pays de trois afghans à la faveur d'une escale en France d'un charter britannique.
- Une seconde en lançant le " grand débat les valeurs de l'identité nationale, sur ce qu'est être Français aujourd'hui".

C'est le moment que choisit France 3 pour diffuser un passionnant film d'Yves Boisset sur Pierre Laval, un ex-socialiste passé de l'autre côté…

Dans la majorité, en cette fin octobre qui marque la moitié du mandat, ça grogne. Des courageux, Rama Yade, Martin Hirsch, François Baroin, Claude Goasguen, d'autres élus moins célèbres, n'ont pas peur d'exprimer leur désaccord avec ce qui se passe ou de tenter d'écorner le bouclier fiscal, rendons leur hommage.

Villepin, plus déchainé que jamais, a rassemblé un millier de ses partisans à la Maison de l'Amérique Latine, ça tangue en Sarkozye.

#31 – Novembre 2009 : Le début de la dégringolade

A peine le temps de souffler, et ça repart de plus belle :

Au Sénat, Raffarin organise le soulèvement d'une trentaine de ses confrères en pétition contre la réforme de la taxe professionnelle. Ils prétendent ne pas vouloir la voter en l'état.

Autour du " grand emprunt ", le conseiller du président convainc une soixantaine de députée UMP de faire monter la barre à 100 Millions d'Euros, alors que la commission Rocard-Juppé, soutenue par le Ministre des Finances et celui du budget, préconise 30 à 40.

Le Premier Ministre s'emporte à l'Assemblée en rappelant que le conseiller ne fait pas partie de l'exécutif.

Dans la foulée, il tacle sa Ministre des Sports qui s'était déclarée la semaine dernière opposée à l'abandon de la niche fiscale dite " Droit à l'Image Collectif " dont bénéficient les sportifs de haut niveau.

Ça flingue de partout.

C'est donc le moment de faire diversion et de sortir son Hortefeux, qui nous gratifie d'une proposition de couvre-feu ciblé sur des mineurs délinquants. Les compliments pleuvent à l'annonce de cette idée : incantatoire, démagogique, inapplicable …

6 novembre 2009, la mi-mandat.

Nous sommes vraisemblablement à J - 911 du second tour de la présidentielle 2012, au plus tard. Et à J - 897 en cas de victoire au premier tour.

On y croit.

Encore deux ans et demi, au plus, à tenir. Ségolène, Arnaud, Vincent, Manuel, Laurent, Martine, Benoit, Bertrand, François (H ou B), Dominique (SK ou de V), Daniel, Marielle, Cécile, Alain, et les autres, arrangez-vous comme vous le voulez, comme vous le pouvez, mais faites en sorte que ce pays retrouve tenue, dignité, respect, rigueur, espoir, confiance. Pensez à cela d'abord : à la paupérisation galopante, aux finances publiques, à la dette, aux générations futures, et à vos destins après.

Mais dès le lundi suivant, c'est Kouchner qui attaque Besson sur la question des charters d'expulsés vers l'Afghanistan.

Puis Eric Raoult se rappelle à notre bon souvenir en invoquant un imaginaire devoir de réserve du Prix Goncourt, qui s'était laissée aller à qualifier la France de Sarkozy de "monstrueuse " … en août, soit trois mois avant l'obtention de son prix ! Le Ministre de la Culture est obligé d'intervenir, fermement mais discrètement.

Et enfin c'est Pasqua qui se lâche contre Chirac et Villepin.

C'est alors qu'on apprend, en pleine commémoration des 20 ans de la chute du mur de Berlin, qu'il y était, notre Président, le 9 novembre 1989, avec son scalpel et ses petits bras musclés.

La preuve ? Tout le monde se souvient l'avoir vu, Fillon and C°, Juppé et Ulysse Gosset, correspondant de TF1, y étaient aussi parait-il.

Toutefois, Juppé ne sait plus, à deux ou trois jours près, quand ils y furent exactement Ulysse Gosset quant à lui, dit qu'il était à Moscou ce jour-là et qu'il a bien rencontré Sarkozy à Berlin, mais une semaine plus tard.

Entre nous, l'ouverture de la frontière Est-Ouest a été autorisée presque par mégarde, vers 19h00 ce 9 novembre, à l'issue de la conférence de presse de Günter Schabowski, responsable du parti communiste est-allemand. Alors, Sarkozy-qui-a-du-flair était là-bas car il savait ce qui allait se passer ? Ou bien il a demandé à son copain Tapie comment faire pour aller très vite d'un point A à un point B ? Ou bien il nous pipote ? Navrant de puérilité et de ridicule.

Même Bernard Laporte s'y met en nous infligeant ses mémoires. Une histoire de gens bons ?

Sur ce, le magazine américain Forbes publie son classement annuel des personnalités les plus influentes du monde :

- 1er : Barack Obama
- 25° : JC Trichet
- 47° : Dominique Strauss-Kahn
- 52° : Bernard Arnaud
- 56° : Nicolas Sarkozy.

Forbes souligne les multiples et récentes affaires personnelles le concernant, ainsi que sa propension a trop dépenser l'argent public dans un mode de gouvernance "socialist-style".

http://www.forbes.com/lists/2009/20/power-09_Nicolas-Sarkozy_J3LK.html

Elle est chouette, sa " France d'Après ", une vraie réussite.

La diversion-improvisation du jour : la proposition de transférer les cendres d'Albert Camus au Panthéon. Tout petit bruissement médiatique, les héritiers s'y opposent, fermez le ban.

Fillon sifflé au congrès des Maires de France, qui protestent contre la façon dont les réformes de la taxe professionnelle et des collectivités territoriales sont menées.

Le Président Sarkozy se dérobe et part en visite en Arabie Saoudite.

Pourtant en 2008, à ce même congrès : *" Et en même temps vous dire que c'est un rendez-vous, le vôtre, que je connais bien, auquel j'ai participé souvent et je n'imagine pas qu'un Président de la République puisse s'exonérer d'entendre ce qu'ont à lui dire des maires de toutes les tendances politiques et de toutes les régions. "*

Il compensera deux jours plus tard en convoquant quelques centaines de maires UMP à l'Elysée pour un nième happening médiatique.

Allez, on zappe, dès la semaine suivante on se souvient que les élections régionales ne sont pas bien loin, et qu'il est grand temps de revenir au premier des fondamentaux, j'ai nommé "La sécurité des Français". Déplacement en banlieue à grands renforts de sirènes et de caméras.

Le discours s'intitule "Agir pour la sécurité des Français", et l'amalgame est terrible : *" Tant que je serai Président de la République, n'accepterai pas une régularisation globale de ceux qui n'ont pas de papiers ".*

http://www.ouest-france.fr/actu/actuDet_-Sarkozy-contre-une-regularisation-massive-des-sans-papiers_39382-1165848_actu.Htm

" Tant que je serai Président de La République … "

1/ ça veut dire qu'un jour il ne le sera plus, et ça c'est déjà un bonne nouvelle

2/ ça laisse entendre qu'après, il pourrait y être favorable. Et si l'on pousse un peu le bouchon, ça pourrait même vouloir dire qu'il y était favorable et que c'est la pression de la gauche libertaire qui l'en a aura empêché pendant son mandat.

Dans un français impeccable, il poursuit : " *Tous ceux qu'on prendra pas sur le fait, on les prendra par les éléments de train de vie, les voitures, les montres...*"

Tremble, carcasse, ton train de vie te trahira ! Si tu organises des réceptions au Fouquet's ou si tu passes tes vacances sur le yacht d'un copain, tu risques de te faire gauler par la patrouille !

Plus personne ne se souvient qu'il devait exister un " Plan Marshall des banlieues ", porté par une Secrétaire d'Etat à la Ville devenue bien soumise, et absente ce jour-là.

Henri Proglio nommé à la Présidence de l'EDF, qu'il cumulera avec celle de Veolia. Dans le clan des copains, tout va bien.

Clou du spectacle, la proposition de l'ex-championne du gnangnan radiophonico-pédiatrique sur une loi anti-fessée. Histoire d'interdire également les coups de pied au c… qui se perdent ?

#32 – Décembre 2009 : Jeunes, pop et ringards

En cette fin d'année, le nauséabond débat sur l'identité national est bien installé dans son statut de déversoir de la haine ordinaire. Quelques sous-beaufs de service se répandent en propos directement issus des WC du premier café du commerce venu.

" Etre français, est-ce que c'est devoir parler français, chanter la Marseillaise, lire la lettre de Guy Môquet? Non, ça, c'est être con! " résume parfaitement Eric Cantona.

On peut signer une pétition demandant la suppression du Ministère de l'Identité Nationale et de l'Immigration.

Sarkozy espère pouvoir jouer les Zorro au sommet de Copenhague, mais Obama annonce qu'il sera finalement présent lors de journées de clôture pour lui ravir la vedette.

Donc, ne reste plus qu'à faire le malin dans les dîners en ville. Ici il rassemble les donateurs du premier cercle de l'UMP, à savoir ceux qui cotisent au-delà de 3000 € par an, et il leur promet bien évidemment de ne pas toucher au bouclier fiscal. Là il se gausse d'être le DRH du PS. *" Eh bouffon, au PS tu ne tiendrais pas 5 minutes, tes camarades auraient vite fait de te dézinguer "*, rétorque une voix dans le lointain.

Tout à son œuvre de se venger de ces études supérieures et ces grandes écoles qui lui ont si obstinément tourné le dos, le Président tente d'affaiblir les filières scientifiques en supprimant l'Histoire-Géo des programmes de Terminales S. Comme d'habitude, aucune concertation, tollé.

Sur ce sort le clip lipdub des " jeunes populaires ", dans lequel Rachida, Valérie et les autres, tous bourrelets dehors, tentent de ravir la vedette à Mireille Matthieu. Voilà donc à quoi le gouvernement passe son temps pendant que se creusent les déficits, que se détruisent les emplois, que se délite le système hospitalier, que s'appauvrit l'Education Nationale et que les SDF s'accumulent sur les trottoirs. Grotesque, pitoyable, ridicule, puéril, nul, indécent. Amateur en plus comme d'habitude, puisqu'ils se font pincer sottement à propos des droits d'auteurs de la chanson support du vidéo-clip.

Dans la même veine, notons ce clip de l'UMP pour les régionales, vantant la France " modèle " à grands coups d'images made in USA. " Le retour de Sarkozy l'américain ", à moins que ce ne soit une fois encore " Les non-pros vous saluent " ?

Jouez hautbois, résonnez musettes, le grand emprunt est arrivé ! Rappelons tout d'abord que son montant de 35 Milliards d'Euros, est équivalent au manque à gagner d'un peu plus de deux années de loi TEPA. C'est historique bla bla bla, jamais l'état n'a autant investit dans les universités bla bla bla, se complait la versaillaise ministre-candidate-aux-régionales Valérie Pécresse.

" C'est une dotation en capital, qu'elles devront faire fructifier " déclare-t-elle en substance sur France Inter peu de temps avant Noël. Tiens donc, faire fructifier ? Mais comment ? A l'américaine, en faisant payer les étudiants 30 à 50000 $ par an ? Ou bien encore en les privatisant dans quelques années ? A suivre…

Très belle gaffe d'un sénateur centriste qui se trompe de bouton et fait capoter pour un temps la loi sur le redécoupage électoral.

Ridicule gaffe de Rachida au Parlement Européen, surprise par une chaine de télé alors qu'elle confesse son ennui à l'une de ses amies.

Grosse gaffe bien blague-blanc-beauf de la gloussante Morano : *" Moi, ce que je veux du jeune musulman, quand il est français, c'est qu'il aime son pays, c'est qu'il trouve un travail, c'est qu'il ne parle pas le verlan, qu'il ne mette pas sa casquette à l'envers ".*

Le clip, les gaffes, on finirait presque par le plaindre notre pauvre Président, d'être entouré d'une telle bande de bras cassés. M'enfin bon, on n'a l'entourage qu'on mérite...

C'est alors que ressort cette terrible histoire de l'attentat de Karachi, dans laquelle le duo Balladur-Sarkozy se retrouve au centre de la tourmente, attaqué pour corruption par six familles de victimes.

En ligne http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/karachi-balladur-sarkozy-la-66802

Et pour finir en beauté cette année 2009, le conseil constitutionnel retoque la loi sur la Taxe Carbone *" contraire à l'objectif de lutte contre le*

réchauffement climatique et créant une rupture de l'égalité devant l'impôt.", tant les lobbies industriels l'avaient dénaturée.

Amateurisme à son comble, ou suprême perversité d'un régime qui ne voulait finalement pas de cette taxe ?

#33 – Janvier 2010 : Place aux copains

En fin d'année dernière, nous évoquions au figuré le déchaînement tragicomique des bras-cassés de la majorité présidentielle. On ne saurait résister à la tentation de noter que le premier conseil des ministres de l'année nous en montre certains au sens propre même-si, convenons-en, ces deux- là (Laurent Wauquiez et Frédéric Mitterrand), ne sont pas les pires. Souhaitons-leur un rapide rétablissement.

Toujours au chapitre " pas de chance ", le changement de cap du gouvernement sur la politique de vaccination contre la grippe H1N1 : annulation de commandes, accès via le généraliste. On calme le jeu et on banalise. Relation de cause à effet avec la non-candidature de la ministre aux régionales, ou ajustement normal ?

Bien plus grave est l'état de notre république et de son régime hyper présidentiel. Des séances de vœux surréalistes, prétexte à je ne sais quel forum ou colloque de ceci ou de cela, montés de toutes pièces pour mettre en scène une fois de plus le Président et les pages d'Histoire qu'il croit écrire chaque semaine. Il se contente en fait de réécrire son histoire à son avantage. Pour seul exemple cette thèse défendue sans cesse, selon laquelle la France se sortirait de la crise mieux que ses voisins : " *Si nous avons évité le pire, c'est parce que nous avons décidé d'agir et non pas d'attendre…* " Déclare-t-il à Cholet le 6 janvier lors des " Vœux aux forces économiques ".

Désolé M. le Président : si le pire a été évité, c'est parce que ce modèle social, que vous n'avez eu de cesse de vilipender et de détruire depuis tant d'années a tenu bon. Si le pire a été évité, c'est parce que vous n'avez pas eu le temps matériel d'implanter en France le modèle ultra libéral néo con de Reagan, Thatcher et Bush dont vous vous revendiquiez tant durant la campagne présidentiel. Tel l'opportuniste de Dutronc, tel le Tartuffe moyen, vous avez retourné votre veste du bon côté et feignez d'être le sauveur.

Et puisque vous revenez sur " *les décisions qui se sont avérées être les bonnes décisions malgré les polémiques…* " et vous targuant *d'avoir " évité le pire : une faillite de l'ensemble du système bancaire* ", pourquoi vous être contenté de prêts à ces banques, en vous satisfaisant tel un usurier de ce que cela rapporterait en intérêts, au lieu de redonner un chance à la

collectivité en les nationalisant ou au moins en y imposant une participation significative de l'Etat ?

Pourquoi avoir cédé du Medef en détaxant les heures supplémentaires et en renforçant le bouclier fiscal ? Cela n'a rien relancé du tout. Pourquoi avoir cédé au lobby de la Restauration en réduisant le taux de TVA ? Cela n'a fait baisser aucun prix ou très peu, ou alors au détriment de ce que l'on trouve dans son assiette.

Prise de participation de l'état dans les banques assistées, abrogation de la loi TEPA, maintien de la TVA à 19,6% dans la restauration : trois actes de courage politique à côté desquels vous êtes passé, trois actes qui certes ne solutionnaient pas tout mais auraient en tout cas arrangé les comptes publics de quelques dizaines de milliards par an. Sans oublier que pendant ce temps-là, l'industrie s'écroule par la faute d'une Europe devenue libérale et impuissante, incapable de s'imposer. Une politique industrielle nationale, gonflée de patriotisme économique et laborieusement portée par des serviteurs zélés n'y suffira pas, et vous le savez. Cela s'appelle entre autres le sens de l'état, le sens de l'intérêt commun, et non le sens de son clan. Ce n'est pas ce bon Philippe Séguin, qui a quitté la scène prématurément cette semaine, qui vous l'aurait reproché, loin de là.

32% de satisfaction dans les sondages, le verdict est sans appel.

Dans l'indifférence quasi générale, la tournée des vœux présidentiels se poursuit. Drapeaux, pupitre, discours convenu, public docile, l'exercice est totalement industrialisé, à la différence du pays qui lui, l'est de moins en moins.

Xénophobie administrative plus ou moins rampant, excès de zèles inspirés du bessonisme ambiant ? Le fait est que de plus en plus de citoyens français, nés à l'étranger, ou de parents naturalisés français depuis plusieurs dizaines d'années, doivent apporter les preuves de leur nationalité lorsqu'ils doivent faire renouveler leur passeport.

Puis revient le temps des copains avec l'annonce du double salaire de Proglio, qui préside à la fois EDF et Veolia. Mais de quoi se plaint-on ? Travailler plus pour gagner plus : enfin une promesse tenue ! " Sans aucune pression " (autre que celle d' l'opposition, des media et de la population sondée et re-sondée), Henri Proglio renonce " spontanément " à sa double rémunération. Mais demeurent le conflit d'intérêt inhérent au cumul des

fonctions, nanti d'une retraite chapeau de plusieurs millions d'euros chez Veolia, ceci expliquant sans doute cela. Le gouvernement réalise alors que les élections approchent et opèrent un lâchage en règle. Madame Lagarde, et son ministre-du-budget-trésorier-de-l-ump, déclaraient encore la semaine précédente que tout cela était normal compte tenu de la valeur et des compétences de l'individu, dans un contexte international où on risque de nous le piquer et bla bla bla. Volte-face le 25 janvier puisque tout d'un coup, ce cumul n'est plus que temporaire, aux dires des mêmes ministres.

Cette dernière semaine de janvier, qui culmine le 28 avec l'anniversaire présidentiel, et dont on ne comprend pas encore pourquoi à ce titre elle ne figure pas dans les manuels d'histoire, sera tout sauf une partie de plaisir pour son supposé héros.

Lundi 25, Sarkozy face à onze Français choisis par TF1. Affligeant, pitoyable, le Président se contente de répondre sur des cas personnels, comme dans une permanence d'élu municipal un samedi matin. Certes il a bûché ses dossiers, il est incollable sur le prix du litre de lait ou sur le salaire de l'infirmière, mais chacune de ses réponses sonne le faux, le désarroi et l'impuissance. Sa suggestion de faire des heures supplémentaires pour que la caissière gagne plus tombe à plat, son ton velléitaire ne passe plus, même lui semble réaliser qu'il est déjà dans la deuxième partie de son mandat, que tout ce qu'il promettait s'inspirait d'un modèle qui a failli, et que partout, y compris sur TF1, on l'attend au tournant et que plus rien ne lui sera épargné..

Comme un malheur n'arrive jamais seul, la justice dans un sursaut d'indépendance relaxe Dominique de Villepin dans l'affaire Clearstream. Happy Birthday, Mister Président ! Il n'en faut pas plus à notre ex-chantre du CPE pour fixer son regard sur 2012 et déclarer dans un français châtié qu'il est là pour " servir son pays ".

Et pour finir cette semaine, sinistre pour les uns, prometteuse pour les autres, le lancement officiel de la campagne des régionales révèle un immense malaise au sein de l'UMP : 60% seulement de votes favorables lors du conseil national de ratification des listes. Un taux de déchirement digne du PS, qui reflète les inquiétudes et le mécontentement de bon nombre des dignitaires du (futur-ex ?) parti unique de la majorité.

Majorité : pour combien de temps encore ?

#34 – Février 2010 : Piteux débat

Comme un air de printemps ?

En cette première semaine de février, plus précisément le 4 du mois, trois titres en une de l'actualité :

Pour la deuxième fois en quelques jours, bisbilles entre la Ministre de la Justice et celui de l'Intérieur. La semaine dernière, elle lui rappelle que ce sont les députés et pas lui qui font la loi. En l'occurrence : le zélé blagueur auvergnat venait d'annoncer sur TF1 une nième et redondante loi sur la sécurité des personnes âgées, élections approchantes obligent. Cette fois-ci, elle lui reproche que ses policiers ne travaillent pas assez alentour des stades.

Le parquet de Paris confie à des policiers financiers la conduite d'une enquête pour corruption, relative à l'attentat perpétré à Karachi en 2002 contre des ingénieurs français. *" Ridicule…. Soit y'a des éléments donnez-les-nous… grotesque … qui peut croire à une fable pareille"*, avait commenté le Président en juin dernier à Bruxelles en réponse à la question d'un journaliste de l'AFP.

Un sondage TNS Sofres Logica promet une déculottée à la majorité lors des régionales de mars

Deux jours plus tard, c'est l'hebdomadaire Marianne qui pronostique un 52-48 en faveur de DSK en 2012.

Piteuse clôture du débat sur l'identité nationale, sous la forme d'un séminaire gouvernemental qui accouche de propositions bouleversifiantes du style " un drapeau tricolore pour chaque école " ou un " livret citoyen " pour chaque bambin. A quand le pin's " Marianne " pour les élèves méritants ?

Voyage éclair du Président aux Antilles et en Guyane. En plein carnaval, histoire de ne déranger personne !

Le 19 février, une jeune femme entre dans un commissariat pour déposer plainte contre son mari violent. Les gendarmes lui confisquent son passeport et l'expulsent.

" À chaque femme martyrisée dans le monde, je veux dire que la France offre sa protection en lui donnant la possibilité de devenir française ".

N. Sarkozyen campagne électorale à Paris le 29 avril 2007.

Sans commentaire.

Elections régionales : Sordide pataquès déclenché par l'UMP du Val d'Oise, qui croit avoir démasqué en son concurrent tête le liste du PS un repris de justice. Lamentable confusion due à une homonymie. Les responsables locaux sont rapidement obligés d'avaler leur chapeau. Silence, et sans doute grand abattement, au château.

" Le chômage va baisser " a dit le Président

" Le chômage va augmenter " prédit le Premier Ministre.

Il est des jours où l'on regrette Edgar Faure…

#35 – Mars 2010 : Raclées régionales

Entendu le 25 janvier dernier sur TF1 à propos des élections régionales :

Laurence Ferrari : "*Allez-vous vous impliquer dans cette campagne ?*"

Nicolas Sarkozy : "*Ce n'est pas le rôle du président de la République.*"

Et pourtant…

Paris, 2 mars : Remontée de Bretelles à la candidate UMP en Ile de France

Marignane, 4 mars : Discours sur l'industrie en compagnie des candidats locaux

Pontarlier, 9 mars : Discours sur la Formation professionnelle en compagnie des candidats locaux

Sans oublier la table ronde sur l'Agriculture tenue le 6 mars à l'occasion de la clôture du Salon marquée par une visite en catimini dès potron-minet, à une heure si matinale qu'aucun militant UMP n'a été convoqué pour meubler le décor ! Tout cela pour céder à la revendication catégorielle portant sur le quasi défunt Grenelle de l'Environnement.

Revenons quelques instants sur le fond et sur les " Etats généraux de l'industrie ".

Oublions le nième coup de pied de l'âne porté aux 35 heures dans ce discours (tous les pays européens s'alignent progressivement sur une réduction du temps de travail, même Mme Merkel.) et la sempiternelle référence à Alstom comme à chaque fois qu'il parle de l'Industrie.

J'évoquais le fond, mais où est-il ? Les deux-tiers du discours rappellent des évidences sur la désindustrialisation, le coût du travail, la Chine, sur ce qui se fait ailleurs (enfin, parait-il, cf. Marianne n 672 et son dossier consacré aux mensonges de Sarkozy).

Puis s'en suivent des coups de menton à l'encontre de tel ou tel industriel qui produit à l'étranger, ou sur le rôle de l'état-actionnaire (cocasse de la part d'un chantre du libéralisme).

Le discours se conclut par l'annonce de mesurettes portant sur l'imposition des brevets et le Crédit Impôt Recherche, une " semaine de l'industrie ", une prime à la relocalisation, une marque " France ", des visites de Lycéens.

Bref, après le pin's Marianne évoqué le mois dernier, place au pin's " Elle est-y pas chouette mon industrie " ?

Face à cela, le PS a proposé le 22 février dernier, dans un silence médiatique assourdissant, une série de 54 mesures pour la politique industrielle en France et en Europe, vers un modèle de production social-écologique, en résumé :

- Créer un Pôle public d'investissement industriel (2P2I).
- Moduler l'impôt sur les sociétés en fonction des bénéfices réinvestis ou versés sous forme de dividendes.
- Repenser le ciblage stratégique du crédit impôt recherche et le réorienter vers les PME.
- Elaborer une politique de filière en sélectionnant les domaines les plus porteurs et en réglementer les relations entre donneurs d'ordre et sous-traitants
- Favoriser une meilleure information aux consommateurs, par un étiquetage approprié des produits
- Transformer la gouvernance des pôles de compétitivité, en donnant
- un vrai rôle d'orientation stratégique à l'État et aux régions.
- Décourager les fermetures de sites pour des raisons financières.
- Promouvoir la création d'un grand ministère européen de l'Industrie
- Réorienter les politiques européennes pour créer un cadre macroéconomique et financier adapté au développement de l'industrie et pour lutter contre le dumping fiscal, social et environnemental au niveau européen.

L'intégralité du rapport est téléchargeable : http://www.parti-socialiste.fr/sites/ps/files/Rapport_Industrie_fevrier_2010_resume.pdf

Puis arrivent les régionales.

" Que la mandale est belle " titre le Canard Enchaîné en un hommage croisé à Jean Ferrat et aux résultats du premier tour.

Au soir de ce premier tour, déni total sur tous les plateaux de TV, où les apparatchiks de l'UMP débitent mécaniquement les " éléments de langage " façonnés au château. " rien n'est joué " ; " Mais regardez-moi ça, ces accords d'union concoctés en une nuit entre les verts et le PS, ça ne tiendra pas. Nous, nous sommes unis ". " Avec un tel niveau d'abstention, le résultat n'est pas significatif ". A ceci près que, lors des élections européennes en juin dernier, avec non pas 53% mais 60% d'abstention, les 27% de l'UMP étaient qualifiés de grande victoire. Pauvres gens.

Le malheur veut qu'un gendarme soit assassiné en Seine et Marne. Le Président se déplace, promet que les coupables seront sévèrement châtiés et reparle de peine automatique incompressible de 30 ans, ce qui ne nécessiterait rien de moins que l'abrogation de l'article 8 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme. Pauvres gens.

Le lendemain, en une quête désespérée des votes FN, le Premier Ministre lors d'une réunion électorale à Paris, entonne lui aussi le couplet sécuritaire : *"Des voyous ont violemment caillassé des policiers qui procédaient à un contrôle routier, l'un d'entre eux vient de décéder"*. Mais voilà, le policier en question n'était que dans le coma et en est d'ailleurs heureusement sorti. Pauvres gens.

La suite de l'entre-deux tours est tout aussi pitoyable : un Premier Ministre à la mine pâle en pseudo-leader d'une majorité en voie de décomposition, une ou deux visites présidentielles en province chez tel ou tel sarkozyste prétendument bien placé, jusqu'à cet entretien accordé au Figaro Magazine, dont la parution est comme par hasard avancée d'une journée.

Mais rien n'y fera : Au soir du deuxième tour, c'est une défaite magistrale, cuisante, historique, la plus violente infligée à une majorité sous la V° République. 55% pour la Gauche, 35% pour l'UMP, 10% pour le FN.

Un score historique jusque dans les Hauts-de-Seine, fief de la Sarkozye, où la gauche unie et solidaire devient majoritaire. Comme quoi : Tout est possible !

Les communicants conseillent cette fois-ce de reconnaitre la défaite. Seule Nadine Morano persiste en déclarant que " L'Alsace, La Réunion et la Guyane, on ne peut pas appeler cela un échec total. ".

Mais surtout le maître-mot semble être ***" Si les français ont voté ainsi, c'est parce qu'ils estiment que les réformes ne vont pas assez vite, pas assez loin ".***

On retrouve ici la vieille antienne libérale, que d'aucuns qualifieraient d'autiste, qui consiste à faire croire que si une politique foire continument depuis un certain temps, ce n'est pas en raison de sa stratégie sous-jacente ou de son contenu, mais bien parce qu'on n'en fait pas assez.

Le fait que cette stratégie s'inspire d'un modèle ultra-libéral, basé sur l'endettement, et qui, rappelons-le, a explosé avec fracas il y a dix-huit mois, qui privilégie les catégories les plus aisées avec le bouclier fiscal, qui prive l'état de revenus conséquents et de ressources vitales (dans l'enseignement, la justice, les hôpitaux, la police, la justice), et qui ménage une belle place aux proches (le fiston Jean, le copain Proglio), tout cela n'y est pour rien sans doute !

S'ensuivent l'abandon de la taxe carbone et un remaniement a minima offrant un siège à un chiraquien et un autre à un (futur-ex ?) villepiniste.

Jusqu'à cette incroyable déclaration du mardi 23 mars : ***" Rien ne serait pire que de changer de cap. "***

Le soir même, le Premier Ministre, dont la cote dans les sondages est au plus haut, se voit interdit de JT sur TF1 par le chef. Puis le lendemain dans la presse, c'est la Ministre de l'Environnement qui se déclare "désespérée" par l'abandon de la taxe carbone. "Le Medef a planté la taxe carbone". Là encore, sévère recadrage du chef lors d'un point presse à Bruxelles. Ambiance...

Pour couronner le tout, ce bon Villepin annonce de façon grandiloquente la création de son Parti Politique le 19 juin prochain. Il y aurait même des

signes prémonitoires d'annonce de début d'un projet de frémissement de début d'émancipation chez certains centristes. Ouh là là !

En ce début de printemps, la Sarkozye est en déconfiture, son grand timonier est au fond du trou, il l'a bien mérité. Tout mouvement l'y enfonce un peu plus.

On ne peut s'empêcher de penser à ce mythique dialogue dans le film "La Chèvre" entre un Campana-Depardieu péremptoire et un François Pignon - Pierre Richard ensablé jusqu'aux genoux tel un promeneur pris dans les sables mouvants.

Campana : "Il n'y a pas de sables mouvants dans la région"

Pignon : "Ben si vous voulez mon avis, il est temps de les signaler"

J- combien ? Ça va être long … mais il nous reste si peu de temps !

#36 – Avril 2010 : Toujours plus bas !

Apres un si terrible mois de Mars, Avril ne pourrait que marquer le début de la remontée, n'est-ce pas ?

Avec au menu, pour démarrer, un voyage aux USA avec en point d'orgue un dîner privé chez Obama. Mais voilà, quand ça ne veut pas, ça ne veut pas. Le voyage fait un flop, les journalistes français y sont non grata et les journalistes américains remarquent à peine ce Président qui en visite un autre. Tellement peu qu'un journal américain le baptise " Prime Minister ".

De retour en France, il doit faire face à des feux de toutes parts, des députés de sa propre majorité, craignant pour leur réélection en 2012, ayant décidé de mettre à mal le bouclier fiscal, symbole de l'idéologie sarkozyste version 2007.

Décidément, quand ça ne veut pas… dans la famille " Sarkozy ", je voudrais le Père. Supplice du Pal pour Nico, avec la publication d'un best-seller dans lequel le Papa, encore vert, raconte diverses frasques.

Puis vient, ou revient plus exactement, dans un même registre : la rumeur. Rumeur concernant la vie privée du couple présidentiel. Elle avait pointé le bout de son nez puis s'en était repartie il y a quelques semaines. Mais cette fois ci, c'est l'Elysée qui déclenche les opérations. On parle de complots, de mouvements financiers, on accuse Rachida et on lui retire sa deuxième voiture de fonction. Intervention de Carla sur Europe1, la pauvre s'acharne à répéter qu'ils sont au-dessus de cela, que Rachida n'y est pour rien et qu'aucune enquête n'a été déclenchée. Perdu ! Les RG la démentent instantanément sur ce dernier point.

Bref, la farce devient une affaire d'état, en en passant, le Président, à nouveau branché sur le tout-à-l 'ego, n'hésite à mobiliser des moyens publics pour gérer ses affaires privées. Violent retour de bâton, enfoncement d'un cran supplémentaire dans les sables mouvants. En revanche, du côté des copains du Fouquet's, tout va pour le mieux : Paris en ligne, France Télévision, c'est noël avant l'heure, personne n'est oublié.

Suite à la tempête Xynthia qui a frappé les côtes vendéennes en février, le Président a déclaré qu'il fallait empêcher que de telles situations catastrophiques puissent se reproduire. Sa toute-puissance ayant des limites, il n'a quand même pas annoncé une loi interdisant les tempêtes. A

défaut, il envoie les préfets des départements concernés proclamer, tels des Rambo, que dans les zones dites " noires ", toute construction devra être détruite. Tollé dans la population locale, on hurle au manque de concertation et à l'incompétence des pouvoirs publics. Sur ce débarque le bon ministre Borloo entouré de sa Secrétaire d'Etat à l'environnement et de son Secrétaire d'Etat aux transports (tous deux encore tout auréolés d'exploits récents : rumeur pour l'une, 60-40 par Ségolène pour l'autre). Et hop, le peuple et les media n'avaient rien compris, les zones noires deviennent des " zones de solidarité ", on ne parle plus de destructions massives, etc. Une fois de plus, une seule expression vient à l'esprit : " Bande de clowns ". Tristes.

Occultée un temps par les cendres d'un volcan islandais, l'actualité politique reprend vite le dessus sous la forme d'une déclaration et d'une rechute présidentielle.

La déclaration : En visite dans le 9-3 pour y installer le nouveau préfet, un vieil ami de confiance, Sarkozy nous ressert le discours sécuritaire façon *" Scrogneugneu, on va voir c'qu'on va voir, c'est pas les voyous qui font la loi, pas une cage d'escalier n'échappera à la police, blablabla, blablabla".* Le même discours qu'en 2006/2007 lorsqu'il était candidat. Le même discours qu'en 2002/2003 lorsqu'il était Ministre de l'Intérieur. Le même discours qu'en 20013/2014 lorsqu'il sera dans l'opposition ? C'est tout comme une chanson de Mireille Matthieu : le temps a beau passer, ça irrite, ça hérisse, ça insupporte comme au premier jour.

La rechute. En voyage en Savoie pour y commémorer le cent-cinquantenaire de son rattachement à la France, le Président déclare " Fais-pas l'malin toi ", à un pauvre hère qui essuyait ostensiblement la main sur son sweat-shirt après qu'elle ait serré celle du Président. Un geste décalé, et une remarque qui ne l'est pas moins. Le soir même, les media entonnent un de leur couplet préféré sur les difficultés récurrentes du Président à prendre de la hauteur.

Et je passe tellement j'en suis las sur les fanfaronnades d'un ministre zélé qui prétend pouvoir déchoir de sa nationalité française un épicier nantais un tantinet bling-bling dont femme et maîtresses sont voilées et motorisées.

Cela va faire 3 ans que la rupture est en marche, sur le plan social comme sur le plan économique ou sur celui de la sécurité, les résultats ne sont pas là, le président est au plus bas dans les sondages, sa majorité se fissure de toutes parts.

2 ans. C'est long.

" Etre optimiste ne sert à rien, il faut être pessimiste, actif, indigné et se mobiliser "

Stéphane Hessel sur France Inter, le 24 Avril 2010.

#37 – Mai 2010 : L'heure de la retraite ?

Ce mois de mai débute par un long moment de silence. Pendant plusieurs jours, on n'entend ni ne voit Sarkozy dans les media. Seul compte le raid des spéculateurs sur la Grèce et sur l'Euro. Il semblerait que le Président ne bouge pas, ne parle pas.

A la sortie du Conseil des Ministres du 7 mai, les brailleuses et brailleurs de service exhibent fièrement une brochure bleu-blanc-rouge modestement intitulée " 3 ans d'action au service des Français "

Voir sur le site RUE89 " Trois ans de Sarkozy : les contrevérités du bilan de l'Elysée "

Il apparait de plus en plus que ces prétendues réformes, au titre souvent trompeur, ne sont pas si radicales qu'elles tentent de le laisser croire. Lire à ce propos le livre de Thomas Legrand " Ce n'est rien qu'un président qui nous fait perdre du temps "

Attendons-nous à un joli tintamarre dans deux ans lorsqu'il s'agira de vanter les " succès " de 5 ans d'action.

Or donc, silence, même pas une apparition sur le perron de l'Elysée lors de la libération d'une otage. Que se passe-t-il ? Il se présidentialise ? Il prend du recul ?

Rien de tout cela. Il suffit en fait de passer quelque temps loin de l'hexagone pour réaliser qu'effectivement, ce n'est rien que beaucoup de bruit dont les échos s'estompent rapidement dans l'espace. Souhaitons qu'il en soit de même dans le temps, et le plus rapidement possible.

Ce mois se poursuit avec la saga de la réforme des retraites, dernière œuvre majeure du quinquennat parait-il. Dernière chance avant le total fiasco, espère-t-on dans la majorité.

Une communication savamment organisée, mais issue d'une logique tellement prévisible que l'on est en droit de se demander qui peut encore y croire. Sondages, reportages, articles, fuites plou ou moins organisées, comptages divergents du nombre des manifestants : tout l'attirail besogneux de l'intox et de la manipulation d'opinion est déployé pour reculer l'âge légal de la retraite au-delà de 60 ans et déclarer au soir du 26 mai que " la réforme est largement approuvée par les français ".

Bien évidemment le PS saute à pieds joints dans le plat et ne perd pas une occasion de se déchirer voire de se ringardiser autour de la notion, dogmatique pour les uns, symbolique pour les autres, de retraite à 60 ans.

C'est bien regrettable. Lors des ateliers ou universités d'été en septembre dernier, nombre des participants s'accordaient pourtant à penser qu'il serait plutôt judicieux de ne pas chercher de clivage autour de cet âge légal mais de travailler plutôt sur le fond : durée de cotisation, pénibilité, financement par la fiscalité etc. La contre-réforme existe, mais elle est éclipsée par la bataille des éléphants sur fond de primaire présidentielle.

>> Retraites: toutes les propositions du PS ici :

http://www.parti-socialiste.fr/retraites

Côté Sarkozy guère plus de cohérence, à bien y regarder :

En 1993, *" J'ai voté pour la retraite à 60 ans "* déclare-t-il à la télévision. La loi a été votée en 1981, il est devenu parlementaire en 1982, mais un an avant il était déjà en mesure de voter pour. C'est sans doute ce jour-là qu'il

a également réservé sa place dans l'avion du 9 novembre 1989 pour Berlin …

En 2007, il déclare à nouveau que *" Le droit à la retraite à 60 ans doit demeurer ".*

Cela ne l'empêche pas de déclarer en 2008 qu'il n'a "pas de mandat" pour réformer les retraites, car il n'en a "pas parlé" dans sa campagne.

Les mensonges sont tellement imbriqués les uns dans les autres que l'on finirait presque par s'y perdre.

Mais tout d'un coup, tout le monde s'en foot puisqu'il parait que c'est grâce à lui que la France remporte l'organisation de l'Euro 2016. Panem et Circenses…

Le mois se termine par une vraie-fausse polémique autour des déclarations de Martine Aubry lors de la convention du PS le 29 mai.

"Alors, j'entends bien M. Sarkozy nous donner des leçons en matière de gestion. (…) J'ai un peu l'impression, quand Nicolas Sarkozy nous donne des leçons de maîtrise budgétaire, c'est un peu Monsieur Madoff qui administre quelques cours de comptabilité".

Aussitôt, le tintamarre lefevro-moranesque se remet en marche, relayé par des journalistes pour partie malcomprenants et pour partie aux ordres.

#38 – Juin 2010 : L'étoffe des zéros

Ce mois de juin 2010 commence " en douceur ", avec les manifestations de thèmes désormais récurrents en Sarkozye :

- Débat sémantique sur le thème de la rigueur budgétaire,
- Nième rebondissement du Karachigate,
- Visite en province chez des gendarmes au pays de la Tarte Tatin histoire d'aller voir des " vraies gens " (bingo), et de parler " mérites et sécurité " (double bingo),
- Vraie-fausse fuite portant sur la suggestion des services de l'Education Nationale d'augmenter les effectifs d'un élève par classe. En résulterait des économies de 3% et donc la possibilité de fermer une classe sur 10 dans une école sur trois, réduisant d'autant les coûts correspondants. Un raisonnement purement comptable qui nous rappelle que dans " comptable ", il y a aussi le mot " table ". (ndla : Véro, Elisa, ne m'en veuillez pas pour ce jeu de mot facile et en aucun cas ne vous sentez concernées).
- Petit coup en loucédé à la démocratie où sous je ne sais quel fumeux prétexte, on entend supprimer nombre de contre-pouvoirs (HALDE, Défenseur des enfants, Médiateur de la République) en les fusionnant en un universel " Défenseur des droits ". Y aurait-il du monde à écarter, à recycler ou à recaser ? Un ex-French Doctor en perdition au Quai d'Orsay par exemple ?
- Tempête *Xynthia*: "aucune maison ne sera rasée sous la contrainte" précise le secrétaire d'Etat au Logement, soit tout le contraire de ce que lui ou l'un de ses congénères déclarait en roulant des mécaniques il y a trois mois.
- Un Ministre de l'Intérieur condamné pour injure raciale, une première sous la V° République. La vidéo prise lors de l'université d'été de l'UMP en septembre dernier était sans appel ce qui ne l'empêche pas lui, de faire appel, permettant ainsi à tout le dispositif propagandiste de son parti de se draper dans sa dignité et de faire savoir *" qu'il n'est pas question de démission tant que bla bla bla… "*
- Petite claque de Madame Merckel qui annule au dernier moment un dîner prévu à Berlin " Pas ce soir, j'ai la migraine " dit-elle en substance, " ce sera pour lundi prochain ".

- Visite en catimini à La Courneuve " karchérisée ". Pour immortaliser l'instant et graver ce que l'Histoire devra retenir de la réussite du Président en matière de sécurité.... ou en vue de la campagne de 2012 ?

Moins anodin : cet épisode de bananiérisme aigu autour du rachat du journal " Le Monde ". 2 consortiums en présence, le Président se permet de convoquer le Directeur du journal pour lui faire connaitre sa préférence. En appui de son argumentation, la menace à peine voilée de suspendre la subvention dont bénéficie l'imprimerie du journal.

Mais finalement, tout cela n'est plus que très banal, tendrait à devenir même presque ennuyeux, et ce d'autant plus que le Président se fait de plus en plus rare depuis qu'il s'exerce avec application, millimètre par millimètre, à la prise de hauteur, gage dit-on d'une présidentialisation enfin à maturité (à plus de 60% du mandat, il serait temps !).

La France attend sa nouvelle coupe du monde Black-blanc mais pas beur cette fois-ci en se demandant encore si Domenech = esbrouffe, et le Président espère en profiter pour restaurer un peu son blason tout en faisant passer en douce la réforme sur les retraites.

C'est alors, feu d'artifice un mois avant l'heure, que s'ouvre une séquence que personne n'aurait imaginé. Surprises, coups-bas et rebondissements s'entrechoquent dans un tintamarre tel qu'il ne nous est possible de ne les narrer qu'en parallèle :

Foot	**Fric**	**Gouvernement**
Une coupe du monde désastreuse pour les bleus, une ambiance délétère, pas de système de jeu, une entraineur-porte-parole qui se moque de la presse, des instances fédérales aux abois, un match nul, deux défaites. Une Secrétaire d'Etat qui rame (à Yade comme ailleurs), une Ministre-maman au discours compassionnel un jour, guerrier le lendemain, parlant de " caïds z-immatures qui commandent des gamins z-apeurés ".	Des ministres qui cumulent retraite de parlementaire et salaires de ministres ou mission confiée par le chef de l'état. Un sous-ministre, pourtant si honorable en Nouvelle Calédonie et chez Air France dans le passé, qui fume pour 12 000€ de cigares aux frais de l'état. Un ministre ex du budget, maintenant du travail, trésorier de l'UMP, dont Madame participe à la gestion et à la défiscalisation de la première fortune française, et qui nous refait le coup de " l'insu de son plein gré ".	Une réforme des retraites annoncée à grands coups de fuites dans la presse, de vrai-fausse concertation, de références biaisées aux systèmes en vigueur dans les autres pays. Une réforme dogmatique, injuste et déséquilibrée, qui ne règle pas les questions de pénibilité, de carrières précaires, et dont femmes et ouvriers vont être les principales victimes. Une esquisse de solution fiscale, bien légère et que ce bon Rocard, qui définitivement ferait bien de prendre la sienne, se plait à casser. NB : voir les propositions du PS et celles de Terra-Nova avant de prétendre qu'il n'y a rien en face.
Valeurs affichées : arrogance, cynisme, mépris, frime. Comportements observés : individualisme, imprévoyance, improvisation, amateurisme. Résultats obtenus : **zéro**	Valeurs affichées : arrogance, cynisme, mépris, frime. Comportements observés : individualisme, imprévoyance, improvisation, amateurisme. Résultats obtenus : **zéro**	Valeurs affichées : arrogance, cynisme, mépris, frime. Comportements observés : individualisme, imprévoyance, improvisation, amateurisme. Résultats obtenus : **zéro**

Et un, et deux, et trois Zéros.

Telle est la France de Sarkozy, la France de la rupture à 679 jours de sa fin espérée.

Sans parler de la normalisation de France Inter, où un ex-journaliste de talent et un ex-humoriste, ex-rédacteur en Chef de Charlie-Hebdo, règnent en monarques d'un autre temps et se permettent de débarquer les trublions de service au nom de je-ne-sais-quoi. Eux ne sont même pas des zéros, et ce serait faire insulte à ce noble aliment, plein de fibres, excellent pour la santé, que de les comparer à des fayots.

Pour la rime en O, existe un autre mot, qui fait froid dans le dos, qui commence comme "colo" et finit comme "pas beau".

#39 – Juillet 2010 : Panique dans les talonnettes !

L'affaire Bettencourt-Woerth monte en puissance, on s'attend donc à des contrefeux censés détourner l'attention de l'opinion publique. Ouvrez le ban !

1er juillet : " l'état réduit son train de vie " à la une de tous les media : nombre de collaborateurs et notes de frais des ministres, pas de garden party à l'Elysée, bla bla bla ; économies espérées : une fraction du manque à gagner résultant du bouclier fiscal ou de la baisse de la TVA dans la restauration

4 juillet : Empêtrés dans plusieurs affaires où leur exemplarité fut prise en défaut, les secrétaires d'état Joyandet et Blanc démissionnent. Joyandet, personne ne le connaissait avant, tout le monde l'a déjà oublié. Christian Blanc, collaborateur de Rocard, pacificateur en Nouvelle Calédonie en 1988, sauveur d'Air France en 1993 égaré ensuite au centre puis à l'UMP, kouchnerisé au gouvernement, et qui tombe comme e petit magouilleur de fond de cour, une immense déception.

10 juillet : publication d'un rapport de l'Inspection Général des Finances écartant tout soupçon d'Ingérence d'Eric Woerth, alors ministre du budget, dans le dossier fiscal de Mme Bettencourt.

13 juillet : Sarkozy chez Pujadas, ou plutôt Pujadas sur la terrasse de Sarkozy, à la veille du 14 juillet : de la soupe en boîte servie par un journaliste dont on se demande s'il n'a pas troqué sa carte de presse contre celle de l'UMP.

Avec en toile de fond, le caquètement incessant des perroquets officiels qui fustigent à l'envi le déchainement de la gauche et des media contre Eric Woerth, comparant leurs méthodes à celles de la presse fasciste des années 30.

Mais ça commence à gronder dans la majorité :

- le sénat vote contre la réforme territoriale,
- les députés UMP, se souvenant brutalement qu'ils sont de droite, votent contre une nouvelle loi relative au Dialogue social dans les TPE.

Et ce d'autant plus que de nouvelles révélations sont publiées chaque jour par Médiapart et par les plus grands journaux ou magazines pourtant pas tous gauchisants : Le Canard Enchaîné, Libé, le Nouvel Obs mais aussi l'Express, le JDD, le Point.

Pour en garder une trace et pour faire simple :

- Un ministre du budget, qui supervise l'administration fiscale et anime en tant que trésorier du parti (jusqu'en juillet 2010) le " premier cercle " des donateurs.
- Un ministre du budget qui serait intervenu dans le dossier fiscal de tel ou tel haut contribuable, par ailleurs membre de ce premier cercle, afin de lui éviter toute inquiétude.
- Un ministre du budget dont l'épouse, sûrement compétente, est employée par la société de gestion de la première fortune de France.
- Société de gestion dont le dirigeant a reçu la Légion d'honneur de la main et sur recommandation du ministre.
- Une première fortune de France dont on ne sait si elle a toute sa tête, qui ne connait pas trop l'étendue de son patrimoine et dont le dossier fiscal est pour le moins complexe et sujet à investigations.
- Un ministre par ailleurs élu local qui, comme tant d'autres, a créé son micro parti afin de permettre à de généreux donateurs de soutenir et le grand parti et le petit.
- Un ministre également maire d'une ville, haut lieu du monde turfiste, et dont l'épouse, par ailleurs dirigeant de France Galop, a fondé une écurie haut de gamme (voir article de l'Express http://www.lexpress.fr/actualite/politique/le-haras-qui-rit-de-florence-woerth_904667.html)
- Un ministre du budget qui vend pour une bouchée de pain à un autre dirigeant de France Galop une parcelle des domaines contenant à Compiègne un golf et un hippodrome.
- Un procureur, proche du Président, tarde à nommer un juge d'instruction comme l'exigerait la procédure normale

C'est cela sans doute que Sarkozy appelait " la république irréprochable ", et qui est devenue selon Arnaud Montebourg dans Libé une " république indécente ".

A ce stade, les petits contrefeux de la première quinzaine de juillet ne suffisent pas. Il est temps de sortir l'artillerie lourde, de flinguer tous azimuts, de disperser " façon puzzle ". Deux malheureux faits divers viennent à point pour en fournir l'opportunité :

- A Uriage près de Grenoble, un bandit est tué par un policier à la sortie du braquage d'un casino. S'en suivent trois nuits d'émeutes urbaines.
- A Saint Aignan dans le Loir-et-Cher, un jeune gitan est abattu par un gendarme alors qu'il venait de forcer un barrage de la gendarmerie. S'en suit une mise à sac du village, sous les caméras de TV mais en l'absence de toute force de l'ordre.

Il n'en faut pas plus à la machine à communiquer pour se remettre en route et nous livrer un des plus beaux festivals sécuritaire qui nous fut jamais présenté en la matière.

Fin Juillet, changement de préfet en Isère, après qu'il ait pourtant été déclaré que le sortant avait fait du bon travail. Oui mais, " nouveau préfet " implique " cérémonie d'installation " et" cérémonie d'installation " implique " Discours d'intronisation ". Par le Président bien sûr.

D'où le funeste " Discours de Grenoble " dans lequel se succèdent coups de menton et annonces toutes plus déterminées les unes que les autres : retrait de la nationalité aux criminels d'origine étrangère, extensions des peines planchers etc.

L'amalgame Gens du Voyage=Gitans=Roms=Etrangers=Voyous fonctionnant à plein régime, le gouvernement s'attaque dans la foulée aux camps de roms et expulse par charters et autocars entiers.

#40 – Août 2010 : Le déchaînement

La gauche, la presse (nationale et internationale), des personnalités de tous bords, des anciens premiers ministres de droite, l'ONU, l'église même, s'offusquent, s'indignent, s'étranglent, hurlent à la trahison des valeurs de la république et au viol de la constitution.

Jean-François Khan titre dans Marianne : " Le Voyou de la République ", même Rocard se fend dans ce même hebdomadaire d'un " Il le paiera et il l'aura mérité ". Une seule voix ne se fait pas entendre, et son silence est assourdissant : celle de Simone Veil.

Puis le président part faire du vélo autour de la maison de sa belle-mère, laissant ce navrant épisode occuper allègrement les devants de l'actualité en espérant sans doute que la réforme des retraites reprendra le dessus à la rentrée…

Au passage, Arlette Chabot a été débarquée de la tête de la rédaction de France 2 par le nouveau Président de France Télévisions, parce que semble-t-il elle n'était plus en odeur de sainteté à l'Elysée.

Nous sommes fin août, l'université d'été du PS met en scène un nouveau concept : l'Union ; celle de l'UMP montre un bloc majoritaire fendillé de toutes parts et ne pensant plus qu'au remaniement ministériel annoncé pour novembre.

Sarkozy est au plus bas dans les sondages, mais on ne parle plus de Karachi et les perroquets s'accordent à proclamer que l'affaire Woerth est close. Lueur d'espoir en Sarkozye ?

Pourtant, dès le 30 août, de nouvelles révélations viennent alourdir un peu plus le dossier d'un ministre dont les démentis appuyés nous rappellent de plus en plus ceux de ce coureur cycliste dopé " à l'insu de son plein gré ".

#41 – Septembre 2010 : Record historique d'impopularité

L'incendie reprend sur le front Woerth-L'Oréal. Le ministre avoue avoir signé la demande de légion d'honneur du patron de son épouse, et selon Médiapart Sarkozy apparaitrait dans les carnets de FM Banier, ex-légataire universel de Mme Bettencourt, parmi ceux qui auraient bénéficié de la générosité de la dame.

Rentrée des classes sur fond d'économies et de suppression de postes. 16 000 nouveaux enseignants face à une classe pour la première fois de leur carrière, sans avoir reçu la moindre formation pédagogique. C'est cela sans doute, moderniser la France ?

Manifestations le 4 septembre contre la politique de sécurité du gouvernement.

Manifestations le 7 septembre : 2 500 000 personnes dans les rues pour demander une autre réforme des retraites.

Le sénat retoque 3 des propositions de lois sécuritaires formulées par la Président en août.

Double honte pour la France : Le Parlement Européen et l'ONU demande l'annulation des procédures d'expulsion visant les Roms.

A ce propos, est révélé le 12 septembre que la circulaire du Ministère de l'Intérieur demandait aux préfets "300 campements ou implantations illicites d'ici trois mois, en priorité ceux des Roms". La France pourrait être condamnée pour discrimination.

Quoi ? On m'aurait caché quelque chose ? déclare Eric Besson, qui tente de nous faire croire qu'il n'était pas au courant.

Une fois encore on se pose la question : le cynisme ou l'amateurisme ont-ils guidé l'écriture de ces instructions ? Mais le fait est que dès le lendemain, une nouvelle circulaire tente de faire oublier ce cafouillage.

On ne sait plus où donner de la tête. Scandale à la une du journal " Le Monde " ce même 13 septembre : la rédaction aurait été mise sur écoute sur ordre de l'Elysée afin d'identifier les sources des premières fuites de l'affaire Woerth-Bettencourt.

Dans les jours qui suivent, la tension monte de plusieurs crans au niveau européen. Une commissaire européenne luxembourgeoise critique les expulsions de Roms par la France. Toujours fin, le Président lui répond avec élégance que le Luxembourg n'a qu'à accueillir les expulsés. Le Lendemain, Sarkozy prend une fois encore en référence " Mme Merkel " en prétendant qu'elle entend procéder à des évacuations de camps roms. Démentis et vive indignation en Allemagne.

La France est la honte de l'Europe et de l'Onu. Ce ne sont pas les moulinets du Président à la tribune des Nations Unies, où il explique pour la nième fois qu'il faudrait taxer les transactions financières, qui vont restaurer sa crédibilité.

Mais dans l'hexagone l'objectif est atteint : pendant quelques jours on ne parle plus ni de Karachi, ni de Bettencourt-Woerth … jusqu'à ce que le Procureur Général près la Cour de cassation, recommande au Procureur Général de Versailles, supérieur hiérarchique du Procureur de la République, qu'un juge d'instruction soit saisi et que le ministre-trésorier soit à nouveau entendu. Le Procureur de la République, par ailleurs proche du Président, fait savoir qu'il n'en a cure.

Cela n'empêche ni la réforme des retraites d'être votée à la sauvette par l'assemblée, ni 2 à 3 millions de personnes de descendre encore une fois dans les rues pour protester. Mais rien n'y fait, à défaut d'être comme un de ses prédécesseurs " droit dans ses bottes ", le Premier Ministre oppose un " non ferme et tranquille" à tout aménagement de la réforme. Un Premier Ministre qui rappelle au monde qu'il a une personnalité et qui s'émancipe de tout mentorat sarkozyen, dans un entretien accordé au JDD.

Un Premier Ministre et un gouvernement qui semblent d'ailleurs aux abonnés absents, tétanisés qu'ils sont par l'imminence du remaniement.

Tout cela " paye " puisque fin septembre, Sarkozy est à 26% de popularité (record historique) et Fillon à 34%, tous deux en baisse selon un sondage publié dans le Figaro, qu'on ne peut accuser de noircir la situation.

Jusqu'à présent je comptais les jours qui nous séparent du deuxième tour de la présidentielle. Mais si tout se jouait dès le premier ? Sarkozy dehors, définitivement out, fin avril 2012 ? Tout est possible !

#42 – Octobre 2010 : La justice sur tous les fronts

La *force* sans la *justice* est *tyrannique* (Pascal)

Un juge d'instruction est nommé dans l'affaire des rétro-commissions de Karachi.

Plainte déposée par 4 associations de Roms et de Gens du Voyage contre un fichier illégalement tenu par la Gendarmerie. Le Ministère de l'intérieur prétend ignorer l'existence de ce fichier.

République exemplaire : Dans son livre "Omerta dans la Police" (Editions Le Cherche Midi), une jeune agente de Police dénonce propos et pratiques racistes et homophobes qui seraient en vigueur dans la Police de l'Air et des Frontières, déjà citée dans cet ouvrage.

Réforme des retraites : Le gouvernement et ses perroquets persistent dans leur surdité en puisant dans les régimes étrangers les chiffres qui les arrangent pour justifier leur position sur l'âge légal. Ils nous serinent en boucle que " la réforme est nécessaire " comme si leurs opposants étaient hostiles au principe d'une réforme. Or, lors de manifestations répétées tout au long du mois, 3 millions de personnes dans les rues réclament une ***autre*** réforme. C'est précisément cette notion " d'autre réforme " que le pouvoir ne sait entendre, lui préférant la méthode Coué et l'intoxication en prétendant que sa pédagogie est efficace et contribue à amoindrir la mobilisation des manifestants et des syndicats.

Détail amusant : selon les syndicats de la police marseillaise, les nombres de manifestants sont bidonnés à la baisse par leur hiérarchie…

S'en suivent deux semaines de manifestations, grèves des transports, blocages de raffinerie, pénurie de carburant (déniée par les instances gouvernementales) etc.

Les perroquets se lamentent de voir jeunes lycéens et casseurs dans les rues poussés par une opposition irresponsable. Sourd à toute négociation, le gouvernement passe en force au Sénat, réquisitionne par arrêtés préfectoraux pour débloquer les raffineries.

Dans le même temps, le procureur de Nanterre tente de dessaisir la juge d'instruction de l'affaire Woerth-Bettencourt. Les ordinateurs de 3

journalistes qui enquêtaient sur cette affaire (Médiapart, Le Point, Le Monde) sont volés à quelques jours d'intervalle. Coïncidence ?

Une rumeur se répand, vidéo à l'appui, selon laquelle il y aurait des policiers infiltrés agissent en casseurs lors des manifestations.

Le procureur de Nanterre se voit contraint par son supérieur hiérarchique d'ouvrir une information judiciaire et donc de saisir un ou plusieurs juges d'instruction dans l'affaire Woerth-Bettencourt. Dans Le Figaro du 29 octobre, journal connu pour ses prises de positions extrêmes envers le pouvoir en place, le Procureur évoque " *un modèle du genre* " à propos de la qualité de ses enquêtes. Certes, mais de quel genre ?

Bref, l'essentiel est que Courroye ne bloque plus, je peux donc enfin caser cette vanne à deux balles qui me taraude depuis des années, et parler de *Courroye de transmission.*

#43 – Novembre 2010 : "Un remaniement ? Non Sire, Une Révolution ! "

Une longue chronique tant ce mois fut riche en évènements " révolutionnaires ".

Nominations au Conseil Economique et Social : Anciens sportifs, Ex's, artistes, amis du régime à recaser ou à mettre à l'abri, personne n'est oublié.

1 800 postes (300 CDI et 1 500 CDD non renouvelés) seront supprimés à Pôle Emploi dès 2011, au nom de la réduction de la dépense publique, suite à la fusion ANPE-ASSEDIC, et puisque parait-il la crise est terminée et que par conséquence un tel surcroît de dépenses n'est plus justifié. On croit rêver. Avec un conseiller pour 130 dossiers selon les syndicats, 105 selon la direction, les conditions de travail et l'efficacité du système ne risquent pas d'y gagner.

Ce mois de Novembre se poursuit par la visite en France du Vice-Président chinois Hu Jintao. Tapis rouge à Orly, descente des Champs-Elysées, dîner sur la Côte d'Azur : impressionnée, la première dame nous honore d'une prestation impeccable et domine l'ensemble, au sens propre, de la tête et des épaules.

On attend de cette visite d'importantes retombées économiques notamment dans les secteurs de l'énergie et de l'aéronautique. Restons vigilants en nous remémorant les communiqués victorieux concernant la vente d'avions de combat au Brésil il y a quelques années, toujours en attente de concrétisation. Rappelons tout de même que la balance commerciale entre les deux pays est largement à l'avantage de notre visiteur (10 milliards d'Euros vs 5).

Il s'agit également de préparer le prochain sommet du G20 et de montrer que l'on discute d'égal à égal. Il s'agirait également de parler des droits de l'homme au lendemain de l'attribution du Prix Nobel de la Paix à un opposant chinois. On assurera trois jours plus tard que la question a bel et bien été abordée.

Mais pendant ce temps-là, et c'est toujours ça de pris, on ne parle plus ni des retraites, ni de Bettencourt, ni de Karachi.

9 novembre : Commémoration du 40° anniversaire de la mort du Général de Gaulle

" Qui ne se souvient, parmi les gens de ma génération, de cette soirée du 9 novembre 1970 où la France apprit que le général de Gaulle venait de mourir ?" nous interpelle le Président dans son discours hommage. Pas moi, puisque comme tout le monde je l'ai appris en fin de matinée le lendemain matin. Etait-il déjà si bien informé à l'âge de 15 ans ? Au don d'ubiquité du 9 novembre 1989 (Paris & Le Mur de Berlin) s'ajoute donc celui de l'art divinatoire. A quand celui du voyage dans le temps et du Président-Jacquouille ?

Sommet du G20 : vu d'ici, un évènement éclair, casé entre la visite chinoise et le remaniement. Effectivement on doit y parler de trois fois rien : d'un nouvel ordre économique mondial, de la guerre des monnaies, de nouvelles régulations etc.

"Ce ne sera pas réglé à Séoul, de mon point de vue, parce que c'est une question trop compliquée pour être réglée en un sommet" déclare la toujours pertinente Ministre des Finances.

Mais il faut y aller, ne serait-ce qu'en coup de vent, histoire de montrer aux copains son bel avion tout nouveau.

Vu d'ailleurs : un évènement d'importance : Obama, Lula/Dilma, DSK, Julian Gillard (Premier Ministre, sortante, vainqueur des élections en Australie), Cameron, Medvedev sur les télévisions étrangères… cherchez l'absent.

Tout ronronne dans cette France du 12 novembre, la presse et le tout Paris s'amusent des rumeurs et hypothèses relatives au remaniement ministériel qui s'annonce, Borloo est allé chez le coiffeur, Juppé a fait un tour dans la capitale, les rugbymen français s'apprêtent à rencontrer les Fidjiens, lorsque tout à coup…

FLASH SPECIAL – ALERTE – BREAKING NEWS – INTERRUPTION DES PROGRAMMES

La crise de régime, le divorce au sommet de l'état, la république en péril là, sous nos yeux, juste avant le 20 heures : sous les projecteurs, la pluie tombante et devant les grilles de l'Elysées grandes ouvertes, le Premier Ministre est chaleureusement salué par le Président.

Mais que se passe-t-il ? Y'a-t-il encore un pilote dans l'avion, les chinois ou les russes seraient-ils aux portes de Paris, dois-je me ruer chez l'épicier du coin faire provisions d'huile et de sucre ? Isa, fais les valises ! Atmosphère lourde, dense, insoutenable, puis cette dépêche stupéfiante, qui nous saisit de surprise et nous tétanise d'angoisse en fin de soirée :

"Le Président de la République a accepté cette démission et a ainsi mis fin aux fonctions de François Fillon"

Pas facile de trouver le sommeil après cela. Réveillé trop tôt, trop inquiet, que faire en ce dimanche matin ? Impossible de trouver motivation pour une quelconque activité. Tant pis nous ferons une exception : pas de foutigne aujourd'hui, le moral n'y est pas.

Je zappe, fébrile, de télé en radio, d'un site web à l'autre. Premier soulagement vers 11h30 :

"En application de l'article 8 de la Constitution, le Président de la République a nommé François Fillon Premier Ministre. Le Président de la République a demandé au Premier Ministre de lui proposer un nouveau gouvernement"

Ouf, la France refait surface, nos craintes vont s'apaiser. Soulagement définitif en fin d'après-midi avec la nomination du nouveau gouvernement.

Enfin, " nouveau ", façon de parler :

- De nombreux ministres clés (Finances, Intérieur, Education…) reconduits à leur poste.
- Exit Borloo, Rama Yade, Estrosi, Woerth, Devedjian et les marionnettes de l'ouverture
- Bienvenue à quelques chiraquiens, à ceux qu'on a pu piquer à Villepin ou au Centristes, et aux inféodés qu'il faut bien récompenser un jour.
- Une pincée de chaises musicales

" *Une révolution, un virage à 360°* " commente notre irremplaçable ministre des Finances.

Bref, un retour à la case départ, beaucoup de bruit pour rien, une misérable pantomime dont le seul objet est de constituer une équipe de campagne couleur RPR en vue de 2012.

Mais pendant ce temps-là, et c'est toujours ça de pris, on ne parle plus ni des retraites, ni de Bettencourt, ni de Karachi.

Dès le surlendemain, intervention présidentielle à la télévision, sur trois chaines cette fois-ci : TF1 (Claire Chazal), France2 (David Pujadas), et Canal+ (Michel Denizot).

Claire Chazal et David Pujadas sont un tout petit peu plus incisifs que les fois précédentes : il leur arrive de poser deux fois la question lorsque le président élude. Denizot, lui, est ailleurs, mutique, transparent.

Qu'en retenir ?

1/ Les sujets qui dérangent ? Mais c'est parce que les journalistes en parlent au 20h, ce n'est pas cela qui intéresse les français.

2/ Une première prouesse grammaticale avec le subjuguant placement d'un *" J'aurais préféré qu'il restât "* presqu'imperceptiblement suivi d'un " ouf, j'm'en sors bien hein ? "

3/ Une deuxième sous la forme d'une locution latine *" expressis verbis "* pour d'ailleurs citer le Pape et tacler ainsi une fois encore la laïcité.

4/ Le lâchage en règle d'Eric Woerth (en résumé, il faut lui laisser de la disponibilité en raison des tracas judiciaires qu'il va devoir affronter).

5/ C'est vers l'Allemagne (" de l'autre côté ") que vont les délocalisations, et une simple réforme fiscale va tout arranger.

Toujours prompt à réagir dès qu'il se sent en porte à faux (sur Karachi, sur les questions de vols d'ordinateurs des journalistes), le Président retourne la question à son interlocuteur " *"Oui ou non ? Oui ou non, Claire Chazal ? Pardon ? J'ai pas entendu.*". Chacun des trois journalistes, soucieux et on le comprend de son job comme de son bien-être, perd ainsi à maintes reprises une chance de rentre dans l'histoire comme " Celle ou celui qui n'a pas lâché prise et a fait craquer/avouer le Président en direct ".

Au final, le message, c'est celui d'un sarkozysme qui se veut et se fait " présentable " 18 mois avant les présidentielles : un gouvernement " resserré " s'annonce. Fini le Ministère de l'Immigration et de l'Identité Nationale ! Adieu, bouclier fiscal ! A moi, la question de la dépendance ! (75% de vote Sarkozyen 2007 chez les plus de 65 ans). A quand la Kelton au poignet ?

Commentaires prédéterminés ressassés dès le lendemain par les perroquets : il a changé, il prend de la hauteur bla bla bla.

Le remaniement devait donner l'image d'un président habile, fin tacticien, un tantinet machiavélique, gardant plus d'un tour dans son sac : ce fut une farce, on nous a servi du sous-Mitterrand.

La politique annoncée se dit proche des gens, juste, impitoyable avec les affres du capitalisme financier, au ton calme et rassurant : c'est de l'immobilisme pré-électoral, on nous sert du sous-Chirac.

Mais pendant ce temps-là, et c'est toujours ça de pris, on ne parle plus de … eh non, plus maintenant !

Au lendemain de cette intervention télévisuelle sensée marquer la fin de la douloureuse séquence retraites/remaniement, le feu qui couvait repart de plus belle : les familles des victimes de l'attentat de Karachi et leurs avocats poursuivent inlassablement leur quête de la vérité. Des anciens ministres, en poste en 1995, s'expriment chez les juges et devant la presse, parlent ouvertement de l'arrêt du versement des commissions, des rétro-commissions, de la campagne électorale de 1995, de sociétés luxembourgeoises montées avec l'accord du Premier Ministre et du Ministre du Budget de l'époque.

Il y a deux ans, selon le Président, cette affaire n'était qu'une *" fable ".* Aujourd'hui, *" Le Ministre de la Défense comme moi-même nous sommes décidés à ce que tous les documents qui sont demandés soient communiqués en temps et en heure. A ma connaissance aujourd'hui, pas un document n'a été refusé"*

25 novembre : Dans son discours de politique générale devant l'assemblée nationale, le " nouveau " Premier Ministre affirme poursuivre les réformes sur fond de rigueur (mot pourtant tabou dans le vocabulaire sarkozyste). Il va jusqu'à interpeller une assemblée acquise d'avance sur ses succès passés :

" Et d'ailleurs de quoi pourrions-nous rougir ? D'avoir réformé les universités ? D'avoir réformé les retraites ? D'avoir rééquilibré nos institutions ? D'avoir instauré le service minimum ? D'avoir stoppé la spirale de la délinquance ? D'avoir réussi le Grenelle de l'environnement ? D'avoir affronté avec succès la pire chaîne d'avanies qu'un système capitaliste

puisse produire ? Faudrait-il maintenant marquer le pas pour nous faire pardonner d'avoir agi malgré les protestations ? "

Nous reprendrons le temps venu toutes ces questions une par une, et analyserons ces prétendus succès.

Voilà donc ce qu'il en est aujourd'hui du sarkozysme, à presque 500 jours de sa fin attendue.

Dans 18 mois ils auront donc, vaincu la délinquance, réformé le capitalisme, purifié l'environnement, résolu la question des délocalisations, réduit le chômage, endigué la misère, mis fin aux grèves, rétabli le pouvoir d'achat, fait progresser la démocratie etc. etc. !

Ce président n'est qu'un communicant idéologue, entouré d'amateurs serviles. Tout l'accent est mis sur ce qu'il convient de dire, de faire dire ou d'avoir dit, au sujet de ce que l'on a fait ou prétendu faire, pour (se) donner l'impression que l'on tient une promesse électorale ou que l'on fait une réforme ou que l'on agit en président. Avec un p minuscule.

Il ne faut plus les lâcher d'une semelle, car il suffira alors que quelques centaines de milliers d'âmes en peine y croient pour que nous en reprenions tous pour cinq ans.

#44 – Décembre 2010 : " Tournez, ma neige "

Ce dernier mois de l'année débute par… 3 jours de silence médiatico-sarkozyste. " Taj Mahal quelque part ? ", lui demande Carla inquiète. " Non, non, je prépare ma visite d'état en Inde ". Ce que le Président réalisera quelques jours plus tard, c'est que Bollywood et la plus grande démocratie du monde s'apprêtent en fait à recevoir la Première Dame de France accompagnée de son époux : réceptions, escapade touristique, contrats mirifiques. A propos de ces contrats industriels signés lors de ces visites présidentielles, souvenons-nous seulement de ne pas mélanger intention et signatures réelles. Qu'en est-il par exemple de l'achat réel des avions Rafale par le Brésil, alors que leur prétendue acquisition avait fait beaucoup de bruit il y a quelques années maintenant ?

Rafales effectivement, mais de gaffes et de bourdes dès qu'arrivent les premières neiges en ce 8 décembre. Rappelons que le 8 décembre est aussi le jour de la fête des Lumières à Lyon. C'est donc tout naturellement que ce sentant directement concerné par cette célébration, le Ministre de l'Intérieur annonce en milieu d'après-midi devant des journalistes qu' *"il n'y avait pas de pagaille"*. Jamais avare d'un bon mot, il se croit même obligé d'ajouter que *"Généralement, vous savez ce qu'il y a avec 'pagaille', c'est 'pagaille indescriptible'. Vous voyez, précisément, là on décrit la réalité de la situation et ça démontre qu'il n'y a pas de pagaille".* A la même heure, des milliers d'automobilistes sont déjà bloqués sur les routes, certains passeront la nuit dans un gymnase ou dans un centre commercial.

Le lendemain, M. le Ministre en rajoute une couche en déclarant que des complications sont apparues "*sur les routes lorsqu'elles sont inclinées*". A la M. Le Ministre devrait pourtant savoir qu'à la différence du front de certains, aucun route n'est plate, tout cycliste et tout ingénieur en génie civil le sait bien.

Quant au Premier Ministre, en voyage à l'étranger, il se contente de surenchérir en incriminant les prévisions de Météo France et en les accusant non sans un certain cynisme d'avoir sous-estimé la situation. Il sera obligé de reconnaitre la semaine suivante qu'il n'en était rien et qu'il n'a *" pas été bon en matière de communication sur la neige ".* Pour une fois, je suis d'accord avec lui.

Sur le fond, qu'en est-il des moyens réels d'intervention des DDE depuis les réformes Raffarin de décentralisation ? Réductions de moyens ? Changement dans les procédures ? Moindre coordination ? C'est cela qu'on appelle " la modernisation de l'état " ?

Manifestation de policiers qui défendent leurs collègues condamnés pour faux témoignages. 200 manifestants selon les organisateurs, 200 selon la police ☺, tous défendus par leur Ministre Hortefeux qui se permet de critiquer une décision de justice, ce qui n'est tout simplement pas autorisé.

Notons enfin que ce mois-ci, ce même ministre est condamné pour la deuxième fois en six mois, pour atteinte à la présomption d'innocence d'un ancien conseiller, accusé d'avoir livré des informations au *Monde* sur l'affaire Woerth-Bettencourt. Dans une démocratie équilibrée, une démission s'en suivrait immédiatement.

En visite inaugurale de nouvelles installations hospitalières à Avignon, le Président insiste sur la situation budgétaire des établissements de Santé *" je ne peux pas rester avec les deux tiers des hôpitaux en déficit, ce n'est pas sain "*, foulant ainsi aux pieds l'une des premières lignes du serment d'Hippocrate *" Je donnerai mes soins à l'indigent et à quiconque me les demandera. "*. Depuis quand un hôpital doit-il être bénéficiaire ? N'y a-t-il pas d'autre référentiel que celui de la profitabilité pour caractériser la nécessaire bonne gestion d'un établissement public ? Se pose-t-on la question de la rentabilité de l'Elysée par exemple ?

Toujours exemplaires, jamais en retard d'une bonne vieille magouille, une faction de députés de droite tente d'imposer à l'assemblée un amendement exonérant de toute poursuite pénale les parlementaires qui seraient convaincus de mensonge dans leur déclaration de patrimoine. Flop retentissant pour les nouveaux Présidents de l'UMP et du groupe parlementaire.

Puis arrivent les fêtes avec en bruit de fond, bien installées dans le paysage, un certain nombre d'affaires qui ont marqué cette année 2010 :

- Le parquet de Compiègne ouvre une information judiciaire contre X au sujet de la vente de l'hippodrome de la ville, affaire dans laquelle Eric Woerth est soupçonné de favoritisme.

- Du côté de Neuilly, entre soi, douze années d'inertie depuis les premières alertes relatives au Médiator, médicament antidiabétique dont la prescription abusive en coupe-faim a coûté la vie de centaines de malades.
- Wikileaks nous apprend qu'Omar Bongo aurait soutenu financièrement plusieurs hommes politiques français de tout bord, dont Chirac en 2002 et Sarkozyen 2007.

Ainsi s'achève cette dure année 2010, durant laquelle il est apparu plus que jamais que le modèle idéologique dont se prévalait le candidat Sarkozy en 2007 était vermoulu, que la collusion entre le pouvoir et les puissances de l'argent était patente, que l'écart entre les discours et les actes était permanent.

Les vœux télévisés sirupeux et démagogiques de ce 31 décembre ne trompent plus que ceux qui ont encore intérêt y croire, et qui persistent à voir dans le démantèlement des services publics, et dans quelque perspective de remboursement d'impôt, de suppression de l'ISF ou de maintien d'une niche fiscale la preuve d'un Président qui réforme et modernise le pays. Grand bien leur fasse.

A tous les autres, souhaitons que 2011 apporte réconfort, espoir, bonheur, et tout ce dont nous avons besoin pour tenir jusqu'en mai 2012.

#45 – Janvier 2011 : Matraquage " à la française "

L'année commence par les traditionnelles cérémonies des vœux. Une première : certaines d'entre elles sont boycottées par des syndicats (CGT, enseignants) furieux d'être traités comme moins que rien. Journalistes et ambassadeurs sont conviés à un improbable barnum intitulé " conférence de presse " où seules certaines questions sont admises.

Premier rideau de fumée de l'année, la réforme consistant à introduire des jurés populaires dans les tribunaux correctionnels est loin de faire l'unanimité : problèmes de financement, d'organisation mais surtout stigmatisation implicite des magistrats et des avocats en sont les principales critiques. " Une pulsion présidentielle ", commente un grand avocat.

Dramatique prise d'otages au Niger, dans laquelle périssent deux jeunes français. On apprend à cette occasion que la France a changé d'attitude, a décidé la fermeté, ne négocie plus. Aurait-on ainsi laissé libre cours à des James Bond amateurs en mal de coup d'éclat pour attaquer le convoi des terroristes ? Eclat et amateurisme, ces deux traits navrants et récurrents du sarkozysme.

Eclat et amateurisme encore : les deux nouvelles " stars " de l'UMP, son Président Jean-François Copé et le Président du groupe parlementaire à l'Assemblée Christian Jacob, en bons libéraux agitateurs besogneux, tentent de relancer le débat sur les 35h et sur l'emploi à vie des fonctionnaires mais se font vite retoquer par le Premier Ministre lui-même.

Eclat et amateurisme toujours, et coup dur symbolique : la radiation de l'Officier de Gendarmerie Matelly, également chercheur au CNRS, radiation décrétée par le Chef de l'Etat en 2010, est annulée par le Conseil d'Etat.

Emeutes en Tunisie. Le mercredi 12 Janvier, à l'Assemblée Nationale, la Ministre des affaires étrangères propose, " *le savoir-faire français* " à la police tunisienne pour *" régler les situations sécuritaires " (= taper sans laisser de traces ?).* Deux jours plus tard, le Président Ben Ali dégage, chassé par la rue après 30 ans de règne sans partage, de corruption, de népotisme

et d'abus de bien public. La diplomatie française passe complètement à côté de la plaque.

Rappelons que sans son discours d'investiture à la candidature en Janvier *2007,* Nicolas Sarkozy se voyait *"Président de la France des Droits de l'homme"*. Il promettait de ne pas oublier *"ses valeurs pour gagner des contrats"*, et il affirmait qu'il ne croyait pas à la Realpolitik.

4 ans plus tard : *"Je revendique une certaine réserve lorsqu'il s'agit de commenter les évènements de pays qui ont été la France et qui ne le sont plus ".*

Empêtré dans autant de contradictions, le Président nous honore de l'une de ses figures préférées : la référence à un cas similaire. Cette fois-ci ce n'est pas outre-Rhin qu'il va chercher le salut, mais en Côte d'Ivoire :

" Après tout ce qu'on m'a dit lorsque j'ai demandé en décembre dernier au Président Gbagbo de quitter la Présidence … "

Sauf que précisément, personne ne lui avait rien reproché lorsqu'il a formulé cette exigence !

Et qu'en est-il de l'Union de la Méditerranée, lancée à grand bruit en 2008 ?

Réductions de postes annoncées dans l'éducation nationale : passage de 24 à 30 élèves par classes dans le Val de Marne ; 493 postes supprimés à la rentrée 2011 dans l'Académie de Versailles, 122 dans les Hauts-de-Seine, remise en cause sans précédent de l'éducation prioritaire (les collèges en REP/ZEP passeront de 38 à 5 dans les Hauts-de-Seine) et remise en question des décharges de directeurs dans les Réseaux de Réussite Scolaire.

Rappelons que pour le Président, l'enseignement est une dépense et non un investissement, comme il l'avait si doctement déclaré lors d'une émission de TV. Dans le même temps, des primes de 22 000 € sont promises aux recteurs qui tiendront leurs objectifs de réduction des coûts. N'en pouvant plus, un Proviseur Honoraire du Nord de la France renvoie ses palmes académiques.

Rififi dans les Hauts-de-Seine : tombé en disgrâce à l'Elysée pour avoir parlé de " nettoyer les Ecuries d'Augias ", le Président du Conseil Général Patrick Devedjian apprend que Mme Isabelle Balkany entend lui ravir son siège à la faveur des élections cantonales de Mars prochain. La gauche est en embuscade : Anne-Eugénie, Chloé et tous les autres, nous comptons sur vous !

Grand cirque du G20-G8 : D'un coup, il n'y a pas plus Keynésien et régulateur que Sarkozy, il est sur tous les fronts, c'est lui le Chef du Monde : J'ai vu Mme Merkel et lui ai demandé de bla bla bla, j'ai parlé de bla bla bla à Obama, j'ai dit à David Cameron que bla bla bla, Dmitri Medvedev m'a bien confirmé que bla bla bla.

Le G Vain, selon Bernard Attali. Le discours est impeccable, même Rocard le dit. Qu'en est-il des actes ? Rappelons que nous attendons a minima :

- La taxation des transactions financières
- La suppression des paradis fiscaux
- Le strict encadrement des Hedge Funds
- L'indépendance des agences de notation

Visite en catimini du Président au Premier Cercle des donateurs UMP, réunis Porte Maillot : plus aucun doute sur sa candidature à la réélection en 2012, et en prime le Président y interprète ses meilleurs tubes : autosatisfaction sur les réformes, haro sur les 35 heures, réaffirmation que l'ISF est un scandale, etc.

Eclat et amateurisme enfin, et dernier coup dur du mois : Le 28 janvier, le conseil des prud'hommes condamne Radio France, pour le licenciement "sans cause réelle et sérieuse" du chroniqueur Stéphane Guillon. Cela confirme le caractère arbitraire de ce licenciement, voulu par des dirigeants au passé pourtant ô combien estimable, mais qui se doivent maintenant de ne pas déplaire l'Elysée.

#46 – Février 2011 : Le carnaval des poly-tocards

Ils sont politicards et ne pensent qu'à leurs intérêts, ils sont tocards tant ils s'embrouillent dans leurs explications : bienvenue dans le carnaval des polytocards.

Pour paraphraser Coluche … et le faire mentir :

Question : Quel est le mois où les sarkozystes font le moins ce conneries ?

Réponse : Février les années non bissextiles, parce qu'il n'y a que 28 jours…

Nous craignions tous qu'il se présidentialise, prenne du recul voire de la hauteur à l'approche des cantonales et en vue de la présidentielle de 2012. Nous nous demandions si la vie en Sarkozye n'allait pas devenir fade, limite ennuyeuse. J'appréhendais l'angoisse de la feuille blanche au moment d'écrire cette chronique mensuelle. Sauvés !

Dès le début du mois, ce sont les CRS qui descendent dans la rue pour manifester leur mécontentement. Au moins, ils sont sûrs de ne pas se faire taper dessus.

Puis le duo magique Fillon/Copé tente une percée à droite autour de la TVA et des charges sociales pesant sur les entreprises.

Dans un discours prononcé à Orléans le 3 février, Sarkozy entonne à nouveau la chanson de la compassion et attaque frontalement la magistrature à propos d'un fait divers dramatique et du " présumé coupable " : *" Lorsqu'on laisse sortir de prison…. C'est une faute ".*

Tollé au sein de la magistrature, qui relève la mise en cause injustifiée et dénonce l'instrumentation :

- L'enquête administrative n'est pas terminée, le suspect était sorti régulièrement de prison après avoir purgé des peines, et il n'avait pas été condamné pour des faits criminels.
- Les manques de moyens ont déjà été signalés à plusieurs reprises : Il manque 1000 juges d'application des peines, 8 seulement ont été embauchés ces trois dernières années.

" Que du pipo " déclare le Juge Marc Trévidic sur France Info.

S'ensuivent des manifestations et des grèves du zèle dans tout le pays. Quelque temps plus tard, le rapport publié à l'issue de l'enquête montrera qu'il n'y a pas eu de faute commise par les magistrats, ce qui n'empêchera pas le Président de muter le directeur régional de l'administration pénitentiaire.

Nouvelles manifestations des enseignants qui protestent contre des suppressions de postes injustifiées.

Vient la semaine suivante la pantalonnade télévisuelle " Paroles de Français ", complaisamment animée par Jean-Pierre Pernaud, alors même qu'au Caire le régime Moubarak vit ses dernières heures. Deux heures trente de quasi monologue (z'avez vu comme j'suis bon hein, on avait prévu une heure et demie), de propos arrangés, pré-formatés, sensés occulter la réalité et faire croire à tout ce qui n'a pas été fait. Une vraie réussite : 70 % des téléspectateurs ne sont pas convaincus, 10% n'ont pas d'opinion, 20% y croient encore.

Au Mexique, une française est condamnée à 60 ans de prison. Sarkozy, en sombre héros, bombe le torse et affirme que puisque c'est comme ça, l'année du Mexique en France sera placée sous le nom de la ressortissante emprisonnée. Réaction immédiate du gouvernement mexicain qui annule sa participation aux évènements prévus. En conséquence, 300 expositions sont affectées voire annulées dans toute la France, il en coûte de l'ordre de 20 Millions d'Euros.

Tous les jours, la presse se fait l'écho des déboires et des explications embarrassées de la Ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie, alias MAM, rapidement surnommée " Maladresse Après Maladresse " et autres sobriquet par les chroniqueurs qui s'en donnent à "chœur-joie".

En décembre, en pleine révolution tunisienne, MAM prétend avoir pris " par hasard " à Tunis l'avion privé d'un ami local pour se rendre dans le Sud du Pays. A Noël, MAM erre, c'est bien connu. Idem au retour. Le hasard fait décidément bien les choses puisque cet ami, proche du dictateur déchu Ben Ali, était en affaires avec les parents de la Ministre, également du voyage. Dans le courant de ce mois, il est également révélé que la Ministre avait eu des contacts téléphoniques avec des officiels tunisiens. Rappelons qu'en janvier MAM avait proposé au régime en perdition l'aide de compétences françaises en maintien de l'ordre. Pour en finir avec le

chapitre tunisien, le nouvel ambassadeur de France, un dénommé Boillon, voulant sans doute montrer que l'élève peut dépasser son maître, s'emporte en pleine conférence de presse, fustigeant les " questions débiles " de la journaliste et claquant la porte. " Boillon, dégage ! " Reprennent aussitôt les chœurs locaux dans la rue.

A la mi-février, le vent de révolte se soulève en Lybie, déclenchant une répression sanguinaire qui vaut à Kadhafi d'être enfin mis au ban des nations. C'est alors que l'on s'aperçoit que les photos de la visite officielle du dictateur libyen, reçu en grande pompe par Sarkozy à l'automne 2007, ont disparu du site web elysée.fr (oups pardon, elles étaient rangées par erreur dans un autre album, tente-t-on de nous faire croire le soir même).

Quant au compagnon de la Ministre, également Secrétaire d'Etat, il préside une association d'amitié franco-libyenne proche de Kadhafi.

Mexique, Tunisie, Egypte, Lybie : la voix de la France, pilotée depuis l'Elysée, est inaudible ou ridicule. Des diplomates courageux s'en émeuvent et, sous le nom collectif de Marly, publient dans le Monde une tribune où ils fustigent l'improvisation, l'impulsivité et l'amateurisme du Président.

Une broutille au passage, mais qui témoigne tant du caractère "irréprochable" de la république sarkozyste. Le Premier Ministre Fillon a affrété un jet pour se rendre en week-end dans la Sarthe à deux heures de route de Paris. Coût de l'opération : 27 000 Euros.

C'en est trop pour Dominique de Villepin qui décide de rendre sa carte de l'UMP.

Sur ce, le 28 février, Sarkozy, faux dur qui a trop attendu, se décide enfin à limoger MAM, et la remplace par Alain Juppé qui va tenter de remettre un peu de dignité dans tout cela. Hortefeux, par deux fois condamné, passe à la trappe par la même occasion.

A 20 heures le dimanche 27, il s'adresse à la nation. Un discours au lyrisme digne d'un besogneux étudiant de terminale, nous brosse un panorama de la situation de l'Afrique du Nord pour en venir rapidement sur les risques migratoires et sur l'insécurité, histoire de justifier la mise au rencart des deux boulets susnommés. Le carnaval des poly-tocards touche à sa fin, jusqu'à la prochaine fois.

Dans le même mois, se mettre à dos la police, l'enseignement, la justice et la diplomatie de son pays, puis conclure en sauve-qui-peut par un remaniement ministériel : un véritable exploit, digne de figurer dans le livre des records.

Mais que peut nous réserver mars ?

#47 – Mars 2011 : Ambiance à l'UMP : " on l'a dans le culte "

Le 3 mars, sur fond de débat sur la laïcité, en visite à la Cathédrale du Puy en Velay, le Président rend hommage à " L'héritage chrétien de la France " et n'omet pas de faire allusion aux " signes les plus tangibles de notre identité " Qu'en attend-il au juste ? Un regain de confiance auprès de l'électorat catholique âgé ou de l'électorat d'extrême droite ? Une diversion de plus visant à faire du bruit ou à agacer les laïcards ? Le sait-il lui-même ?

Dans la foulée, le CFCM s'insurge contre ce débat sur la laïcité et lui oppose un NON catégorique.

Nous parviennent alors les premiers échos de la toute proche réforme fiscale : disparition du bouclier fiscal, revue du seuil de l'ISF. Tout cela sera parait-il annoncé en avril après les cantonales.

Les cantonales ? Trois fois rien, une élection " locale " qui se tient dans trois semaines. Il semblerait que pas mal de candidats de la majorité ne se réclament pas de l'UMP, ou ne mentionnent pas de référence à Sarkozy, et y préfèrent une discrète appellation " sans étiquette ".

Des sondages placent Marine Le Pen à 24% d'intentions de vote au premier tour de la présidentielle de 2012. Emoi.

Notre hommage mensuel à l'amateurisme : Abandon du projet de loi, annoncée à grand bruit lors du discours de Grenoble en juillet 2010, visant à déchoir de leur nationalité française les naturalisés assassins de policiers. Le conseil constitutionnel censure 13 points de la loi LOPSI2 sur la sécurité intérieure.

Affaires internationales : au mépris de son nouveau ministre des affaires étrangères, le Président décide qu'il est temps d'intervenir en Lybie. Il tente sans y parvenir de convaincre ses collègues chefs d'états européens et se retrouve assez rapidement isolé. L'ONU viendra le sauver par sa résolution 1973 instituant une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye.

République exemplaire : Une QPC, Question Prioritaire de Constitutionalité, renvoie le procès Chirac aux calendes grecques

Amateurisme ou provocation électoraliste ? Le nouveau Ministre de l'Intérieur se distingue par ses sorties médiatiques :

- *"Les Français à force d'immigration incontrôlée ont parfois le sentiment de ne plus être chez eux, ou bien ils ont le sentiment de voir des pratiques qui s'imposent à eux et qui ne correspondent pas aux règles de notre vie sociale "*
- *" heureusement, le Président a pris la tête de la croisade pour mobiliser le Conseil de sécurité des Nations unies et puis la Ligue arabe et l'Union africaine "*
- *" les agents des services publics évidemment ne doivent pas porter de signes religieux, ne doivent pas manifester une quelconque préférence religieuse ", " les usagers ne le doivent pas non plus ".*

Pas un mot de réaction du Président. Qui ne dit mot consent.

Elections cantonales : Abstention massive, percée du FN, valse-hésitation et déchirures à l'UMP entre les deux tours. D'un côté ceux qui, en cas de duel PS/FN au deuxième tour, choisiront le " vote républicain ", de l'autre les Ni-Ni qui laissent le choix à leurs électeurs. Dans une quatrième dimension, ceux qui prônent le vote blanc comme alternative à l'abstention.

Moralité : 35 % pour le PS au soir du second tour, 19% pour l'UMP, et seulement 2 conseillers généraux FN, et des sondages donnant Sarkozy battu dès le premier tour en 2012.

Une ligne de fracture similaire à la précédente sépare la droite-droite du centre droit et de nombreux gaullistes lorsque revient à l'ordre du jour le débat sur la laïcité. En direct sur Canal+, le premier secrétaire Copé flingue le Premier Ministre Fillon. Dans les jours qui suivent, de nombreux dignitaires de la majorité voient leur agenda malencontreusement déjà rempli au jour et à l'heure du fameux débat, et annoncent qu'ils n'en seront pas.

Cerise sur le gâteau, les représentants des six grands cultes français publient dans Le Monde une tribune refusant l'instrumentalisation du débat sur l'islam.

Une belle baffe aux cantonales, un désaveu de l'ensemble des religions, un bon bilan en somme pour une UMP et un Président plus fragiles que jamais.

#48 – Avril 2011 : Besogneux à la tâche, tâcherons à la besogne

Affaire Tapie (Médiapart) : Dans un rapport d'information parlementaire, des députés PS révèlent de nouvelles irrégularités. Ils estiment qu'" *un faisceau d'indices* " tend à montrer que les décisions prises " *avaient pour objet de favoriser des intérêts particuliers au détriment de l'intérêt public* ".

Drague des électeurs FN (1) : Nouvelle provocation du Ministre de l'Intérieur qui déclare lors d'un déplacement à Nantes : *" En 1905 il y avait très peu de musulmans en France; aujourd'hui, il y en a entre 5 et 6 millions. Cet accroissement du nombre de fidèles et un certain nombre de comportements posent problème. "*

Drague des électeurs FN (2) : Débat bidon sur la laïcité, au fin fond d'un hôtel parisien, 2 heures en fin d'après-midi, histoire de dire qu'il a eu lieu.

Le besogneux de la langue de bois (1) : Commentaires de JF Copé sur le projet du PS: "C'est du réchauffé écrit sous Jospin; Ils nous insultent; Ils passent leur temps à se disputer entre eux." Ce n'est ni pertinent ni même drôle, juste un tombereau de propos ringards pour perroquets UMP en mal d'éléments de langage.

Le besogneux de la langue de bois (2) : Le même, deux jours plus tard, espère se distinguer en tentant de prouver que le processus des Primaires du PS n'est pas légal. Même dans son camp, il est retoqué.

Un challenger au centre : Borloo prend son indépendance, bientôt suivi par Rama Yade, Fadela Amara et quelques autres recalés de l'ouverture. L'UMP se fissure, qui s'en plaindra ? Mais gare au retour de kick entre les deux tours en 2012, ou avant.

L'amateurisme du mois (Le Monde) : Prenant tout le monde de court, la Cour de cassation a décidé, vendredi 15 avril, que les nouvelles règles de la garde à vue, prévoyant notamment la présence des avocats lors de tous les interrogatoires, devaient s'appliquer *"immédiatement"*.

Se faire présentable à l'horizon 2012 (1) : réformette de la loi TEPA avec abandon du bouclier fiscal et de l'ISF. Mais le mal est fait : depuis 2007, combien d'emploi les heures supplémentaires non chargées ont-elles coûté ?

Se faire présentable à l'horizon 2012 (2) : Voyage en Lorraine au pays ou fut inventé le " Travailler plus pour gagner plus ". Discours incantatoire devant des ouvriers et employés comme toujours de taille modérée. *"bla bla bla, et je n'céderai pas la d'ssus"*. Mais qui peut encore gober ce genre de propos aujourd'hui ?

Se faire présentable à l'horizon 2012 (3) : Accès soudain d'interventionnisme, afin de faire croire qu'on réforme le capitalisme. Une prime de 1000€ par salarié est imposée aux entreprises de plus de 50 personnes qui distribueront cette année plus de dividendes que l'année dernière. Cette prime est inepte. Le vrai problème ce sont les rentabilités à plus de 15%, les stock-options et les rémunérations abusives des dirigeants, les CDD et statuts d'auto-entrepreneurs forcés, qui accroissent la précarité, minent les salaires et rognent le pouvoir d'achat. Pas de danger que Sarkozy et ses amis du MEDEF s'attaquent à cela.

Alibi culturel : (L'Express) Le Conseil de la création artistique, créé début 2009 par le président Nicolas Sarkozy pour moderniser et inspirer la politique culturelle de l'Etat, a annoncé vendredi qu'il mettait fin à sa mission. On apprend par la même occasion que cette mission était temporaire (!).

Nos amis les dictateurs : après les massacres en Lybie, c'est en Syrie que se perpétuent de nouvelles tueries. Mais souvenons-nous … 14 juillet 2010 … qui était l'invité d'honneur à la tribune présidentielle ?

Allez, ouste, dans un an : Dégage !

#49 – Mai 2011 : Tombés dans le panneau

2 mai : Reprise du procès Villepin en appel. Fin du suspense à la mi-septembre.

5 mai : Pour célébrer le quatrième anniversaire sur sarkozysme, les sondages sont au plus bas. Fillon convoque un séminaire gouvernemental à base de méthode Coué sur le bilan de ces quatre ans, mais lui-même semble ne plus y croire.

6 mai : Dès le lendemain, au chapitre " République Exemplaire ", le Juge Courroye est désavoué par la cour d'appel de Bordeaux, qui annule des pièces saisies en 2010 pour violation du secret professionnel.

9 mai : " Cette situation-là est pour moi le cancer de la société française" déclare à propos du RSA Laurent Wauquiez, Ministre des Affaires Européennes, qui eut un temps notre indulgence, mais aujourd'hui en mal d'existence sans doute. S'ensuit une baroque proposition d'obliger les assujettis au RSA à effectuer des journées de travail gratuit en échange de l'assistance reçue. On a vraiment envie de lui dire " Eh l'ami, tu sais quoi ? Il suffirait que ton gouvernement prenne deux ou trois décisions, et tue un peu moins l'emploi, dans la fonction publique comme dans le privé, pour qu'il y ait moins de pauvres et de nécessiteux dans ce pays ".

10 mai : Le procureur général près la Cour de cassation demande à la CJR (Cour de Justice de la République) d'ouvrir une enquête visant la Ministre des Finances pour un possible "abus d'autorité" dans le dossier de l'arbitrage prononcé en faveur de Bernard Tapie sur la vente d'Adidas par le Crédit Lyonnais.

12 Mai : Dans les Hauts-de-Seine toujours, l'amitié reste une valeur sûre. Proposé pour le déremboursement depuis 1999, retiré du marché italien en 2003, espagnol en 2004, français en 2009 le Médiator est signalé par les autorités compétentes depuis 2007 et non recommandé comme coupe-faim depuis 2007. Le monde et Libération révèlent que les dangers cardio-vasculaires liés au Médiator auraient été connus depuis bien longtemps.

Pourtant, il y a trois ans, le PDG et Fondateur des Laboratoires Servier fut fait Grand-Croix de la Légion d'Honneur.

Me revient en tête cet extrait d'un film mythique de la Troupe du Splendid :

- Pierre Mortez : *"Oui, mais c'est un ami."*
- Zézette : *"Ah ben ça va alors."*

(ndla : celles et ceux qui connaissent mon parcours privé savent à quel point je peux être affecté par les retentissements de cette affaire, mais je n'ai aucune raison de l'occulter tant elle illustre cette "exemplarité" dont prétendait ce prévaloir la république d'un candidat devenu président depuis).

14 mai : Les Ra(dicaux) quittent le navire UMP et prennent leur indépendance à un an de la présidentielle.

Une statistique qui chagrine : les cambriolages sont en hausse de 17%. Cela fait maintenant neuf ans que Sarkozy est directement ou indirectement en charge de la sécurité. Ces problèmes de sécurité, est-ce encore la faute des socialistes ?

Mais depuis une semaine, l'actualité se déchaîne : Un mariage princier, un pape béatifié, un terroriste éliminé, un candidat pour 2012 qui explose en plein vol dans une chambre d'hôtel newyorkaise, une grossesse élyséenne, un film sur " La Conquête " au festival de Cannes, un volcan qui remet ça, un ex-dictateur serbe arrêté : c'en est décidément trop pour les UMPitres.

Fâchés d'être sans cesse éclipsés par une actualité débordante d'originalité, ils se décident à nous en refaire une bien bonne, qui nous rappelle les temps bénis de 2007/2008 où tout leur paraissait possible. Cyniques, incompétents, amateurs, les revoilà, ils n'en peuvent plus de ne plus exister. C'est ainsi que le Ministre de l'intérieur annonce tout-à-trac la suppression des panneaux routiers d'annonce des radars, sur la foi de vagues statistiques montrant une recrudescence des accidents.

Rappelons simplement deux faits :

- en Novembre dernier, la législation sur la récupération des points fut assouplie
- le printemps est clément, les vacances de Pâques ont eu lieu plus tard cette année que l'année dernière, le trafic en mars/avril 2011 a été bien différent qu'à la même période de 2010.

Deux raisons sans doute, pour lesquelles le taux d'accident s'est accru. Mais, " Communiquer d'abord, puis agir ensuite, et enfin réfléchir si on le doit ", étant un des fondamentaux du sarkozysme, place aux annonces et aux coups de menton. Tollé un peu partout, notamment chez les députés UMP. Reculade à pas de Guéant du gouvernement. Et donc comme toujours lorsque ça cafouille sec, qu'est-ce qui est annoncé trois jours plus tard ? Ami lecteur qui lit ces lignes depuis plus de quatre ans, tu l'as sans doute deviné : on engage dans ces cas-là : " une concertation ".

22 Mai : Sans douté désireux de faire oublier cette boulette, le Ministre de l'Intérieur opère un retour à ses fondamentaux de l'abjection démagogique, en déclarant que *"les deux tiers des échecs scolaires, c'est l'échec d'enfants d'immigrés"*. Donc dans la droite ligne de son funeste prédécesseur : " plusieurs ", c'est " deux-tiers " ?

A peine le temps de souffler, et c'est un ministre UMP, détourné de la Villepinie, qui doit faire ses valises, soupçonné qu'il est d'avoir un peu tripoté les petons de ses collaboratrices…

Au milieu de tout cela, la sortie du livre de l'ex-Ministre ex-Trésorier Woerth passe totalement inaperçue. Eh oui, dans la vie, quand c'est pas son jour, c'est pas son jour…

#50 – Juin 2011 : Rideaux de fumée

A moins d'un an de l'élection, la Sarkozye tente de se montrer sous ses meilleurs atours, et ne lésine pas en matière de propositions osées tout de suite démenties ou contredites par un autre membre du clan.

Le député Le Fur clame vouloir intégrer les œuvres d'art dans l'assiette de l'ISF réformé. Vite retoqué.

Quelques députés UMP sont prêts à voter pour la proposition de loi du Parti Socialiste sur le mariage gay.

La démagogie continue autour du RSA, on est maintenant prêt à payer quelques heureux pour un job d'utilité collective. Rappelons que si la Révision Générale des Politiques Publiques n'avait pas aveuglément supprimé un poste de fonctionnaire retraité sur deux, il y aurait des emplois, normalement payés, accessibles aux attributaires du RSA, qui de ce fait n'en auraient plus besoin.

On donne d'un ton condescendant la parole à la Présidente de la Région Poitou-Charentes lors d'une réunion publique consacrée à l'agriculture. On oublie que la loi dite " de Modernisation de l'Economie " votée en 2008 a mis ces mêmes agriculteurs sur la paille en en faisant les vassaux de la grande distribution.

On dit le plus grand bien de la PDG d'AREVA avant de la congédier.

République exemplaire : un ex-Ministre de l'Education, qui venait juste de se faire remarquer par des déclarations douteuses sur les mœurs d'un de ses anciens collègues, se fait épingler par son université employeuse, qui pourtant le salarie à hauteur de 4500 € par mois, car il n'y a pas mis les pieds depuis septembre dernier. La justice le met en examen.

Cette mise en examen et la mutation au FMI de la Ministre des Finances entraînent un mini-remaniement à la plus grande satisfaction de quelques chiraquiens (ça ne fait jamais de mal à moins d'un an de la présidentielle), dont un ex-champion olympique roi des pièces jaunes…

On annonce le gel de la fermeture des classes en maternelle… à la rentrée 2012.

Accordons du crédit à cette dernière mesure. Le Président a tout simplement compris qu'à la rentrée 2012 il ne sera plus en fonction, et que le gouvernement socialiste qui lui aura succédé aura déjà agi en faveur de l'Education Nationale, et de bien d'autres secteurs, soyons-en certains.

De " DRH " du PS, Sarkozy se serait-il auto-promu " Directeur de Campagne " ?

#51 – Juillet 2011 : Règle d'or, j'vais vous dire : "Faites qu'est-ce que je dis mais pas qu'est-ce que je fais"

2 juillet : Médiapart publie de nouvelles et troublantes révélations sur l'affaire de Karachi, où apparaît un homme d'affaires franco-libanais nommé Ziad Takieddine. Y figurent entre autres Brice Hortefeux, Jean-François Copé, Claude Guéant, etc. Pas un mot dans les medias traditionnels, papier comme audio-visuel. Heureusement, il y a Médiapart : http://www.mediapart.fr/dossier/france/les-documents-de-takieddine

5 juillet : A Montboudif (Cantal), lors de l'hommage commémorant le centenaire de la naissance de Georges Pompidou, le Président reprend de longs extraits d'une déclaration du Général de Gaulle. Excellente inspiration sans nul doute.
Suggérons-en lui une autre, datant du 28 avril 1969 à 0h10 : "*Je cesse d'exercer mes fonctions de Président de la République. Cette décision prend effet aujourd'hui à midi.* "

7 juillet : la Cour des comptes publie un rapport relatif à l'organisation et la gestion des forces de sécurité publique. Elle y exprime, entre autres, ses doutes sur la baisse de la délinquance depuis 2002, pointe du doigt "*le rôle grandissant des polices municipales*" et s'interroge sur un "*développement rapide mais coûteux*" de la vidéosurveillance. (http://tempsreel.nouvelobs.com).
On y parle également de "*fuite en avant sécuritaire montrant encore aujourd'hui son inefficacité.* ".
Les syndicats confirment une baisse régulière des effectifs dans tous les services. Il est de notoriété quasiment publique que l'application aveugle de la RGPP dans la Police et dans la Gendarmerie est la cause de nombreuses souffrances au travail, se concluant parfois dramatiquement par un suicide. Quant au ministre, il fait son job : il hurle à la manipulation et dément catégoriquement.
En bref, ici comme ailleurs, ô symbole, le sarkozysme est en train de foirer en beauté. Pourra-t-il, osera-t-il nous refaire le coup de l'insécurité en 2012, après dix ans de règne en direct sur la question ?

9 juillet : Au chapitre " République exemplaire ", mention spéciale pour Dominique Baudis, Défenseur des Droits, ex - Président de l'Institut du Monde Arabe, épinglé par l'URSSAF pour des frais personnels non justifiés. Rappelons que le magazine Bakchich avait soulevé l'affaire une première fois en avril 2009 en publiant une copie de ses pharaoniques notes de frais. Montant estimé à 36 000 €.

14 juillet : Hommage aux soldats français tués en Afghanistan, prix douloureux de l'alignement sur Bush et l'Otan depuis 2008. Cirque compassionnel du Président en prélude au défilé, tête légèrement inclinée, mains jointes et yeux mi-clos. Puis descente des Champs-Elysées " dans mon range ", espérons pour la dernière fois. Pas d'invité d'honneur à la tribune cette année, histoire de ne prendre aucun risque à quelque mois de l'élection, dans ce monde où les amis d'hier (Kadhafi, El Assad) deviennent subitement bien encombrants. Et toujours pas un mot sur Takieddine.

Festival de réactions déplacées suite à la proposition controversée de la candidate écologiste Eva Joly de supprimer le défilé militaire du 14 juillet. La palme en revient au Premier Ministre qui ne veut pas jouer les gabonais absents, et qui déclare depuis Libreville que *"Mme Joly n'a pas une culture très ancienne des traditions françaises, des valeurs françaises, de l'histoire française".* De son côté lui-même ne peut se targuer d'une "culture très ancienne de la réussite au sein du gouvernement". Match nul.

18 juillet : Xavier Emmanuelli démissionne avec fracas du SAMU social, qu'il avait fondé en 1993. Il invoque la réduction drastique des budgets alloués par l'état à l'hébergement d'urgence. En 2006, pendant sa campagne électorale, le candidat Sarkozy s'était engagé à ce que *" d'ici 2 ans plus personne ne soit obligé de dormir sur le trottoir. ".*

20/21 Juillet : Sarkozy et Angela passent la nuit ensemble sur le dossier grec. En ressort le lendemain à Bruxelles un plan de sauvetage de 158 millions d'euros. Pour les perroquets de l'UMP, Sarkozy est ni plus ni moins que le sauveur de l'Euro, pour nombre d'observateurs, le secteur privé et en particulier les banques auraient dû être largement davantage mises à contribution.

22 juillet : L'UMP accroît sa pression sur Jean-Louis Borloo, en refusant de verser au Parti Radical la dotation d'1 Million d'Euros à laquelle il a pourtant droit.

25 juillet : Sarkozy tente de piéger tout le monde et en particulier le PS à 10 mois des élections, en proposant d'inscrire dans la constitution une " Règle d'Or " imposant aux gouvernements futurs de limiter les déficits publics. Plus c'est gros, voire grossier, plus ça passerait ? Sur 150 milliards de déficit, environ 60 seraient dus à la seule politique du gouvernement Sarkozy. La détaxation des heures supplémentaires, le bouclier fiscal, la baisse de la TVA sur la restauration... tout cela deviendrait donc interdit ?

Parmi les multiples réactions, celles d'Arnaud Montebourg est la plus complète et la plus cinglante :

" Votre responsabilité est écrasante et historique dans l'aggravation de notre endettement national "
" Serait-ce le signe de votre incapacité à remettre en ordre les difficultés que vous avez provoquées? "
" Puisque vous réclamez l'unité nationale, voici mes propositions : interdiction d'activité pour les agences de notation anglo-saxonnes, interdiction de toute activité spéculative de la part des entités financières agissant sur le territoire national, mise sous tutelle des banques et institutions financières agissant sur le territoire national, taxation de toute transaction financière européenne à 0,001 pour cent afin de financer le remboursement des dettes souveraines des Etats membres de l'Union Européenne mutualisées dans une agence européenne de la dette, embargo de toute transaction financière en provenance ou à destination des territoires non coopératifs, surnommés paradis fiscaux. "

26 juillet : Au chapitre "**République Exemplaire**", revenons sur une affaire que nous avons abordée à plusieurs reprises. Sihem Souid, ex-agent à la police aux frontières (PAF) et auteure du livre "Omerta dans la Police", a été exclue pour une durée de 18 mois, dont 12 mois avec sursis. Dans son livre, Sihem Souid, dénonçait entre autres les pratiques racistes de la PAF d'Orly. Une bien belle manière pour le pouvoir, de célébrer quasiment jour pour jour le premier anniversaire du funeste discours de Grenoble.

#52 – Août 2011 : De crise en crise

En ce début de mois de vacances, la crise fait rage sur tous les continents.

Aux USA, négociations tendues entre Barack Obama et la Chambre des Représentants sur le relèvement du plafond de la dette fédérale et sur les mesures de réduction des dépenses publiques. Standard & Poors abaisse la note de la dette fédérale américaine à AA+

En Espagne, en Italie, les spéculateurs attaquent les dettes publiques, les mesures d'austérité se confirment.

Une rumeur de faillite imminente de la Société Générale se propage, la Banque Centrale Européenne lance une nouvelle opération de refinancement exceptionnelle des banques. S'en suit une crise boursière mondiale et une chute d'environ 20% des cours.

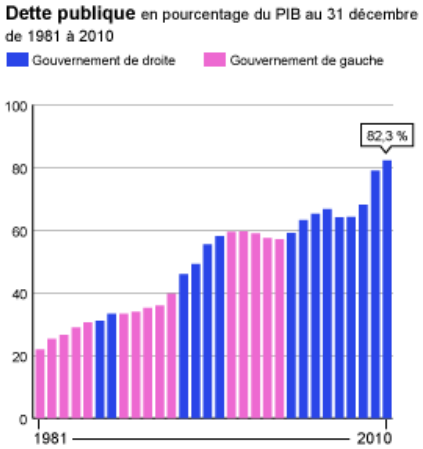
Il n'en faut pas plus à notre Président pour " Interrompre ses vacances et endosser son habit de Superman

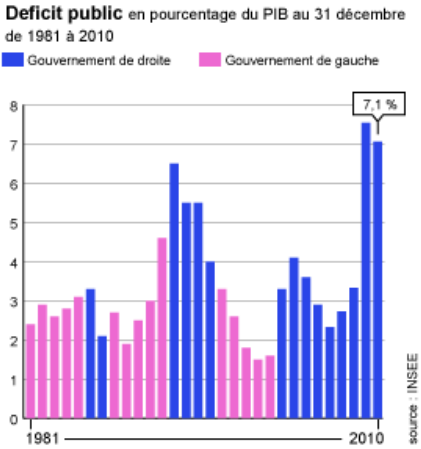
Interdiction aux banques françaises, belges, espagnoles, italiennes de spéculer à la baisse et de vendre à découvert. Enfin.

Rencontre avec Angela Merkel qui résulte en la mise en place progressive d'un gouvernement économique de l'UE et d'une règle d'or européenne sur les déficits publics. Notons que la mise en place d'Eurobonds est refusée et que cette règle d'or ne fait ni plus ni moins que de réitérer les critères de convergence d'entrée dans l'Euro présents depuis 20 ans dans le traité de Maastricht et sur lequel la plupart des états, dont la France, se sont allègrement assis. Nombre d'observateurs imputent les deux-tiers de l'accroissement de la dette française à la politique menée par Sarkozy depuis 2007 (loi TEPA etc.) et un tiers aux effets de la crise.

Mais dans la conférence de presse commune qui conclut ce sommet Franco-Allemand, le Président, ne reculant devant aucun cynisme et aucune indécence, se positionne essentiellement sur le terrain de la politique intérieure et de la campagne électorale en mettant au défi la Gauche de voter sa fameuse " Règle d'Or ".

La dette et la règle d'or, sans commentaire (source Le Monde)





La nouvelle Directrice du FMI, Mme Lagarde, annonce des prévisions de croissance à la baisse pour 2011, contredisant ainsi l'ex-Ministre des Finances française, Mme Lagarde, qui prévoyait il n'y a pas si longtemps 2,25%

Ensuite s'ouvre dans l'hexagone une grande séquence du plus haut comique.

A l'image de Warren Buffet aux USA, quelques riches contribuables français sont soudains pris d'une crise aigüe de civisme et demandent à contribuer au complément de la dette en payant plus d'impôt. Ils seront entendus…mais pas trop fort.

Car effectivement, le Premier Ministre annonce, le 24 août, un train de mesures de rigueur visant à économiser 1 Milliard d'Euros dès 2011 et 11 Milliards en 2012 :

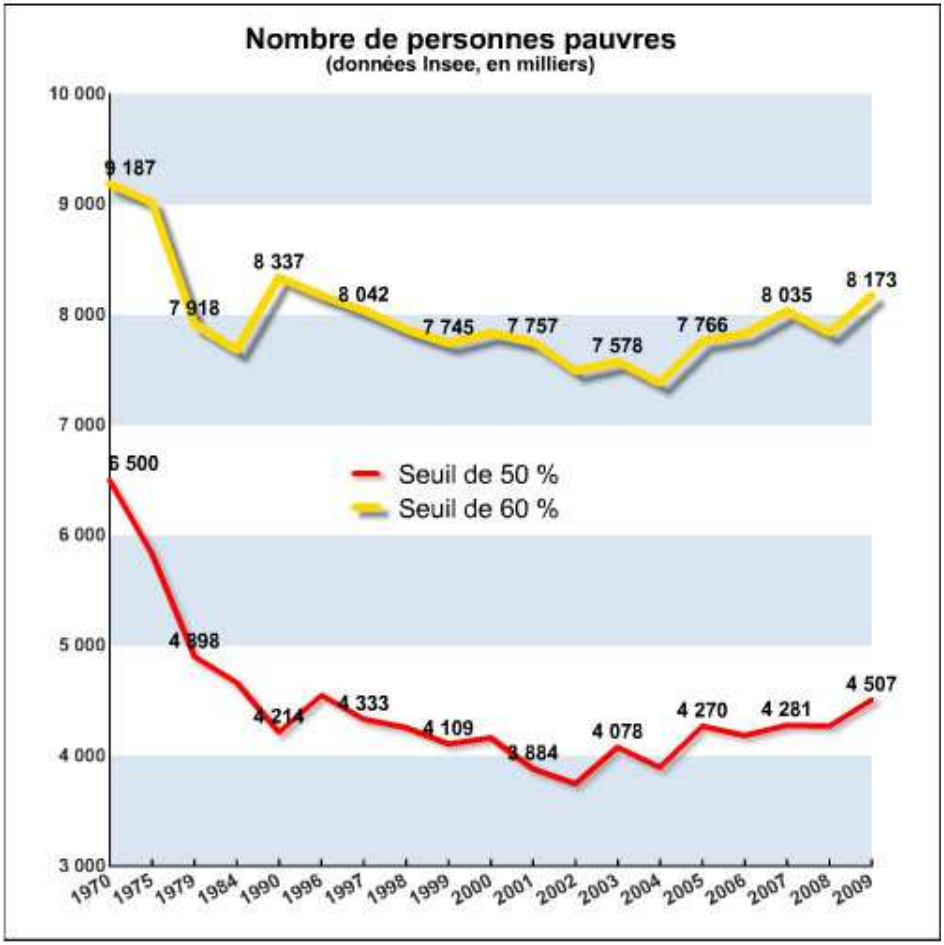
- Une taxe sur les hauts revenus (rapportant 200 Millions, à comparer aux 1,8 Milliards rendus sur l'ISF en juin). Ridicule, titrera le NouvelObs.
- Quelques niches fiscales rabotées, mais rien sur la niche Copé (exonération d'impôt sur les sociétés des plus-values sur la revente de filiales détenues depuis plus de deux ans) responsable d'un manque à gagner moyen de 7 millions par an

- Une hausse des prix du tabac, de quelques alcools forts (le Rhum antillais est épargné), une taxe sur les sodas.
- On continue de " s'attaquer aux riches " avec une hausse de la TVA sur le prix d'entrée dans les Parc à thèmes, entraînant une montée immédiate au créneau de Copé (Disneyland dans son département) et de Raffarin (Futuroscope dans son département), qui soudainement se souviennent qu'il y a un peuple pas très argenté. Ce projet de surtaxe sera d'ailleurs retoqué quelques jours plus tard par la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale.

Les affaires de financement occulte commencent à ressortir malgré le silence assourdissant des media sur le dossier Takkiedine. Seul Médiapart tient bon. A noter également Europe 1 et quelques journaux qui y font allusion de temps à autres.

Crise médiatique pour conclure ce mois : La sortie du livre " Sarkozy m'a tuer " déclenche l'ire présidentielle. On y mentionne des rumeurs de remise d'argent en liquide. A suivre dès septembre, les conséquences de ces allégations et la révélation par Le Monde que deux de ses journalistes, co-auteurs de ce livre, auraient été espionnés par les renseignements généraux.

La publication fin août par l'Insee de nouvelles statistiques montre que la pauvreté s'accroit en France : 8,173 Millions de Français (12,9%) vivent en dessous du seuil de pauvreté en 2009, contre 8,035 en 2007. L'accroissement en % est difficile à déterminer car les bases de calcul ont changé (cf. ouvrage collectif " Le Grand Truquage ").



" Le Président du pouvoir d'achat … ", vous vous souvenez chers lecteurs ?

Pouvoir d'achat, République exemplaire, Sécurité, France de propriétaires, Taxe Carbone, Croissance et réduction de la dette, Service Minimum dans les transports en commun, réception officielle de Kadhafi et d'El Assad, Union pour la Méditerranée reposant sur Ben Ali et sur Moubarak… c'est un bilan en forme de fiasco intégral qui s'annonce pour Sarkozy. Mais ne baissons pas la garde, car il n'hésitera pas à dénoncer lui-même tout ce qu'il aura fait ces cinq dernières années et à inventer à nouveau n'importe quoi pour tenter de se faire réélire.

#53 – Septembre 2011 : Le crépuscule de la Sarkozye ?

Au mois de septembre, on s'attend à entendre parler rentrée des classes, malaise dans l'éducation nationale, ou bien encore prix du logement, autant de marronniers dont se gargarise la presse en pareille saison.

Nenni, les affaires sont les affaires, et ce dernier mois d'été ne sera qu'un long hommage à Octave Mirbeau.

Dès le 1er Septembre, on apprend que ce bon Dominique Paillé, ex-porte-parole du Président, redevenu Radical, est viré de l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration). La raison ? Son penchant déclaré pour Borloo bien sûr, mais aussi sa propension à avoir pris au mot la mission des deux I de son Office, là où le patron ne veut voir en fait que des reconduites à la frontière. Il est prestement remplacé par Arno Klarsfeld, qui abandonne ses rollers pour déshonorer ainsi un peu plus son patronyme et les combats de ses parents.

Puis vient le campus UMP, où malheureusement cette année les rituels trémoussements de Madame Morano sont éclipsés par deux actualités plus ou moins mondaines.

- Le samedi, il est annoncé que Jacques Chirac ne pourra assister à son procès la semaine suivante, car souffrant d'anosognosie, c'est à dire de troubles de la mémoire.
- Le Dimanche, c'est le retour en France de DSK qui monopolise micros et caméra.

Ni le samedi ni le Dimanche, Bruno Lemaire annoncera le tant attendu programme de l'UMP pour 2012. C'est Raffarin et son désaccord sur la taxe frappant les parcs à thèmes, puis Marleix y allant de son couplet bien beauf-raciste sur Jean-Vincent Placé, qui " sauveront " le week-end.

Plus de 16 000 postes supprimés, 1 500 classes fermées, la formation des professeurs raccourcis d'une année, leurs salaires en berne : Sarkozy continue à " Moderniser la France ". Comble de cette modernité, la commune de Puy-Saint-Vincent dans les Alpes décide de financer sur ses fonds municipaux le recrutement d'une institutrice.

Sénatoriales : le parisien Pierre Charon, ex-proche du Président, annonce qu'il fait sécession et qu'il mènera une liste dissidente.

Mais on s'ennuierait presque, si la primaire du PS ne venait émailler l'actualité de son festival d'idées, de propositions et de débats.

C'est alors qu'éclatent ou se développent une suite de scandales d'une ampleur et à un rythme jamais vus auparavant. URBA-GRACCO ou les Diamants de Bokassa à côté de tout cela, c'est de la gnognote.

1/ les fadettes

Deux dirigeants du contre-espionnage français sont soupçonnés d'avoir espionné les factures téléphoniques (fadettes) d'un journaliste du Monde en vue d'identifier les sources de fuites relatives à l'affaire Woerth-Bettencourt l'été 2008.

2/ Karachi

Véritable feu d'artifice. La justice remonte petit à petit le fil via l'intermédiaire Takieddine, dont seul ou presque Médiapart parlait jusqu'à présent. Deux proches du Président, ayant activement participé à la campagne présidentielle de 1995, à une époque où Sarkozy était ministre du budget, sont soupçonnés d'avoir transporté des mallettes d'agent liquide provenant de rétro-commissions sur des contrats d'armement. Affaire dans l'affaire, c'est Hortefeux qui a mis en garde l'un d'eux en ces termes " Ta femme balance beaucoup ", enfreignant ainsi le secret de l'instruction.

On apprendra d'ailleurs dans une indifférence quasi-générale que les comptes de campagne d'Edouard Balladur et ceux de Jacques Chirac auraient dû être invalidés, mais ne l'ont pas été grâce à la " bienveillance " du Conseil Constitutionnel présidé à l'époque par Roland Dumas, grand défenseur de la " Pompe Afrique " comme de la pompe Berlutti.

3/ " La République des mallettes "

Dans son nouveau livre-enquête, Pierre Péan explique comment depuis des lustres sont détournées ces commissions versés à divers intermédiaires. Toute la " famille ", Villepin, Guéant, Sarkozy and c°, y trouve semble-t-il son compte.

4/ Monsieur Bourgi

L'avocat Robert Bourgi " soulage sa conscience " en racontant au Journal du Dimanche comment il a convoyé durant des décennies des valises d'argent

provenant de chefs d'états africain à destination de Chirac, Villepin et même Le Pen.

5/ Clearstream

Villepin est relaxé en appel mais tout le monde s'en moque éperdument.

6/ Bettencourt, le retour

Lavée de tout soupçon, toutes les procédures l'ayant visée durant l'été 2010 étant closes, la comptable de Liliane Bettencourt raconte au quotidien Libération les versements d'argent liquides à diverses personnalités proches du candidat durant la campagne de 2007.

7/ un juge convoqué pour mise en examen

Dans cette même affaire Bettencourt, le juge Courroye est mis en examen pour "*atteinte au secret des correspondances par personne dépositaire de l'autorité publique* "

8/ des ripoux ?

Le numéro 2 et trois dirigeants de la PJ lyonnaise sont interpellés pour corruption, trafic international de stupéfiants et blanchiment d'argent.

Mises en examens et contre-attaques en diffamation se succèdent à un rythme effréné. " Tout vit, tout agit, tout se correspond ", mais ici nulle question de folie poétique, c'est un système entier, celui que le candidat Sarkozy dénommait " République exemplaire " qui est en train de se décomposer sous nos yeux.

Ultime exploit du Président de la rupture, le 25 septembre, la Droite perd au profit de la Gauche la majorité qu'elle détenait au Sénat depuis plus d'un demi-siècle. Les élus locaux sanctionnent ainsi la politique territoriale du pouvoir en place.

" Fin de Règne ", " Chute d'un clan ", " Le Boulet ", titreront les hebdos la semaine suivante.

Puissent les mois qui viennent leur donner raison.

#53 – Octobre 2011 : Le temps des perroquets primaires

République exemplaire

Jean-Louis Borloo se dégonfle et annonce qu'il ne sera pas candidat à la présidentielle. Décision personnelle et murement réfléchie, prise sans qu'aucune pression n'ait été exercée sur lui. Désespoir de Rama Yade, Dominique Paillé ou Yves Jégo qui voyaient en sa candidature une belle occasion de se venger d'humiliations passées. Un souffle d'espoir envahit le pays : serait-ce l'heure d'Hervé Morin ?

A Lille, ce sont des responsables de la police locale, ainsi que des chefs d'entreprise voire des politiciens, qui sont mis en cause dans une sordide histoire de proxénétisme hôtelier.

Soucieux de l'intérêt Général, le Premier Ministre annonce qu'il laissera son siège de député sarthois à un nouvel arrivant. Effectivement, il veut se faire parachuter à Paris en vue des municipales de 2014, et dispute à Rachid Dati " sa " circonscription du VII° arrondissement, où l'on sait que la bataille sera âpre. Dépitée putative tant appâtée par la députation, Rachida rue dans les brancards et balance à tout vat sur France Info. Ambiance.

Putéolienne : rien à voir avec une péripatéticienne qui brasserait du vent pour produire de l'électricité. C'est tout simplement ainsi que l'on nomme les habitantes de Puteaux (Hauts-de-Seine) et donc la première d'entre elles, Madame La Maire, issue d'une longue lignée d'élus, ex-suppléante du député Sarkozy. Cette brave dame a fait une bonne action pour la presse écrite, en faisant acheter le 19 octobre tous les exemplaires du Canard enchaîné en vente dans sa commune. Il convient de préciser que " le Volatile " l'y mettait en cause pour une sombre affaire de millions planqués en suisse.

Ecoute de journalistes : Le directeur général de la police nationale est entendu par une juge d'instruction mais ans être mis en examen.

Primaires Citoyennes du PS et du PRG

Trois millions de personnes se déplacent pour aller choisir le futur candidat du PS, mais Sarkozy et son entourage affichent un mépris confondant. Il déclare à qui veut l'entendre que "La Ve République ne peut être l'otage

des partis " ou bien encore que "Les socialistes s'occupent des socialistes, nous devons nous occuper de l'ensemble des Français".

Quelques ministres se hasardent à confier que ces primaires ne sont pas une mauvaise chose pour la démocratie, voire qu'elles sont un " processus moderne " ou encore " un succès ". Ils savent qu'en cas de primaire interne à l'UMP, le sortant serait sorti et que leurs chances seraient grandes d'être investis. Mais, faute de primaire à droite, de nombreux déçus du sarkozysme viennent s'exprimer ces deux dimanches d'octobre, et pour la première fois de leur vie vont voter socialiste. En nous disant bien que ce n'est sans doute pas la dernière. Rendez-vous en Avril et Mai prochain.

Au lendemain du premier tour des primaires, les perroquets de l'UMP sont pris " le bec dans la mangeoire aux éléments de langage ". En effet, le journal " Le Monde " s'est procuré l'argumentaire distribué la veille du premier tour aux cadres de l'UMP, qui se répandent dès le Dimanche soir sur les plateaux TV pour " commenter " les résultats. Cruel, Jean-François Khan pousse en direct sur France2 le papier sous les yeux d'une Nadine Morano médusée, qui en reste coite pendant quelques secondes. Faire taire Morano, même quelques secondes, quel exploit.

Une suggestion à nos amis journalistes : la prochaine fois, diffusez les argumentaires avant les émissions TV, et organisons le premier karaoké politique géant !

Le mardi, en mal de temps d'antenne, l'UMP organise à la va-vite une convention consacrée du projet du PS. La Chaine Parlementaire retransmet en toute confidentialité cette pitoyable pantomime à laquelle participent rien moins que 16 ministres en service commandé, défilant au pupitre pour y ânonner chiffres et commentaires.

Deux coups de barre bien à droite pour tenter de sauver ce qui peut l'être :

L'Education Nationale annonce la mise en place d'une évaluation des élèves dès l'âge de 5 ans en vue d'identifier les sujets " à risque "

Un décret va permettre l'augmentation de 20% des épandages d'azote, pour le plus grand bonheur des agriculteurs… et des algues vertes.

Les chiffres qui font mal

Sous couvert de RGPP (Révision Générale de Politiques Publiques), qui se traduit par le non-remplacement d'un fonctionnaire partant sur deux, l'Etat a supprimé depuis 2007 120 000 postes de fonctionnaires mais, du fait de surcoûts résultant de l'emploi d'intérimaires ou de vacataires externes, la masse salariale a augmenté d' 1% par an. Bande de clowns.

Le chômage s'est accru en septembre de 0,9%, les jeunes et les seniors étant particulièrement touchés. Fin observateur, le Ministre du Travail (" et du chômage " ajoutait toujours à l'Assemblée le regretté Patrick Roy) impute cette hausse à un " ralentissement de l'activité ".

Toujours prêt à gratter quelques centaines millions ici et là pour compenser les 75 Milliards d'euros de cadeaux fiscaux consentis depuis 2007, le gouvernement déborde d'imagination : Doublement de la taxe sur les boissons sucrées et édulcorées, tentative de réduction de 6% des indemnités maladies etc. Il reste heureusement quelques députés UMP suffisamment dignes, ou désespérés, pour s'opposer à quelques-unes de ces mesures.

Zorro est arrivé… à faire un flop

Alors qu'un de des ex-amis finit piteusement sa vie à la sortie d'une canalisation libyenne, et pendant que Madame donne naissance à son quatrième rejeton, notre Président est très affairé à sauver l'Euro. Visites éclair à Madame Merkel, coups de gueule envers Cameron, sourires compassionnels à Papandreou, c'est une nouvelle page d'histoire qui s'écrit sous nos yeux. Mais ses propositions à la chancelière allemande ont fait un flop, et l'agence de notation Moody's menace la France de perdre son AAA.

Un ex- toujours fringant

Lors d'un entretien accordé à RTL, l'ex-Président Valéry Giscard d'Estaing estime qu'on exagère la gravité de la crise. " Nous avons une monnaie unique. Aujourd'hui qu'est-ce qu'elle fait ? Elle monte. Elle n'est pas en crise. Donc, dans toute cette affaire, je suis frappé par le fait qu'elle est traitée dans l'agitation et avec un niveau de compétence relativement faible ".

Chuivez chon regâââârd… plop !

Face à la crise

Le peuple est inquiet, le Président va lui parler.
En toute spontanéité donc, l'émission " Face à la Crise " est donc programmée, retransmise à la fois sur TF1 et sur France2, le représentant de la chaîne privée est toujours le même, alors qu'un nouveau laquais, qui fut pourtant un interviewer de talent, a remplacé l'ancien sur le service public.
" Face à la crise ", Mais quelle crise finalement ? La crise économique et financière, ultime avatar du régime néo-libéral que Sarkozy voulait importer en France, ou bien crise du sarkozysme, miné par la baisse du pouvoir d'achat, la dégradation des services publics, le non-recul de l'insécurité et les affaires politico-financières ?

Dénis, réponse à des questions par d'autres questions, attaque obsessionnelle des 35heures, des fonctionnaires ou de l'assistanat, doigts entrecroisés crispés au point que les articulations en sont blanchies lorsque l'on évoque l'affaire Karachi, on assiste à un discours qui se veut pédagogique et rassurant, mais qui ne surprend ni ne convainc quasiment plus personne.

Paraphrasant je ne sais plus qui, et il voudra bien me le pardonner, j'écrirai volontiers que " Tant qu'il lui restera un lecteur militant UMP, le Figaro tentera de lui faire croire que Sarkozy fut un grand Président ".

#54 – Novembre 2011 : 4 jours de carence, 4 semaines d'hypocrisie

Que retenir du sommet du G20 à Cannes ?

- Barack Obama et Angela Merkel commandent en Europe, "Et pis c'est tout" comme diraient les Guignols de l'info. Que deviennent les projets de convergence fiscale ou de taxation des transactions financières ?
- L'estime portée au confrère israélien, par l'entremise d'une conversation entre le Président et son homologue américain, traitant Netanyahu de menteur.
- Ne jamais perdre une occasion de montrer à son clan qu'on est devenu quelqu'un : interview croisée de Nicolas Sarkozy et de Barack Obama sur France 2. On imagine aisément les bénéfices que va en retirer le Président américain dans sa campagne de 2012 (!).
- Saisir au vol l'occasion d'humilier un collègue prétendu faible, fût-il Premier Ministre d'un grand pays de l'Antiquité.
- Se tenir à distance du prochain qui va se faire virer, fût-il Premier Ministre de l'autre grand pays de l'Antiquité.

UMP : terre de dignité et de solidarité

Rachida Dati continue à ruer dans les brancards en clamant haut et fort qu'elle ne laissera pas François Fillon lui ravir "sa" circonscription.

François Baroin se distingue à l'Assemblé National en prétendant que les socialistes ont pris le pouvoir en 1997 "par effraction". C'est une insulte à la démocratie, mais pas un mot d'excuse ni de Bercy, ni de Matignon, ni de l'Elysée.

Cérémonies du 11 Novembre

Dans une lettre envoyée à tous les Préfets : *"le Président de la République a souhaité que les cérémonies du 11 novembre soient l'occasion de rendre un hommage national à l'ensemble des Morts pour la France, de la Grande guerre à aujourd'hui"*.

L'Elysée aurait-il dicté aux maires leur discours du 11 novembre ? La question est posée à la veille d'une année électorale.

Ne pas perdre son triple A six mois avant les élections

Le 7 novembre, le Premier Ministre annonce un nouveau plan de rigueur, destiné à économiser 65 Milliards d'Euros supplémentaires d'ici à 2016. Rappelons que le montant des cadeaux fiscaux consentis depuis 2007 s'élève à 75 Milliards.

Ce plan s'apparente plus à une collection de mesurettes disparates : hausse ciblée de la TVA, application de la réforme des retraites avancée d'un an, majoration temporaire de l'Impôt sur les Sociétés au-delà de 250 M€ de Chiffre d'Affaires, petit coup de rabot ici et là sur des niches fiscales. Mais toujours rien sur la niche Copé qui creuse la dette de plusieurs milliards chaque année.

Au chapitre "ridicule" : le gel du salaire du chef de l'état et de ceux des ministres, et l'appel aux dirigeants du CAC 40 à faire de même. Toute démagogie mise à part, en quoi le gel du salaire d'un dirigeant d'une entreprise privée contribue-t-il à réduire la dette ?

Tout ceci n'empêche pas l'improvisation et l'amateurisme de continuer à régner en maîtres impitoyables, puisqu'une semaine après l'annonce de ce plan, ce sont de nouvelles mesures qui sont évoquées. Il s'agit cette fois-ci de s'attaquer au déficit de la sécurité sociale.

Dans un de ses discours des plus convenus, le Président, parlant de la fraude sociale, cite à maintes reprises le Conseil National de la Résistance, puis nous fait la morale en rappelant que : *"Frauder, que dis-je, voler la Sécurité sociale, c'est trahir la confiance de tous les Français et c'est porter un coup terrible à la belle idée nécessaire de solidarité nationale."*

Bref : Voler, c'est pas bien.

Emboitons le pas du Président sur le thème

#moi_aussi_comme_sarko_je_peux_dire_ce_qui_est_mal

Mentir à sa maman ça se fait pas. Tirer la queue du chat c'est pas gentil. Pas dire bonjour à la dame c'est pas poli …

Et tant que nous y sommes : Placer ses copains à des postes clés c'est pas irréprochable ; Faire de longs discours sur la moralisation du capitalisme et laisser faire ses copains du CAC 40, c'est pas tip-top, etc.

Redevenons sérieux un instant :

Le coût de la fraude aux prestations est évalué à 2 ou 3 Milliards d'Euros par an. Le manque à gagner par fraude aux cotisations (travail au noir) est de 8 à 15 Milliards. Par un mot sur cette facette du sujet dans le discours présidentiel. Où sont les voleurs ?
Qu'ont fait en la matière les gouvernements Raffarin, Villepin et Fillon depuis 2002 ?
Le gouvernement veut alléger le cout du travail et repenser le financement de la Sécurité Sociale. Montebourg/Peillon et le PS le proposaient dès 2005, que n'a-t-on entendu à l'époque ?

Le Premier Ministre enchaîne alors sur son idée-phare de la semaine : rajouter une journée de carence pour les remboursements d'arrêt-maladie, dont la durée passerait ainsi à 4 jours dans le secteur privé et 1 dans le public. S'enclenche alors le rituel tohu-bohu médiatique, ce qui nous permet de revenir une nouvelle fois sur les fondamentaux de la méthode Sarko/Fillion de conduite des réformes :

1. Dénonciation bateau d'un phénomène, en prenant la presse et le bon peuple à témoin.
2. Formulation d'une idée à la con (inventer un quatrième jour de franchise de remboursement maladie, lire la lettre de Guy Môquet à chaque rentrée scolaire, supprimer la carte famille nombreuse, instituer une prime de 1000 €, parrainer un enfant victime des SS, propulser le fiston à la tête de l'EPAD)
3. Tollé chez les socialistes puis chez ne plus ou moins grande fraction de l'UMP
4. Cacophonie entretenue par les media et par le besoigneux-rupteur-de-l-intérieur-genre-moi-aussi-je-peux-faire-comme-Sarkozy-a-fait-à-Chirac, alias JF Copé le plus souvent.
5. Concertation, terme déjà évoqué dans cet ouvrage à maintes reprises : on crée un "groupe de travail" histoire de donner un os à ronger à tel ou tel vieux centriste par exemple.

6. Reculade allant du silence au retrait pur et simple en passant par l'étouffement progressif.
7. Esbroufe consistant quelques temps après à faire croire que la réforme a bien eu lieu.

Une suggestion, M. Le Président : lors de votre prochain plan d'austérité, pourquoi ne pas instituer une nouvelle taxe, sur la Valeur Agitée (hommage à un lapsus radiophonique matinal) ? Peur d'être un gros contributeur ?

Et pour terminer ce chapitre consacré à l'économie : *"Plus gaucho que moi, tu meurs"* par JF Copé.
Dans un discours prononcé le 23 novembre, le besogneux en chef de l'UMP pille les idées du PS et y va de son couplet sur les nécessaires relocalisations, compensations fiscales à l'importation de produits fabriqués dans des pays low costs etc. Déjà l'entraînement pour 2017 & 2022 ?

République irréprochable

Le Monde publie un long article "Affaire de Karachi : l'ombre de Sarkozy" dans lequel un certain nombre de faits et de coïncidences sont rappelés, pour conclure que *"Là encore, rien de pénalement répréhensible, mais une nouvelle confirmation que l'ombre du chef de l'Etat plane sur ce scandale politico-financier."*

Une nième loi sur la récidive, la neuvième selon les spécialistes, est annoncée en réaction au dramatique assassinat d'une collégienne.

L'état, c'est moi

Areva menace de supprimer des centaines d'emploi ? Ta ta-laaaaa, l'état-actionnaire est là, en la personne de Super-Baroin.

Selon Baroin *"Pour l'état-actionnaire, l'emploi ne doit pas être une variable d'ajustement".* Est-ce que cela signifierait dans la foulée l'arrêt de mort de la RGPP et de son incessante conséquence en termes d'appauvrissement

des services publics, suite au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux ?

Le groupe automobile PSA annonce la suppression de milliers d'emplois dans le monde et en France. Scogneugneu, son P-DG est convoqué séance tenant à l'Elysée. On lui demande de ne pas licencier. Dans le même temps La Poste, entreprise publique, dont l'état est l'actionnaire, remplace 3000 scooters Peugeot par des modèles coréens. Les psychologues appellent cela une "injonction contradictoire", D'un côté l'état-actionnaire décide : *"On ne commande pas chez vous",* de l'autre il ordonne : *"Vous ne licenciez pas".*

Touche-pas à mon atome

Alors que Verts et Socialistes parviennent douloureusement à un accord électoral, ce serait la filière nucléaire qu'on assassinerait ?
Pour commencer, JF Copé demande à François Hollande *"au nom de la France"* de renoncer à cet accord, comme s'il avait déjà admis que c'est bien un nouveau Président qui sera aux commandes dès le mois mai prochain.

Puis le Président sortant nous gratifie au Tricastin de l'un de ses discours dramatisants à la rhétorique impeccable : *" On ne va pas retourner à l'époque de la bougie, on ne va pas tourner le dos au travail de 6 décennies d'ingénieurs et de chercheurs français. Soyons fiers de ce qu'ils nous ont donné, de ce qu'ils nous ont apporté. Devrions-nous être le seul pays qui tourne le dos au progrès ?"* Rien que ça.

Et les perroquets de l'UMP d'enchainer par voie de tracts "un million d'emplois menacés", "50% d'augmentation de la facture EDF" etc.

Ce qui fera dire à Anne Lauvergeon, récemment débarquée de la présidence d'Areva : *"Quand j'ai vu que le patron d'EDF, en une d'un quotidien, affirmait qu'un million d'emplois était en jeu, je me suis dit qu'il avait fumé la moquette !"*

Où l'on reparle de la suite 2806 du Sofitel de New-York

Une enquête parue dans un estimable hebdomadaire américain révèle de drôles de mouvements dans les couloirs et dans la chambre voisine de la 1806, le jour même où toute l'affaire s'est déclenchée. Désactivation du téléphone portable, énergumènes sautant de joie dans le couloir, informations révélées par une documentaliste de l'UMP amie de DSK, la théorie du piège ou du complot refait surface allons-nous assister à un nouveau rebondissement. Le soir même sur les chaines info, c'est un JF Copé livide et faussement enjoué qui déclare mécaniquement : *"La ficelle est un très, très grosse. […] Tout cela est absolument ridicule. Moi je veux bien voir des preuves et des faits s'il en y en a."*

Le chômage toujours en hausse

Le Président du pouvoir d'achat est devenu le Président du chômage. Selon l'aveu du Ministre du Travail lui-même, les chiffres ne sont "pas bons". En effet, la France compte 34 000 chômeurs de catégorie A, pour un total de 4,2 millions de personnes sans emploi ou en activité réduite. Un record depuis 1999. Un triste record.

L'Effet "Haine"

Ce mois de novembre restera enfin marqué par plusieurs épisodes racistes et xénophobes

- En application d'une circulaire du 31 mai 2011, le gouvernement s'en prend avec application aux jeunes diplômés d'origine étrangère travaillant sur le sol français en cherchant à les renvoyer dans leur pays d'origine.
- Le Président se déclare opposé au vote des étrangers lors des élections locales. Pourtant, en 2005, un certain Nicolas Sarkozy déclarait sur France 2 " le débat sur le droit de vote aux seules municipales pour les étrangers présents depuis 10 ans sur le territoire national, respectant nos lois, payant leurs impôts et ayant des papiers, étaient une question qui devait être ouverte... En ce qui me concerne j'y suis favorable":
- Thierry Mariani (auteur du funeste amendement ADN il y a quelques années) et son mouvement "Droite populaire" enfoncent

le clou via une interview au journal Minute et des interventions à la radio. L'une d'entre elle est magistralement contrée par Pascale Clark un matin sur France Inter.

- Sur Europe1/I>télé, le Ministre de l'Intérieur trouve qu'accueillir "*200.000 étrangers en situation régulière[…] Moi, je trouve que c'est trop*". Puis il enchaîne "*Cela veut dire que nous pourrions avoir des maires étrangers*".

Plus que 158 jours en Sarkozye …

- La dette se creuse sous le double effet de la crise du système libéral que le candidat Sarkozy voulait implanter en France, et sous le poids des cadeaux fiscaux consentis depuis son élection.
- L'insécurité ne recule pas mais la xénophobie progresse à pas de Guéant, sans doute pour capter l'électorat "Effet Haine".

#55 – Décembre 2011 : La honte Triple H

Dès le 1er décembre, le grand Sarko Circus dresse à nouveau son chapiteau à Toulon, pour un discours portant sur la conjoncture économique. Dans un tweet, Le Monde rapporte *que "Selon plusieurs journalistes sur place, des cars de militants UMP seraient en train d'arriver au Zénith de Toulon, que les télévisions n'auraient pas eu le droit de filmer."*

Alignant des constats de ses propres échecs et de sa propre impuissance, le Président dissimule mal le candidat en devenir, et ce discours n'est autre que sa première grande réunion électorale. Les mesures annoncées ne trompent plus que des militants cacochymes soudés par une haine commune de l'étranger, des 35 heures et de l'impôt, et des journalistes-perroquets qui déshonorent leur profession.

Chaque déplacement du chef de l'état mobilise un millier de policier et est évalué à 500 000 Euros. Le PS saisit la Commission des comptes de campagne, et met en place une équipe pour chiffrer le coût des déplacements du chef de l'Etat. Deux motions présentées à l'Assemblée Nationale par des députés socialistes et visant à intégrer une partie de ces coûts dans les comptes du futur candidat, sont rejetées.

A défaut de conserver son Triple A, la Sarkozye sait que son triple H, celui de la Haine, de la Hargne et de la Honte, n'est pas menacé. Le malheureux épisode de la prétendue germanophobie de Montebourg va nous le confirmer de façon cinglante :

- **HAINE :** "La France n'a jamais cédé à la tentation totalitaire. Elle n'a jamais exterminé un peuple. Elle n'a pas inventé la solution finale, elle n'a pas commis de crime contre l'humanité, ni de génocide." Nicolas Sarkozy en 2007, à Caen, lors d'une réunion de campagne.

- **HARGNE :** "Merkel, un Bismarck en jupons", article publié par Yves Thréard le 19 mai 2010 dans le Figaro, organe officiel de l'UMP. Aucun cri d'orfraie ni au gouvernement, ni chez les perroquets, ni à l'Elysée.

- **HONTE :** "Les paroles qui ont été entendues déconsidèrent ceux qui les ont prononcées, à l'endroit de nos amis. Je n'ai pas d'autre commentaire à faire que cela.". Nicolas Sarkozy le 5 décembre 2011 lors d'une conférence de Presse tenue à Berlin en compagnie d'Angela Merkel.

République exemplaire : Cela ne saurait éclipser les scandales du moment :

- Le journal "Le Monde" révèle comment les officiers de police ont épluché la "fadettes" de deux de ses journalistes. *" Une entrée par effraction dans la vie privée de chacun, dans une parfaite discrétion."*

- Pentagone à la française : On apprend qu'une enquête judiciaire est en cours depuis plusieurs mois, est ouverte depuis février, au sujet d'éventuelles malversations lors de l'attribution du chantier du futur siège du ministère de la Défense dans le XV° arrondissement de Paris. C'est le groupe Bouygues qui a été choisi pour la réalisation de cet équipement. Selon le Canard Enchaîné, un haut responsable du ministère de la Défense est soupçonné d'avoir transmis à un cadre dirigeant de Bouygues un cahier des charges du marché avant ses concurrents.

- Le PDG d'Orange et ex-directeur de cabinet de C. Lagarde a été interrogé le vendredi 9 par la Cour de justice dans le cadre de l'affaire Tapie

Mais l'évènement du mois reste incontestablement le nième sommet de la dernière chance pour sauver l'Euro. Merkozy décident dans leur coin, au mépris du parlement européen, de nouvelles mesures d'austérité dans une nouvelle ultime tentative de sauver leur Triple A.

La dramatisation semble s'imposer comme stratégie de campagne en 2012 pour l'un, 2013 pour l'autre. Combien se laisseront impressionner ou abuser ?

Prétextant des restrictions économiques et surtout, comble de l'hypocrisie, la maturité des électeurs de 18 ans qui savent ce qu'ils ont à faire, le gouvernement ne mène aucune campagne d'information relative à l'inscription sur les listes électorales.

"Méthodes fascistes": Bertrand renvoyé en correctionnelle pour diffamation pour des propos tenus à 'encontre du journal en ligne Mediapart alors que, secrétaire général de l'UMP, il commentait les investigations menées sur l'affaire Worth-Bettencourt durant l'été 2010.

Le même Xavier Bertrand, mi-nistre mi-sinistre, prend acte du niveau record du chômage (au-delà de 10%) comme une "conséquence directe du ralentissement de l'activité économique". Dans la foulée, il innove en proposant le chômage partiel comme solution. Les 35 heures, non, mais les 32, oui. #TristeRoiDuGag

Ce dernier paragraphe symbolise à lui seul l'arrogance, le cynisme, l'échec et l'impuissance de Sarkozy et des siens.

Ces chroniques s'achèvent par un dernier clin d'œil qui fait la une en ces derniers jours de l'année : la candidature annoncée du Ministre de l'Intérieur Claude Guéant dans la IX° circonscription des Hauts-de-Seine, dans laquelle l'auteur de ces lignes milite et réside depuis plus d'un quart de siècle, et vient d'être investi suppléant de la candidate socialiste aux prochaines législatives.

Cette candidature surprise constitue pour nous un cadeau inattendu, et annonce une rude mais passionnante bataille électorale. C'est une grande chance pour des militants de pouvoir affronter en direct, sur le terrain, un des symboles du pouvoir qu'ils combattent depuis tant d'années.

Sachons nous en montrer dignes, et unis autour d'un objectif commun : le changement, aux présidentielles, aux législatives, même dans le "9-2" !

Conclusion

Les Français ont été trompés.

Ils ont eu beau se lever tôt, travailler plus pour espérer gagner plus : la croissance n'est pas là, le pouvoir d'achat non plus, l'emploi même plus. La "rupture" s'est fait attendre, elle n'a pas eu lieu, et sans elle se sont évanouis les espoirs de pouvoir d'achat, de recul de la pauvreté, de république irréprochable et autres promesses de 2007.

Que retenir, de cette " rupture " ?

De grands discours : Toulon, Cherbourg, Rambouillet, Vesoul, Flamanville, Douai, Orléans, Nîmes, Strasbourg, Palaiseau, Saint-Lô, Saint-Quentin, Antony, Rethel, Argonay, Meaux, Paris… " L'histoire en marche " : pupitre, drapeaux, public choisi, sondages amis et reportages complaisants dans la presse papier et audio-visuelle.

Une omniprésence dans les affaires ministérielles et dans des media sous contrôle grandissant.

Des comportements " bling-bling ", ou en faveur de son clan, totalement décalés en regard de la situation économique du pays et des difficultés financières que connaissent de nombreux Français.

Latran, Shoah, ADN, identité nationale… des relents de communautarisme, de nationalisme, de méfiance envers l'étranger, d'atteinte à la laïcité.

Une république qui se voulait irréprochable, aujourd'hui terriblement affaiblie par des affaires politico-financières d'une ampleur sans précédent.

Des fiascos en série dans la réforme de l'état : Justice, Enseignement, Universités, Hôpitaux, Armée, ce ne sont que stigmatisations, humiliations, culpabilisations, admonestations, solutions toutes faites et malaises grandissants.

Une lutte contre l'insécurité inefficace, on lui a préféré la haine du prétendu étranger.

Mais surtout, une triple impasse économique et sociale:

- Le modèle dont se prévalait le candidat, ce modèle néolibéral basé sur l'endettement, le moins d'état et la réduction des dépenses

publiques, ce modèle qu'il voulait importer en France s'est écroulé en 2008, miné par la cupidité et l'aveuglement idéologique.

- Une loi TEPA, ses heures supplémentaires dispensées de charges et son bouclier fiscal, qui a privé l'état de revenus, précarisé les jeunes, accru le nombre de chômeurs et n'a profité qu'à une infime minorité de gens aisés.
- Un déficit budgétaire et une dette extérieure abyssaux, profonds comme jamais.

La rupture a échoué.

Qu'on ne vienne pas nous dire " ce n'est pas sa faute ", " la crise est mondiale ", " c'est pire ailleurs ". Cette crise est celle du modèle néolibéral dont il se voulait l'ardent promoteur, dont il entendait s'inspirer pour moderniser la France. Ce modèle, c'était le ferment, l'essence, la substantifique moelle de sa "rupture".

L'échec de ce modèle est indissociable du sien et de celui de son camp.

Accordons-lui le bénéfice du doute, et acceptons l'hypothèse que comme tant d'autres, il a été fasciné, envouté, berné, par la croissance à crédit et les fausses réussites observées dans le monde anglo-saxon ces vingt dernières années. Et admettons que si cet échec est le sien, il ne relève pas sa faute.

L'honneur, le respect du citoyen, le sens de l'état en appelaient en ce cas dès 2008 à une nouvelle donne, à une redistribution des cartes. Une démission, une dissolution s'imposaient, libre ensuite aux sortants de se représenter, de formuler un nouveau programme de gouvernement et de le soumettre aux suffrages de leurs concitoyens.

Mais cette audace-là est la seule qu'il n'ait pas eue.

Comment en sortir ?

Sarkozy parviendra-t-il transformer son triple fiasco dette-chômage-insécurité en un simple argument "Moi seul, je peux vous sauver?"

Il nous revient dans les mois qui viennent de tout mettre en œuvre pour que cesse ce régime clanique de faux-semblants, et que dès l'été 2012 une

nouvelle politique soit mise en œuvre, autour de quatre axes forts et indissociables :

- Le redressement des inégalités sociales et fiscales
- La relocalisation du travail et l'investissement dans le logement
- Le désendettement du pays
- La (re)-construction d'une Union Européenne fédérale & émancipée des marchés financiers

La campagne Sarkozy 2012 se positionne d'ores et déjà dans un contexte socio-économique dramatisé à outrance afin de mieux mettre en scène le Sarkozy Version 2.0, alias "le sauveur". Des constats d'évidence, la stigmatisation des plus faibles, des mimiques apaisées et de nouvelles promesses mirifiques étaieront ses discours dans une chasse effrénée aux électeurs du Front National.

Face à cela, il nous faut soutenir contre vents et marées le programme et la candidature de François Hollande, légitime vainqueur des primaires citoyennes d'octobre 2011. Je ne doute pas un seul instant ni qu'il bénéficiera du soutien sans faille d'un appareil aux mains de sa rivale du deuxième tour, ni qu'il saura intelligemment trouver un puissant renfort dans le demi-million de personnes qui ont voté lors du premier tour pour le troisième homme, Arnaud Montebourg.

"Gagner", ou "avoir raison" ?

Si l'objectif est de gagner la présidentielle puis les législatives, il faudra que le peuple dit "de gauche" accepter de ne pas "avoir raison" tout le temps et sur toute la ligne.

Par exemple, certains, dans le PS et ailleurs, font la fine bouche et répètent à l'envi que le candidat du PS serait trop centriste, voire allié des libéraux, et que finalement, Hollande et Sarkozy, c'est la même chose. Bon nombre de ceux-là sont bien moins naïfs ou inconscients qu'ils en ont l'air. Cette posture masque trop souvent une difficulté réelle à se sentir capable d'assumer les responsabilités, tant il est intellectuellement plus confortable de se complaire dans le débat et dans une opposition permanente.

D'autres espèrent de cette même attitude critique un retour électoral à moyen terme, partant du constat que les élections locales sont

traditionnellement plus favorables à l'opposition nationale. Il s'agit bien de ne pas se tromper de combat et de remporter les élections de 2012. Il est pour cela impératif que certains militants ou élus socialistes ne cherchent pas à jouer d'avance le congrès de 2012, les municipales et les territoriales de 2014, voire la présidentielle de 2017.

On ne pourra pas se sortir du sarkozysme sans sortir Sarkozy. D'où cet appel au vote utile en faveur du candidat socialiste dès le premier tour.

Mais au-delà, il nous faudra demeurer vigilants, concentrés et actifs, ne pas rester les bras ballants en estimant que le rejet de Sarkozy fera le reste, il nous faudra sans cesse mettre en avant nos propositions, pour convaincre nos concitoyens et éviter que les plus désespérés d'entre eux se fassent berner comme en 2007.

Alors, observons, dénonçons, proposons, relayons, expliquons, agissons sans cesse sur le terrain pour que ce monde devienne chaque jour plus juste.

Retrouvons nous pour écrire la suite et prolonger le débat sur www.observactions.com

Annexe : Sarkozysme - la compil'

Plus l'élection présidentielle approchera, plus il tentera ne nous faire croire qu'il change, qu'il s'apaise, qu'il travaille pour l'intérêt commun.

Alors ne perdons rien de vue et gardons en permanence à l'esprit ce qu'est le sarkozysme, pour ne pas le vivre 5 ans de plus *(liste non exhaustive)* :

- Un programme électoral inspiré directement du modèle néolibéral qui a conduit à la crise de 2008 : désengagement de l'état, réduction de l'impôt, endettement public et privé "la France de propriétaires".
- Le bling-bling et la fréquentation insolente dès le Fouquet's du clan de l'argent, le yacht de Bolloré
- La vulgarité des expressions : "karcher", "casse-toi pov con" etc.
- L'étalage de la vie privée
- La délinquance identifiable dans les gènes
- L'amendement ADN
- La braderie du patrimoine national
- La lecture à la rentrée des classes de la lettre de Guy Môquet
- Le parrainage d'un enfant juif déporté par une classe de CM2
- La RGPP, et son cortège de suppressions aveugles de postes dans les hôpitaux, les tribunaux, l'armée, l'enseignement, le stress des agents de l'état.
- La suppression de la police de proximité
- "Je vous débarrasse de la récidive avant la fin de l'été"
- La loi TEPA, son bouclier fiscal et des heures supplémentaires défiscalisées qui creusent la dette et le chômage
- La réception de Kadhafi à l'Elysée
- Le discours de St Jean de Latran, la prééminence proclamée du clergé sur les instituteurs
- La promesse de maintenir l'activité à l'usine de Gandrange
- La suppression de la pub sur France TV, finalement limitée à la soirée
- La stigmatisation des chercheurs "je vous remercie d'être venus, il y a de la lumière, c'est chauffé"
- La promesse de ne pas privatiser Gaz de France
- La tentative avortée de suppression de la Carte Famille Nombreuses
- La promesse de ne pas toucher à la retraite à 60 ans
- La nomination des présidents de l'Audio-Visuel public par l'Elysée

- Le sauvetage sans nationalisation même partielle des banques
- La réforme constitutionnelle dont on attend toujours la plupart des décrets d'application
- La tentative d'installer le fils Jean à la tête de l'EPAD
- Le débat bidonné sur l'identité nationale
- Des lois, notamment en matière de criminalité et de récidive, qui s'empilent et se succèdent sans décret d'application ni moyens supplémentaires
- Les mensonges ridicules sur sa prétendue présence à Berlin lors de la chute du mur
- L'abandon du projet de taxe carbone (qui devait être aussi symbolique que l'abolition de la peine de mort)
- La suppression de la Taxe Professionnelle, la réforme territoriale engendrant des contraintes budgétaires supplémentaires pour les collectivités locales
- La tentative de suppression du juge d'instruction
- La saga Woerth-Bettencourt
- La stigmatisation des Roms
- La réforme des retraites au forceps avec recul de l'âge légal
- Le remaniement qui ne change rien
- L'interventionnisme dans la gestion politique des Hauts-de-Seine à l'approche des cantonales
- Une diplomatie erratique
- La qualification de "fable" de l'affaire de Karachi et de ses prétendues rétro-commissions
- La couverture implicite des ministres ami(e)s des dictateurs
- La prise à parti des journalistes qui s'aventurent à poser des questions
- Le nouveau débat sur l'islam et la laïcité
- La communication Va-t-en-guerre en Lybie et en Côte d'Ivoire
- 16 000 postes de moins dans l'enseignement à la rentrée 2011
- Des ministres de l'intérieur au discours raciste et xénophobe
- Une mise en scène médiatique permanente aux côtés des grands de ce monde et du bon peuple
- Des plans d'austérité constitués de mesurettes affectant le plus souvent les moins favorisés

- La soumission à la politique libérale des marchés financiers et de la Chancelière allemande
- La germanophobie quand ça l'arrange (2007) ou quand il se prétend choqué (2011)
- Justice, police, armée, hôpitaux, enseignement : une fonction publique au bout du rouleau
- 200 Milliards d'Euros de manque à gagner fiscal, dont 75 en cadeaux aux plus aisés
- Une dette en hausse de 23 points de PIB
- Une pauvreté en hausse (13,1% en 2006; 13,5% en 2009)
- Un million de chômeurs en plus, dont 350 000 emplois industriels détruits.

Principales sources

Le Canard Enchaîné
Libération
Le Monde
Le Parisien
Le Point
L'Express
Marianne
Le Nouvel Observateur
L'Expansion
Alternatives Economiques
France Inter
France Info
France Culture
Europe 1
France Télévisions
Canal +
I>Télé
BFM

mediapart.fr
rue89.com
lepost.fr
tnova.fr
parti-socialiste.fr
lci.fr
elysee.fr

CHRONOLOGIE

#1 – Mai 2007 : Bling-bling 5
#2 – Juin 2007 : Atermoiements, improvisations et amateurisme 9
#3 – Juillet 2007 : Superman ou Joe-la-Frime ? 11
#4 – Août 2007 : Les vacances de Speeder-Man 12
#5 – Septembre 2007 : Le " LA " des Haines 18
#6 – Octobre 2007 : Premiers grondements dans la majorité 24
#7 – Novembre 2007 : Silences au château 29
#8 – Décembre 2007 : D'une facette à l'autre, d'une face à l'autre. 32
#9 – Janvier 2008 : L'histoire en marche 34
#10 – Février 2008 : " Casse-toi, pauv' con " 36
#11 – Mars 2008 : Dérouillées municipales 39
#12 – Avril 2008 : Les bœufs libéraux sont lâchés 40
#13 – Mai 2008 : Un an déjà 45
#14 – Juin 2008 : A mini Président, mini traité 48
#15 – Juillet 2008 : Quand t'y'a un' grève, on l'remarqu' mem' plus 50
#16 – Août 2008 : Le poids de la Chine 54
#17 – Septembre 2008 : La Crise 55
#18 – Octobre 2008 : Petits cafouillages entre amis 61
#19 – Novembre 2008 : Des mots d'un côté, des actes de l'autre 64
#20 – Décembre 2008 : l'hiver de la démocratie ? 67
#21 – Janvier 2009 : les vœux brouillés 69
#22 – Février 2009 : Illusions et mensonges 71
#23 – Mars 2009 : Coups de mentons et yeux fermés 74
#24 – Avril 2009 : Dans l'ombre de la Star 76
#25 – Mai 2009 : Esbroufe, an II 78
#26 – Juin 2009 : Droits " d'hauteur " 82
#27 – Juillet 2009 : Vagale âme 86
#28 – Août 2009 : Repos chez Belle-Maman 88

#29 – Septembre 2009 : bidonnages, enfumages et cafouillages 89
#30 – Octobre 2009 : Surprises et rebondissements 94
#31 – Novembre 2009 : Le début de la dégringolade 96
#32 – Décembre 2009 : Jeunes, pop et ringards 100
#33 – Janvier 2010 : Place aux copains 103
#34 – Février 2010 : Piteux débat 106
#35 – Mars 2010 : Raclées régionales 108
#36 – Avril 2010 : Toujours plus bas ! 113
#37 – Mai 2010 : L'heure de la retraite ? 116
#38 – Juin 2010 : L'étoffe des zéros 119
#39 – Juillet 2010 : Panique dans les talonnettes ! 123
#40 – Août 2010 : Le déchaînement 126
#41 – Septembre 2010 : Record historique d'impopularité 127
#42 – Octobre 2010 : La justice sur tous les fronts 129
#43 – Novembre 2010 : "Un remaniement ? Non Sire, Une Révolution ! " 131
#44 – Décembre 2010 : " Tournez, ma neige " 137
#45 – Janvier 2011 : Matraquage " à la française " 140
#46 – Février 2011 : Le carnaval des poly-tocards 143
#47 – Mars 2011 : Ambiance à l'UMP : " on l'a dans le culte " 147
#48 – Avril 2011 : Besogneux à la tâche, tâcherons à la besogne 149
#49 – Mai 2011 : Tombés dans le panneau 151
#50 – Juin 2011 : Rideaux de fumée 154
#51 – Juillet 2011 : Règle d'or, j'vais vous dire : 156
#52 – Août 2011 : De crise en crise 159
#53 – Septembre 2011 : Le crépuscule de la Sarkozye ? 163
#53 – Octobre 2011 : Le temps des perroquets primaires 166
#54 – Novembre 2011 : 4 jours de carence, 4 semaines d'hypocrisie 170
#55 – Décembre 2011 : La honte Triple H 177
Conclusion 181

Vincent Guibert, 53 ans, ingénieur, chef d'entreprise, milite au Parti Socialiste depuis 2002 et y a dirigé plusieurs campagnes électorales locales.